

**Les Etats-Unis
ont pris la décision
de se retirer
de l'UNESCO**

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

S-80F
Algerie, 300 F; Arabie, 150 F; Argentine, 250 F; Autriche, 100 F; Belgique, 150 F; Brésil, 100 F; Canada, 100 F; Chili, 100 F; Chine, 100 F; Colombie, 100 F; Costa Rica, 100 F; Cuba, 100 F; Danemark, 100 F; Espagne, 100 F; États-Unis, 100 F; France, 100 F; Allemagne, 100 F; Grèce, 100 F; Hongrie, 100 F; Inde, 100 F; Italie, 100 F; Japon, 100 F; Liban, 100 F; Libéria, 100 F; Malaisie, 100 F; Mexique, 100 F; Norvège, 100 F; Pays-Bas, 100 F; Pérou, 100 F; Portugal, 100 F; Royaume-Uni, 100 F; Suède, 100 F; Suisse, 100 F; Tchécoslovaquie, 100 F; Thaïlande, 100 F; Turquie, 100 F; Union soviétique, 100 F; Uruguay, 100 F; Venezuela, 100 F; Zambie, 100 F.
RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CENTRE
Tél. : 246-72-23

Idéologie et finances en Israël

Traillé entre les exigences contradictoires de l'idéologie et de l'économie, le gouvernement israélien traverse une épreuve particulièrement délicate. Le ministre des finances devait inviter ses collègues, au cours de la réunion de cabinet de vendredi, à choisir entre les sacrifices budgétaires qui lui paraissent indispensables et le ralentissement, sinon le « gel », des implantations dans les territoires occupés.

M. Cohen-Orad doit en effet procéder à des compressions budgétaires de l'ordre de 2 milliards de dollars. Le coût de la colonisation, y compris les dépenses engagées pour assurer la sécurité des colonies, est estimé entre 600 millions et plus d'un milliard de dollars. Le plan de redressement implique déjà l'arrêt du développement de l'infrastructure routière et celui de la purification des eaux de Tel-Aviv, la suppression de la gratuité dans l'enseignement secondaire, la réduction de multiples prestations sociales, notamment.

L'érosion spectaculaire du pouvoir d'achat des salariés - plus de 20 % cette année avec un taux d'inflation qui atteint le seuil des 200 % - et l'arrêt en octobre de la spéculation boursière, qui contribuent à compenser le manque à gagner, ont exacerbé la crise sociale. Les fonctionnaires viennent de prendre le relais de la grève des enseignants qui avait paralysé les ports pendant un mois. Les mineurs, les employés des postes et des chemins de fer, ceux du ministère de la défense, des impôts et des affaires sociales, ont devancé le personnel des hôpitaux en multipliant les débrayages et les grèves du zèle. La puissante centrale syndicale, l'Histadrouti, qui avait suivi jusqu'à présent une ligne modérée, a adressé un sévère avertissement au gouvernement.

Il n'est pas exclu que la vague de protestations débouche sur une grève générale. Les autorités n'ignorent pas que l'attitude de l'opinion à l'égard des implantations a sensiblement évolué. Selon un sondage publié mercredi, 48,5 % des Israéliens sont désormais hostiles à la poursuite de la colonisation, contre 36,9 % qui y sont favorables. Il y a un an à peine, les résultats étaient inverses. Ce ne sont pas seulement les couches sociales les plus pauvres - les Sépharades notamment - qui se détachent de l'idéologie sionniste du Likoud, mais aussi les citoyens aisés (en majorité ashkénazes) qui se prononcent, dans une proportion de 55 %, contre une politique trop éloignée de leurs préoccupations quotidiennes.

C'est que la colonisation de la Cisjordanie, menée tambour battant, n'a pas engendré les résultats escomptés. Malgré les avantages matériels offerts par les autorités, une trentaine de milliers d'Israéliens seulement se sont installés dans ce territoire. La plupart d'entre eux, qui séjournent dans des « villes-dortoirs », ne méritent d'ailleurs pas le qualificatif de colons.

Si l'on peut penser que l'opinion, dans sa majorité, accueillerait favorablement le « gel » des implantations, une telle mesure risque de faire éclater la coalition au pouvoir, les partisans du Likoud étant décidés à poursuivre, coûte que coûte, l'édification du « Grand Israël ». Le dilemme de M. Cohen-Orad n'est pas mince.

(Lire page 3 l'article de J.-P. Langellier.)

Vive controverse à Washington sur l'engagement au Liban

La position de M. Reagan est affaiblie par les révélations sur les négligences dans la protection des « marines »

De notre correspondant

Washington. - La publication, mercredi 28 décembre, de cent pages du rapport du Pentagone sur l'attentat de Beyrouth, se traduit par la mise en accusation de l'ensemble de la politique présidentielle au Liban et par un profond désaccord entre la Maison Blanche et le département de la défense. Ce véritable réquisitoire tient en une phrase : « Il y a un besoin urgent d'un réexamen des moyens de parvenir aux objectifs américains au Liban ».

Le coup le plus sévère porté au maintien de l'engagement militaire américain à Beyrouth n'est ainsi venu ni du sanglant attentat d'octobre, ni des sondages montrant une inquiétude croissante de l'opinion, ni même de l'opposition démocrate. Il est venu d'un ancien commandant en chef des forces du Pacifique, l'amiral ou retraité Robert Long, nommé par le secrétaire à la défense, M. Weinberger, le 7 novembre dernier, sur conseils du commandant en chef des « marines », à la tête d'une commission d'enquête comprenant une pléiade d'officiers et de responsables militaires.

On comprend mieux encore maintenant que M. Reagan ait essayé, mardi, de désamorcer les effets du rapport en le présentant à sa façon. Mercredi, le porte-parole de la Maison Blanche est revenu à la charge, parlant de « preuves » d'une « inspiration » syrienne de l'attentat, et il a affirmé : « Le président a pris ses décisions : d'abord accepter l'entière responsabilité de l'incident, ensuite maintenir la présence américaine au sein de la force multinationale ».

On ne cache pas, dans l'entourage présidentiel, que le Congrès, qui reprendra ses travaux le 23 janvier, pourra désormais s'appuyer sur l'autorité des militaires pour mettre en échec cette « décision ». L'affolement (le mot n'est pas trop fort), est déjà tel dans les rangs républicains que deux des plus célèbres éditorialistes favorables au président le présentaient, mercredi matin, dans les colonnes du Washington Post et de U.S.A. Today, de ne pas mettre en danger sa réélection en s'obstinant dans une impopulaire « nouvelle guerre sans espoir ».

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Les conclusions du rapport de la Cour des comptes sur ELF-Aquitaine

Le document établi par M. Giquel critique l'aveuglement de certains responsables du groupe pétrolier et suggère le prolongement à l'étranger de l'enquête financière

M. Pierre Mauroy fera connaître lundi sa décision de rendre ou non public le rapport de la Cour des comptes, établi par M. François Giquel, sur l'activité d'ELF-Aquitaine.

Le rapport de M. Giquel sur l'activité des « avions renifleurs » n'a eu jusqu'à présent que peu de lecteurs. Sans avoir eu connaissance de ce document « confidentiel » d'environ cent cinquante pages, il est à présent possible d'en esquisser la philosophie.

Le rapport Giquel se présente comme un rapport classique de la Cour des comptes. S'il porte exclusivement sur les « frais d'études » consacrés au financement de l'opération des « avions renifleurs », il ne se différencie pas, dans la méthode, d'une analyse des comptes et de la gestion d'une entreprise publique. Il porte sur les années 1976, 1977, 1978 et 1979, puisque le premier contrat entre ELF-ERAP et les « investisseurs » remonte à mai 1976, et la rupture officielle de cette collaboration au 23 juillet 1979. Il est, assure-t-on, aussi complet que possible et sans concessions.

M. Giquel s'est livré dans son rapport à une tentative d'analyse et d'explication des activités d'une per-

te de l'équipe dirigeante d'ELF et de certains chercheurs, toutes personnes qui eurent à connaître du procédé de M. de Villages et à travailler sur cette « invention ». Critique accablante de la faculté d'auto-aveuglement de certains décideurs, cette partie du rapport donne à réfléchir sur les naïvetés, voire les perversités, qui peuvent venir obscurcir, en certaines circonstances, le comportement de chercheurs au demeurant reconnus comme les meilleurs dans leur domaine.

Au demeurant, cette critique n'atteint les chercheurs d'ELF que pour la seconde phase des opérations. De mai 1976 à 1978, il semble que les spécialistes d'ELF n'aient pas eu accès au « secret scientifique » de l'« invention » de M. de Villages. Ce ne fut le cas que lorsque s'esquissa le projet d'achat. Mais dans une affaire où un certain nombre de réactions s'expliquent partiellement par le déploiement d'un esprit de corps sans faille, on comprend que les ingénieurs d'ELF aient contribué à exagérer le minimum d'un secret qui ne s'imposait sans doute plus après les « incidents » qui mirent fin au projet d'achat de l'« invention ».

On ne doit pas oublier non plus qu'embarqués avec et par M. Pierre

Guillaumat, P.-D. G. d'ELF jusqu'en 1977, sur ce qui devait se révéler une galère, des ingénieurs issus du même corps prestigieux que M. de Villages, et parfois recrutés grâce à son parrainage, n'ont rien fait qui puisse laisser atteindre l'immense prestige dont était auréolé leur patron et... leur propre crédit. Le rapport donne à penser que l'imposante personnalité de M. Guillaumat et les réussites attachées à son nom ont tenu lieu de caution à la plupart des acteurs de cette affaire.

Les recherches menées par ELF sur le terrain ont-elles été momentanément modifiées par les conséquences du projet des « avions renifleurs » et la nécessité de l'éprouver ? Le rapport Giquel met en avant un double phénomène, dont l'ampleur ne paraît pas avoir été très importante : pendant que des initiatives étaient prises de forage et de prospection, des projets anciens s'intégraient dans le plan d'ensemble normal de la société auraient été retardés.

LAURENT GREILSAMER

et MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 7.)

Les deux stratégies de l'opposition chilienne

Recherche d'un compromis ou mobilisation des masses ?

Lire page 2 le point de vue d'ALAIN TOURAINE

Les difficultés de la construction aéronautique en France

Les syndicats s'inquiètent de la réduction des activités de Dassault-Breguet et de la SNIAS en 1983

Lire page 3 l'article de JACQUES ISNARD

Le nouveau combat du Vietnam

Pour surmonter la pénurie persistante, le régime s'efforce de concilier initiative privée et socialisation

Hanoï. - La grande victoire du Vietnam, c'est d'avoir atteint en 1983 l'autosuffisance alimentaire. De justesse et non sans mérites, car les typhons d'automne ont privé leur riz, et la production de riz - 17 millions de tonnes - ne laisse pratiquement pas de surplus disponibles pour l'exportation. Mais c'est la première fois depuis bien des années que les besoins alimentaires fondamentaux de la population sont ainsi couverts. Jusqu'à 1975, les deux Vietnam vivaient avec l'assistance de leurs alliés respectifs. En 1979, année consécutive à l'invasion du Cambodge, et marquée par la guerre avec la Chine, il avait encore fallu importer plus de 1 million et demi de tonnes de céréales.

Mais le succès de 1983 n'est encore qu'une étape dans une longue marche. Le vice-premier ministre et responsable du plan, M. Vo Van Kiet, a fixé la semaine dernière à 1 million de tonnes par an l'accroissement de la récolte dans les pro-

chaines années. Ce qui devrait permettre non seulement de nourrir le million de Vietnamiens qui s'ajoute tous les ans au chiffre de la population nationale (58 millions à l'heure actuelle) mais encore de gagner, grâce aux ventes à l'étranger, de précieuses devises indispensables à l'importation d'équipements techniques qui permettront à leur tour d'améliorer les rendements, de valoriser de nouvelles terres, donc accroître le surplus disponible.

Le riz et les cultures alimentaires - auxquelles se prête mal la nature des sols encore non exploités - ne sont pas les seules productions qu'on veut développer. Les hévées doivent couvrir bientôt quelque 800 000 hectares au nord de Ho-Chi-Minh-Ville et vers les hauts-plateaux, et le caoutchouc qui en sera tiré devrait

notamment contribuer à éponger une partie des dettes contractées par le Vietnam envers l'U.R.S.S., la R.D.A. et d'autres pays socialistes.

L'autosuffisance alimentaire n'est pas non plus le seul succès obtenu récemment. Au début de l'automne encore, chaque quartier de Hanoï ne bénéficiait de courant électrique que deux jours pleins par semaine. La lumière brûle un peu moins rarement depuis que la première turbine de la centrale thermique de Phia Lai - inaugurée à l'occasion de la visite, début novembre, du premier vice-premier ministre soviétique, M. Aliou - a commencé à fonctionner. Quatre autres doivent être mises en route d'ici à 1987, année où les centrales hydro-électriques de Hua Binh et de Tri An, dans d'autres parties du pays, commenceront en principe à tourner avec des puissances respectives de 1 900 000 et 400 000 kw.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Générosité

C'est généreux, la France ! Prenez ces centaines de millions évaporés pour cause d'avions pas du tout renifleurs. On a appris, mercredi, qu'une partie de la somme avait été utilisée pour des « dépenses humanitaires ».

La France est comme les grandes dames de jadis qui se voilaient pour aller chez les pauvres répandre leurs oboles : elle aime à se cacher pour dispenser ses bienfaits.

Alors, que cessent, devant cette bienfaisance admirable, les ragots des empêcheurs de transférer en rond !

Il ne s'agissait pas de secret, mais de tact.

BRUNO FRAPPAT.

1984 : SOMMES-NOUS SI LOIN DU MONDE D'ORWELL ?

Big Brother et les relations internationales

Au moment où commence l'année la plus célèbre de la politique-fiction, il est vain, au fond, de se demander si elle ressemblera à ce qu'en avait dit Orwell dans son fameux 1984. D'abord parce que, pour l'instant, 1984 est une année où il ne se passe rien, du moins rien qui ne découle d'un système établi depuis longtemps et immuable. Ensuite parce que le système international actuel ressemble déjà, beaucoup plus qu'il n'y paraît à première vue, à ce qu'en avait dit Orwell.

Ainsi, ces conflits interminables et autolimités, conduits dans une indifférence quasi générale entre des dictatures incapables de venir à bout, nous dirait le philosophe britannique, de « forces trop également partagées » et de défenses naturelles trop formidables, se retrouvent-ils de nos

jours, par exemple, dans la guerre entre l'Irak et l'Iran. En cherchant bien, on y décèlerait un peu les mêmes causes, notamment le besoin pour les pouvoirs intérieurs d'associer leur autorité sur la tension et le danger aux frontières ; les meetings rituels de Téhéran contre les divers « satans » ne sont-ils pas, après les grandioses orgies collectives de la révolution culturelle, le reflet de ces « semaines de la haine » par lesquelles Big Brother galvanisait ses troupes ? N'en va-t-il pas un peu de même entre les deux Corées ? Et le défilé des pilotes américains exhibés tête baissée devant les foules à Hanoï au début des années 70 n'était-il pas déjà une illustration des scènes du même ordre décrites dans 1984 avec les prisonniers de l'Eurasia ?

Naturellement, ce sont les Etats communistes qui se sont le plus conformés au modèle. Pol Pot s'est efforcé d'exterminer le passé plus radicalement encore que Staline ne l'avait fait du vivant de l'écrivain. Le conflit soviéto-chinois a été en grandeur nature, dix à vingt ans après Orwell, celui de l'Eurasia et de l'Estasia, avec ses affrontements sanglants aux marges des deux empires, mais aussi ses pauses et ses changements d'alliance : la visite de Kissinger, puis de Nixon à Pékin, les efforts de réconciliation entre Pékin et Moscou en 1964, puis de nos jours, ne se sont-ils pas accompagnés des mêmes « trous de mémoire » de la propagande, l'ennemi d'hier cessant d'en être un du jour au lendemain ou redevenant l'ami qu'il n'avait jamais cessé d'être ?

(Lire la suite page 10.)

Elle n'a connu qu'un seul homme

Pendant les vacances, cet été, ce fut le grand amour. Il l'a rodée et bichonnée. Aujourd'hui, il est retourné dans son pays. Et elle reste seule sans son maître. Elles sont plusieurs voitures dans ce cas, des voitures

ex-IT (voitures d'exportation) qui n'ont presque pas roulé et qui ne demandent qu'à vous être fidèles toute leur vie, elles vous attendent dans les succursales du département occasion des Usines Citroën :

- 10, place Etienne-Pernet, 75015 PARIS
Tél. 531.16.32 (Métro : Félix-Faure)
- 50, boulevard Jourdan, 75014 PARIS
Tél. 589.49.89 (Métro : Porte d'Orléans)
- 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 PARIS
Tél. 208.86.60 (Métro : Jaurès)



Le Monde

idées

Les deux stratégies de l'opposition chilienne

par ALAIN TOURAINE (*)

À la fin de 1982, la faillite financière et l'augmentation brutale du chômage semblaient annoncer une crise politique majeure au Chili. Tout le monde s'attendait à des troubles si graves qu'il semblerait nécessaire aux dirigeants de prendre des initiatives et de conjurer le danger en faisant des concessions aux classes moyennes.

Pourtant, un an plus tard, Pinochet est toujours là. Comment peut-on expliquer cette situation ? La force du régime et la faiblesse de l'opposition ?

Une dictature meurt le plus souvent en raison d'une crise extérieure ou d'un déclin interne. Si la dictature argentine a succombé, comme avant elle la dictature des colonels grecs, rien de tel ne peut se produire au Chili. Et rien n'indique l'existence de lures ouvertes dans l'appareil de direction militaire. Pinochet exerce un commandement absolu, et les forces armées, régulièrement, lui renouvellent leur allégeance. Les traditions professionnelles et de « verticalité » de l'armée chilienne sont un facteur important de renforcement de ce pouvoir personnel.

Le régime s'appuie avant tout sur la peur et sur la manipulation directe de l'opinion. Les programmes d'aide aux chômeurs créent pour des centaines de milliers de personnes une situation de dépendance. Dans les populations, la police intervient, réprime, et son action est doublée par celle d'agents provocateurs. La classe moyenne, dont l'importance n'a cessé d'augmenter depuis dix ans — alors que la classe ouvrière a régressé de 24 à 19 % de la population active, — a peur.

Le Chili avait été longtemps marqué par l'opposition entre une bourgeoisie renforcée par des classes moyennes en ascension et une classe ouvrière marginalisée ; on note aujourd'hui une séparation plus tranchée entre riches et pauvres, entre possédants et classes « dangereuses ». La classe moyenne a peur du chaos et de la révolution. Même les plus libéraux voient avec effroi se développer la violence dans les faubourgs. Ce qui explique que la première grande enquête d'opinion (publiée par la revue *Hoy*) révèle qu'un tiers de la population est encore favorable au régime. Cette proportion n'est pas plus faible dans les classes du bas de l'échelle, où les phénomènes de dépendance sont massifs.

Si le régime est fort de sa détermination et exploite la crise qui fait craindre à beaucoup le chaos, l'opposition est affaiblie par le fossé entre l'opposition politique jusqu'ici surtout patricienne, et une opposition sociale, reflet de la misère. La création de l'Alliance démocratique fut vécue comme un grand succès et surtout comme le fruit des premières protestations, dont on doit rappeler qu'elles furent d'abord d'origine syndicale.

La revendication sociale conduisait à la protestation politique, qui se donnait un moyen d'expression. L'Alliance se définissait comme un projet de gouvernement et, avec une grande hardiesse, rassemblait démocrates-chrétiens, socialistes et républicains de droite contre la dictature. Malgré la faiblesse et la dispersion des socialistes, la grande majorité d'entre eux ont adopté une stratégie en profonde opposition avec celle qu'ils avaient suivie depuis la création du parti socialiste.

Mais, en août, la brèche ouverte dans le régime avec l'arrivée de M. Jara au ministère de l'Intérieur incita l'Alliance, fortement poussée par le nouveau archevêque, Mgr Fresno, à donner la priorité à la tactique sur la mobilisation politique et à accepter la négociation et l'ouverture. Il apparut vite, et en particulier au milieu de septembre, que cette tactique était doublement négative.

D'un côté, Pinochet démontra qu'il gardait le contrôle de la situation ; de l'autre, ces négociations au sommet sans résultats crochèrent encore le fossé entre l'opposition politique et l'opposition sociale. La manifestation du 8 septembre fut un échec et finalement l'Alliance se révéla incapable d'organiser de grandes manifestations. Les hommes de l'Alliance ont peu de racines dans les milieux populaires. Et les *pobladores*, hostiles au régime et victimes du chômage, ont une capacité offensive aussi faible que leur capacité défensive est forte.

Contradictions

Ces contradictions entre la bourgeoisie libérale et le peuple des pauvres se traduisent politiquement par l'opposition de deux stratégies. D'une part, une stratégie « à la brésilienne », c'est-à-dire l'acceptation de compromis, d'une démocratisation permettant des élections, même limitées, mais facilitant la liberté d'expression et une réanimation de l'action populaire. L'autre stratégie est celle de la mobilisation des masses, de la revendication active, non pas dans une perspective révolutionnaire à laquelle fort peu pensent au Chili, mais avec l'espoir qu'une agitation sociale massive pourrait inciter la junte à se débarrasser de Pinochet et à chercher un compromis avec le centre politique et social.

Aujourd'hui, la question centrale est la suivante : les partis politiques actuels acceptent-ils de participer à des élections limitées dont les communistes seraient exclus, et qui pourraient même ne seraient que partielles, le gouvernement se réservant, conformément à la Constitution, de nommer une partie des députés ? Certains dans la démocratie chrétienne, au parti socialiste et plus encore dans les petits partis du

centre et de la droite sont tentés d'accepter cette solution bâtarde. Face à ce danger, le parti communiste, longtemps affaibli par l'adoption d'une « ligne dure » liée à la politique soviétique en Amérique centrale, a réussi avec l'aide du Proden la première grande manifestation de rue. Sa capacité de mobilisation est importante.

Mais l'opposition modérée n'a pas tort de souligner que ce programme de front populaire rejette la classe moyenne vers le pouvoir, car la base de la démocratie chrétienne est sans doute plus modérée que M. Gabriel Valdés, qui contrôle mal l'appareil de son parti, tout en lui proposant la seule politique possible à l'heure actuelle.

Syndicats étudiants

Il s'agit de rétablir des liens entre l'opposition politique et la mobilisation sociale. Deux acteurs peuvent intervenir. D'abord les syndicats. Ils sont extrêmement faibles, à cause du chômage et aussi des positions des officiels. Les efforts de coordination nationale n'ont pas été couronnés de succès. Mais du syndicalisme sont issues des personnalités de premier plan : M. Seguel d'abord, M. Bustos ensuite, et les syndicats cherchent, contrairement à la tradition chilienne, à renforcer leur autonomie à l'égard des partis politiques. L'autre acteur est le monde universitaire. Les étudiants ont relancé l'agitation et c'est dans le secteur le plus moderne, à l'école d'ingénieurs de l'Université du Chili, qu'elle est la plus forte. Elle l'est aussi à l'École de journalisme et à l'ancien Institut pédagogique. Il existe des foyers d'agitation à l'Université catholique. Le monde des

(*) Sociologue.

intellectuels, qui a gardé une grande vigueur au Chili, est massivement dans l'opposition.

Le régime a proposé un programme de réformes : reconnaissance de certains partis politiques, modification par référendum de la Constitution, établissement du registre électoral, organisation d'élections sur une période qui pourrait être de dix-huit mois ou de deux ans. Programme qui peut placer l'opposition dans une situation difficile, car, d'un côté, une partie importante de l'électorat démocrate-chrétien est favorable à une solution limitée, et, de l'autre, les socialistes sont nécessairement déchirés, puisqu'ils ne peuvent choisir entre le lien avec l'opposition populaire et la participation à une Alliance qui accepterait une solution légale limitée.

Politiquement, il n'y a pas aujourd'hui d'autre solution que celle définie par M. Gabriel Valdés, mais, constitutionnellement, l'opposition est contrainte de demander le respect de la démocratie pour tous. Si des partis d'opposition acceptent d'aller à des élections dont les communistes sont exclus, ils courent le risque de se jeter dans la gueule du loup. Il doit donc y avoir simultanément affirmation d'un pacte démocratique constitutionnel et électoral et élaboration d'une solution politique.

Si l'opposition est trop faible pour mener de front à l'heure actuelle ces deux tâches, la priorité devrait être donnée à la mobilisation populaire c'est-à-dire au pacte démocratique, le pacte de gouvernement ne pouvant alors intervenir que dans une étape ultérieure. Le succès de la grande manifestation du 18 novembre a démontré la nécessité et la possibilité d'une mobilisation massive. Seule une pression populaire accrue peut provoquer une crise à l'intérieur même du régime.

LU

« L'HUMOUR DANS LA POLITIQUE », de Paul Sabourin

Une oasis

PRISE de savoir, notre société cultive toutes les branches de la connaissance : toutes les voies littéraires et scientifiques sont explorées par des armées de chercheurs, à l'exception, toutefois, d'une seule, celle-là même qui est, curieux paradoxe, la plus diversifiée. En tous pays, l'Université rejette ce domaine « peu sérieux », au point que le seul institut dans le monde consacré à l'humour se trouve en... Bulgarie.

Dans cet immense désert, une oasis : c'est un professeur de droit public qui nous l'offre, en cherchant le « plaisir » dans le monde, « dramatique » à souhait, du pouvoir. Humour et politique, c'est bien loin du pléonasme, mais leur rapprochement a de singulières vertus, ne serait-ce que d'avoir suggéré la savoureuse, et combien trop brève, préface de l'ancien commissaire du Plan, plus familier de la gravité.

Sérieux, le professeur Sabourin ? Entendons-nous : titre, personne-ne-puît, car, dans cet espace, il doit se trouver quelque chose de sérieux. Et cependant, nous tous, pris dans un réseau serré de contraintes, ne cherchons-nous pas, non certes l'oubli, mais la détente, dans le sens le plus pacifique du terme ? Voici du moins une occasion.

Passons rapidement sur les subtilités terminologiques, humour, esprit, comique, etc., tant les définitions sont peu assurées et assurément moins savoureuses que l'objet. Lampone-nous donc dans le flot.

Et les traits de jallir, dans une combien opportune, combien nécessaire diversité : et, en effet,

nous plairons tous avec Margot, au même moment du mélodrame, c'est en raison de l'unité du tragique. A l'inverse, Chaplin et Tati savent bien que, pour toucher la cible, il faut largement dépasser le tir, chacun trouvant ici ou là l'échelle qui lui convient. Dès lors, la distinction ici faite entre le piquant, le grinçant et le féroce prend la forme d'une simple commodité facilitant nos allées et venues.

C'est nous devons nous garder de suivre quelque ordre logique, tel que la succession des pages. Constatons, au contraire, au lecteur de chercher sa pitre au hasard, dans le champ. Se retrouvant, du reste, en compagnie de M. Delors ou de M. Barre, réputés austères, il ne les quittera que pour tomber sur M. Daninos ou M. F. Dard, dit San Antonio, moins sombres, semble-t-il. Entre ces deux couples, si l'on dit, le... cumulé qu'est M. Edgar Faure. Mais notre situation générale serait-elle désespérée au point de ne plus trouver, dans le « personnel » politique actuel, aucun Clemenceau ?

Dans cet ensemble fait toutefois d'œuvres d'art, combien plus sévère, parfois, que la flèche la plus acérée, genre d'écrit où excellait celui qui est, peut-être, le meilleur humoriste français et en passe d'être, tragiquement, le moins connu, Tristan Bernard. Mais la nouvelle édition permet-elle, nous l'espérons, de compléter ce bouquet.

ALFRED SAUVY.

* Editions Economica, 140 p., 69 F. Préface de Michel Albert.

LETTRES AU Monde

Le Maroc en attente

Dans le premier de ses articles sur le Maroc en attente (*Le Monde* du 6 décembre), André Fontaine avait cité le rapport d'Amnesty International sur ce pays qui faisait état de nombreuses disparitions, mais il avait écrit plus loin que les condamnés étaient relâchés à l'expiration de leur peine. M. Alain Martineau, président de l'Association des parents et amis de disparus au Maroc, nous écrit pour rappeler que « quatre cents personnes environ sont toujours détenues dans la clandestinité et la plus totale illégalité après avoir été enlevés par des forces de police (...). Parmi elles : trois Français, les frères Bouquet enlevés à Rabat en juillet 1973, des militants syndicalistes enlevés dans des pays étrangers, tels Houche El-mansouri et Lehar Bouhassine enlevés à la sortie d'un tribunal qui venait de les acquitter, tels Ouzennan Belkacem, d'autres enfin, enlevés de la prison où ils purgeaient leur peine, tels les militaires condamnés après les tentatives de putsch de Scharif et Kenitra. Des dizaines d'autres ont été purgés leur peine, il est inexact de dire qu'ils ont été relâchés à l'expiration de celle-ci.

Les familles de ces personnes séquestrées sont sans nouvelles de leurs parents, et les quelques informations qui ont filtré ont permis de penser qu'elles seraient détenues dans des conditions d'inhumanité et de sauvagerie qui ne peuvent laisser indifférent.

Plusieurs lecteurs ont relevé d'autre part une phrase du même article disant qu'à Versailles aussi on devait montrer « patte très blanche » pour entrer chez le roi. C'est exact au sens littéral du terme, puisqu'il fallait être habillé proprement et même porter une épée ; mais il était facile, au temps de Louis XIV, d'en louer une aux abords du château, et le fait est que ses portes s'ouvraient très largement aux visiteurs.

Enfin, M. Torben Retboll, lecteur d'histoire à l'université d'Arhus (Danemark), nous signale deux légères erreurs de dates : le Polisario a été fondé en 1973 et non en 1974, et l'Espagne s'est engagée à quitter le Sahara avant le 28 avril, et non le 28 février 1976. Il rappelle, d'autre part, que les soldats du Polisario ont réussi à occuper pendant deux semaines la ville de Smara, située à l'intérieur du « triangle utile » défendu par l'armée marocaine.

Crédulité, légèreté, mépris... Je ne suis pas de ceux qui expriment souvent leur point de vue dans les journaux, mais devant cette affaire des « avions renifleurs » d'El-F-Aghila, je ne peux pas me tenir sous indifférence de citoyen et de chercheur.

De citoyen, d'abord, car comment trouver normal qu'un président de la République emporte avec lui, à l'expiration de son mandat, les documents jugés confidentiels par lui et ses services ? Dans la même logique, pourquoi ne conserverait-il pas la clé de l'abri souterrain d'où le chef de l'Etat peut déclencher la force de frappe ?

Soyons sérieux. Si l'opération a conservé son caractère ultra-confidentiel après 1979, alors que la supercherie était bien établie, ce n'était pas pour des raisons de défense nationale, mais bien parce qu'elle embarrassait les plus hautes sphères de l'Etat.

Je m'en souviens que le Cour des comptes accepte aussi facilement de se plier aux instructions d'un premier ministre, alors que son rôle est précisément de découvrir et de dénoncer tout ce qui est irrégulier dans l'utilisation des fonds publics. En dissimulant cette affaire, n'est-elle pas perdue de son crédit et de son autorité morale ?

En tant que chercheur, je suis indigné qu'on ait attendu trois ans avant de demander une expertise à un physicien sérieux, lequel a, bien entendu, conclu à l'insuffisance du système proposé. Et qu'on ait agouté des sommes considérables dans une opération qui offrait comme seule garantie la recommandation d'un ancien président du conseil et la caution d'un groupe bancaire étranger.

Je le ressens d'autant plus mal que le gouvernement réduisait au même moment les moyens accordés à la recherche publique. Faut-il appeler que les années 1976-1979 ont été pour nous les plus sombres depuis la guerre, que les crédits de nos laboratoires baissaient alors de près de 10 % en francs constants, que le recrutement de chercheurs et de techniciens était pratiquement tari ?

Non seulement les responsables, à tous les niveaux, ont fait preuve de crédulité et de légèreté, mais ils ont traité la communauté scientifique de notre pays avec ce qu'il faut bien appeler du mépris. M. Giscard d'Estaing en est-il conscient, lorsqu'il accuse d'abus la France ceux qui veulent faire toute la clarté sur cette sordide affaire ?

JEAN-PAUL ZAHN
astrophysicien,
directeur des observations
du pic du Midi et de Toulouse.

J'ai acheté,
Je n'ai pas acheté

Dans cette bonne maison, le kilo, qui était à 130 F le kilo pour les fêtes, est à 190 F de cette année. J'ai acheté 500 g au lieu de 750 g. Les piles fraîches ont augmenté de 10 % en quinze jours ; je n'ai pas acheté. Cette maison vend le chocolat 220 F le kilo, en réalité environ

245 F, car l'emballage est compris dans le poids. Je n'ai pas acheté. 220 F le kilo ! J'ai acheté 500 g pour un cadeau. Je n'y retournerai plus, car j'ai trouvé le procédé peu... commercial. J'ai acheté les cadeaux ailleurs.

Cette maison d'Epervay vend un excellent champagne 61 F la bouteille, soit le prix de 250 g de chocolat (voir plus haut). J'ai acheté.

Le livre intéressant mais pas essentiel 58 F. Je n'ai pas acheté. Le bon livre de poche, un bon titre comme disent les libraires, 21 F. J'ai acheté. Le libraire a envoyé ce gros livre à un ami : port 36 F. Je n'enverrai plus de livre par la poste.

L'escalope a doublé de prix en trois ans chez le boucher du village. Je n'achète plus d'escalope.

M. Delors, quand vous aurez appris aux Français à ne pas acheter n'importe quoi à n'importe quel prix, quand les Français qui « ont les moyens » et même d'autres sauront se discipliner, alors vous arriverez à 5 % réels d'inflation par an.

G.-M. G.

(Paris).

Pas de trappe pour la vie associative

En se réjouissant, dans les colonnes du *Monde* du 7 décembre 1983, de la disparition du (ministère du) temps libre, Mme Geneviève Pujol — sociologue — propose, en alternative, un grand ministère : de la culture ? du tourisme ? de l'éducation ? Elle manifeste ainsi une confiance solide dans les structures administratives en pensant qu'il suffit de choisir la bonne pour en finir avec les vices prêts aux institutions et aux associations. Tous ces vices ne sont pas imaginaires, bien sûr. Quiconque connaît les associations dans leur déroulement diversifié sait pourtant qu'elles ne comptent pas sur la seule générosité d'un quelconque ministre.

Qu'on fait les associations ? Il faut y aller voir plutôt que de poser des questions malveillantes. La réponse est : beaucoup. Mais il n'est pas dans leur nature de tirer ensemble et dans la même direction, et il ne peut être de grand ministère pour y mettre de l'ordre. Il est bien évident que l'action des associations se caractérise par le fourmillement et la diversité des points d'attache ministériels.

Le Conseil national de la vie associative, cité au passage avec quelque dédain, et qui joue auprès de toutes les associations une fonction de magistrature et non de coordination, a déjà pu mesurer dans sa courte existence où sont les besoins communs. Assailé de demandes, il sait que son rôle se borne à faciliter l'exercice de la liberté, tellement compromis par des déconvenues d'embrouillaminis ad-

ministratif, et il n'attend pas qu'on en rajoute.

Chargé d'établir un bilan annuel de la vie associative et de ses évolutions, il doit également promouvoir un Fonds solidaire de développement. Le temps de la simple assistance est révolu, il faudrait que cela se sache ! Si les associations sont prêtes pour la décentralisation, c'est qu'elles l'avaient devancée. C'est là, sans doute, leur originalité face à l'administration qui a tant de peine à s'y mettre.

Reste le problème du fédéralisme associatif : pour mieux vivre, les associations locales ont intérêt à se regrouper en fédérations et en mouvements affinitaires. Cela donne des institutions quelquefois lourdes, dont les associations d'ailleurs ne se sentent pas exagérément tributaires. Solidarité, oui ; dépendance, non. Et il y a longtemps que cela se passe ainsi, quiconque est en contact direct avec les associations l'a remarqué.

Bien entendu, institutions et associations sont accusées d'archaïsme. C'est, en ce temps, la suprématie. Je vais faire un aveu : il y a des associations archaïques. Pas encore, chaque association est traversée par des tendances archaïques et des tendances novatrices. Comme toute la société française. On s'y garde pourtant de toute invective à valeur d'exorcisme. Il y a des industriels archaïques, des agriculteurs archaïques, des sociologues archaïques. L'association est un domaine où l'on avance par le dialogue ; il y est débattu plus que partout ailleurs des insuffisances et des résistances au changement.

GEORGES DAVEZAC,
président du Conseil national
de la vie associative.

De la musique avant toute chose...

La lecture de ces trois documents est édifiante : « Pour la paix sociale », par Bernard Folmont ; « Les deux cultures », par Suzanne Citron ; « L'air et la chanson », par François Perret (*Le Monde* du 8 décembre).

Comment pourra-t-il y avoir de la paix sociale tant que les mots qui divisent auront priorité sur la musique dans les écoles ? O musique qui unit les hommes et les peuples ! Musique qui adoucit les mœurs, musique qui nourrit de l'amour, comme il est dit dans la *Nuit des rois*, de Shakespeare, musique science de paix, comme l'a écrit Jean-Sébastien Bach, qui donc parviendra à te donner une place digne de ce que tu représentes, une place digne de toi dans l'enseignement et la formation de chacun, de chaque être ?

PAUL TOUTELIER,
violoncelliste.

Le Monde

Dans son numéro du 31 décembre, publie :

LES COUPS DE GONG DE 1983

Avec des articles de

Yves AGNÈS	Thomas FERENCZI
Jean-François AUGEREAU	André FONTAINE
Bernard BRIGOLEUX	Bruno FRAPPAT
Chaire BRISSET	Alain GRAUDU
Michèle CHAMPENOIS	Colette GODARD
Pierre DROUIN	Jérôme JAFFRÉ
Frédéric EDELMANN	Bertrand POIROT-DELPECH
Claudine ESCOFFIER-LAMBIOTTE	
et des dessins de PLANTU	

1983 12 30

PROCHE-ORIENT

Les attentats contre l'armée israélienne dans le Sud-Liban ont coûté la vie à quelque 200 militaires

Beyrouth. — Six attentats et dix explosions ont eu lieu en 48 heures au Sud-Liban.

Deux attentats ont fait, le mercredi 28 décembre, 1 mort et 2 blessés parmi les soldats israéliens, et un troisième s'en est suivi le jour, que Jérusalem a passé sous silence : quatre attentats, la veille, avaient fait 3 tués hébreux dont un officier, et 3 morts parmi les assaillants.

Le repli sur le fleuve Awali, qui devait assurer la sécurité des soldats, effectué au pas de charge le 4 septembre, malgré les requêtes incessantes des gouvernements libanais et américains, n'aura en aucune manière servi l'armée israélienne.

En créant un vide qui a engendré la bataille du Chouf et sapé davantage l'autorité de l'Etat libanais, Israël a peut-être joué aux apprentis-sorciers. La fièvre qui s'est de nouveau emparée du Liban et de l'annexion qui s'est aggravée n'allaient pas, en effet, s'arrêter comme par enchantement sur les fortifications édifiées le long de l'Awali, complaisamment montrées à la presse pour justifier le refus israélien d'ajourner le retrait.

Toutes les formes de harcèlement

Les événements ont infligé à M. Arafat, théoricien du repli, un sévère camouflet. Dans un seul et même pays l'annexion a naturellement tendance à se propager et ne vient pas buter sur des barbelés et des murs de sable. Les chutes de la banlieue sud de Beyrouth, qui résistent à l'autorité de l'Etat libanais, sont ceux-là même qui, au Liban-Sud, défient le puissant Israël. Tandis que le ministre israélien de la défense inspectait, mercredi, le nouveau dispositif de sécurité, un soldat israélien était tué et deux autres blessés à quelques kilomètres de là. Un second attentat survenu dans la Bekaa, face aux lignes syriennes, est attribué à des fedayin dissidents palestiniens pro-syriens, qui reprennent du service sur ce front après avoir réglé leurs comptes avec M. Arafat.

Les attentats de la veille sont encore plus significatifs. Au cours de l'un d'eux, les commandos libanais — des « résistants » pour les uns, des « terroristes » pour les autres — ont accroché en pleine nuit une patrouille israélienne et lui ont livré bataille dans les rues de Saïda. Les trois assaillants, des jeunes gens de

De notre correspondant

Saïda qui auraient des connexions avec l'intégrisme musulman, ont été tués, mais les Israéliens ont eu au moins un mort, peut-être trois.

L'armée israélienne subit au Liban-Sud toutes les formes de harcèlement ; les assaillants prennent le risque de l'affronter en dressant des embuscades, en lançant des grenades, en tirant sur les patrouilles ou les postes militaires. La voiture piégée et le camion-suicide ne sont que des formes, moins fréquentes, des attentats anti-israéliens.

Même si l'opération la plus meurtrière a été menée par un camion-suicide — contre le Q.G. de Tyr, le 4 novembre : 29 morts et 29 blessés israéliens — ce n'est pas cela le plus grave pour Israël, mais bien l'hémorragie lente que subissent ses troupes et leur impuissance face à un mouvement qui va en s'amplifiant. Le repli sur l'Awali, le 4 septembre 1983, aura donné une petite semaine de répit aux Israéliens puisque le premier attentat s'est produit le 10 septembre et en octobre, le rythme des opérations était à peu près le même, mais elles sont devenues plus meurtrières et plus fréquentes : un attentat tous les deux jours. En décembre, le rythme s'accroît : trente et une opérations jusqu'au 28, soit plus d'une par jour, qui ont fait au moins 11 morts et une vingtaine de blessés. Au total, 47 morts et 92 blessés israéliens en quatre mois, bilan qui, grosso modo, confirme par les communiqués de Jérusalem.

Avant leur repli sur l'Awali, les Israéliens avaient déjà eu 160 tués par attentats au Liban en onze mois, si l'on inclut les 75 morts de leur quartier général de Tyr, le 11 novembre 1982, attribuée par Jérusalem à l'explosion d'une bombe de gaz, mais qui est quasi certainement due à une opération-suicide. Les attentats ont donc coûté à l'armée israélienne 207 morts en quinze mois, et environ 800 blessés.

La guerre du Liban proprement dite ne leur avait pas coûté beaucoup plus de morts, puisque, à l'arrêt des hostilités le 7 septembre 1982, les pertes israéliennes se situaient encore au-dessous de 300 morts. Les Israéliens ont beau faire, ils ne parviennent pas à contrôler la situation. Après s'être barricadés sur l'Awali et avoir limité le passage entre leur zone d'occupation et le reste du pays à trois ponts, ils les ont pratiquement fermés à la circulation depuis le terrible attentat anti-israélien du 4 novembre, ne laissant passer que les pions — et encore pas toujours — et les voitures, soigneusement filtrées.

Rien n'y fait. Plus l'Awali est hermétique, plus les attentats se multiplient. L'explication attribuant ce phénomène aux quatre mille prisonniers du camp d'El-Ansar relâchés il y a six mois en échange de six Israéliens, avancée par l'Etat hébreu, ne saurait être que marginale, à supposer qu'elle explique la progression des attentats en décembre. En réalité, les Israéliens refusent d'admettre que, après avoir été bien tolérés, voire accueillis avec soulagement par les Libanais du Sud, musulmans compris, ils se sont inévitablement transformés en une armée d'occupation dans une zone largement chitise, à l'exception de la ville de Saïda, sunnite, et d'une présence chrétienne non négligeable. Cela coïncide avec la montée du chiisme libanais, phénomène de société venu d'Iran, auquel ils font face — comme les Américains et les Français à Beyrouth — avec des moyens techniques. En affaiblissant l'Etat libanais, fondé sur une « connivence » maronito-sunnite encore acceptée par les chittes, les Israéliens ont sans doute accéléré un processus qui se retourne contre eux.

On leur prête aujourd'hui l'intention de se replier d'un ruisseau à l'autre de l'Awali sur le Zahran, abandonnant ainsi Saïda. Ils ne peuvent ignorer cependant que la majorité des chittes qui leur font cette grille insupportable pour eux se trouvent précisément au sud du Zahran.

LUCIEN GEORGE.

Vives controverses à Washington sur l'engagement au Liban

(Suite de la première page.)

Il y a tout à parier que M. Reagan, qui ne cesse d'expliquer, depuis l'attentat d'octobre, que sa politique répond aux « intérêts stratégiques » des pays occidentaux et que l'Amérique doit savoir faire face à ses responsabilités, fera front à ses appels au patriotisme, à la fierté nationale, à la résistance face au terrorisme et à la défense du monde libre ne sont pas sans écho, et il peut espérer pouvoir tenir tête même à ses propres amis. Mais il est aussi certain que, proprement désavoué par l'armée, il se trouve, depuis cette semaine, dans une position beaucoup plus fragile. Sa politique, si ce n'est son prestige personnel, est maintenant à la merci de nouvelles pertes américaines à Beyrouth, et la Syrie a de moins en moins de raisons d'être intimidée par une « détermination » présidentielle rendue aussi aléatoire.

« Les décisions prises [au Liban] durant les quinze dernières mois, dit le rapport, ont été caractérisées, pour une large part, par l'accent mis sur les options militaires, bien que les conditions sur lesquelles la sécurité de la force américaine de

maintien de la paix était fondée se soient détériorées de façon continue, en même temps que se ralentissaient les progrès en vue d'une solution diplomatique ».

En clair, on est passé du maintien de la paix à la guerre, sans prendre aucune mesure nouvelle. Il faut donc procéder à un « réexamen urgent », et « la commission recommande que le secrétaire à la défense continue de presser le conseil de sécurité nationale d'entreprendre (...) une approche plus vigoureuse et plus exigeante, en vue d'une alternative diplomatique ».

Une accumulation de négligences

Ce passage-clé confirme un désaccord ancien entre M. Weinberger, le secrétaire à la défense, et M. MacFarlane, le conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale. M. MacFarlane étant soutenu par M. Shultz et le département d'Etat, on se trouve dans la situation d'un banal de militaires reprochant, avec leur ministre, aux diplomates et aux conseillers du chef de l'exécutif, de préférer les canons à la négociation.

Une représentante démocrate, Miss Mikoyan, a déjà annoncé qu'elle allait demander la démission de M. Weinberger — pourtant implicitement aboussé par le rapport.

On apprend aussi que le commandant du contingent, le colonel Geraghty, durement mis en cause par le rapport Long, avait ordonné que les armes des sentinelles ne soient pas chargées pour éviter le risque de blesser des civils libanais.

Le rassemblement de quatre cents « marines » dans un seul bâtiment a été reporté du voyage en Syrie de M. Jackson. Le pasteur Jesse Jackson, candidat noir à l'investiture du parti démocrate pour l'élection présidentielle américaine, a annoncé mercredi 28 décembre qu'il reportait de quelques jours le voyage qu'il projetait de faire en Syrie. M. Jackson, qui veut essayer d'obtenir la libération du pilote américain noir, Robert Goodman, fait prisonnier le 4 décembre au Liban, avait indiqué mardi qu'il renoncerait à ce voyage s'il n'avait pas l'assurance des Syriens d'obtenir la libération du lieutenant Goodman, ou si le président Reagan le priait d'y renoncer. Le père de Robert Goodman a lui-même demandé à M. Jackson de renoncer à son projet. Le candidat à l'investiture démocrate estime que c'est seulement depuis qu'il a fait part de son intention de se rendre en Syrie que les autorités américaines s'intéressent vraiment au sort du prisonnier. — (A.F.P.)

A Sanaa

LE CONSEIL MILITAIRE DE L'O.L.P. A ADOPTÉ UN PROJET DE RESTRUCTURATION DES FORCES PALESTINIENNES

Le conseil militaire de l'O.L.P., réuni à Sanaa, mardi 27 et mercredi 28 décembre, sous la présidence de M. Arafat, a mis fin à ses travaux au terme de quatre séances consacrées à l'examen de la situation des combattants palestiniens stationnés dans des pays arabes après leur évacuation de Tripoli (Nord Liban). Le conseil compte onze membres, quatre du Fath et un représentant pour chacune des sept autres organisations de l'O.L.P. Six parmi ces derniers ont boycotté la réunion, qui a approuvé un projet de restructuration des forces palestiniennes dans les pays arabes, notamment dans le domaine de l'entraînement et de l'armement.

Dans une interview, accordée à l'hébdomadaire arabe paraissant à Paris, *Al Watan al Arabi*, le président Monbarak assure que le président de l'O.L.P. s'engagera sur une voie pacifique pour régler le conflit palestinien et, à cet effet, lui a promis de reprendre les négociations avec le roi Hussein de Jordanie.

AFRIQUE

Maroc

HASSAN II ANNONCE UN RECENSEMENT DES FORTUNES

Rabat (A.F.P., Reuters). — Le roi Hassan II a annoncé dans un discours télévisé, mardi 27 décembre, une nouvelle série de mesures économiques destinées à redresser la situation financière du pays. Il a souligné que, cette fois, ce ne sont pas les déshérités qui seront frappés, mais les riches, et a précisé qu'un recensement des fortunes allait être effectué au cours du mois à venir pour délimiter les catégories sociales qui devraient répondre à « cette nécessaire solidarité nationale ».

Aux prises avec de graves difficultés, le Maroc a été obligé de demander un réajustement de son dette extérieure après avoir pris en compte des mesures d'austérité, qui ont entraîné la hausse des prix de plusieurs produits de première nécessité, dont le pain, le lait, l'huile et l'électricité. Ces difficultés sont dues, selon le souverain, à trois années de sécheresse et à la détérioration de la balance commerciale (les importations de pétrole sont passées de 300 millions de dirhams (1) en 1973 à 7 milliards en 1983). Le roi n'a pas voulu y inclure le poids des dépenses militaires, car, a-t-il expliqué, « le Maroc sera toujours en guerre parce qu'il doit se défendre en raison de la jalousie que suscite sa situation stratégique ».

Enfin, le souverain a annoncé qu'il a signé un décret (décret) pour la tenue des élections législatives au début de l'année prochaine et indiqué que le nouveau Parlement se réunirait le deuxième vendredi d'avril, c'est-à-dire le 13.

(1) 1 dirham = 1 franc.

Israël

PARMI D'AUTRES MESURES D'AUSTÉRITÉ

Le ministre des finances envisagerait de « geler » la colonisation de la Cisjordanie

Jérusalem. — Les dirigeants israéliens alimentent manipuler les « bombes politiques », surtout quand celles-ci font long feu. On a eu droit mercredi 28 décembre à une nouvelle illustration de cet art périlleux, auquel s'est adonné, cette fois, le ministre des finances, M. Yigal Cohen-Orag.

Tout a commencé lorsque la radio israélienne révéla que le grand argentier, qui tente sans succès depuis des semaines d'imposer à ses collègues du gouvernement un train de mesures d'austérité, envisageait un « gel » temporaire des implantations juives en Cisjordanie. Cette mesure, précisait la radio, concernerait trente et une colonies de peuplement en cours de construction. Les travaux visant à développer les implantations existantes seraient également interrompus.

Une levée de bouilliers

Cette « fuite » savamment orchestrée émanait, semble-t-il, de la Knesset. Elle sema aussitôt la stupéfaction. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, convoqua immédiatement M. Cohen-Orag pour de plus amples explications. Après cette entrevue, le ministre des finances continua d'insister le doute et se contentant d'indiquer laconiquement que les informations diffusées par la radio « n'étaient pas totalement exactes ». Tous ceux qui, au sein de la coalition gouvernementale, attendaient un franc démenti sortirent alors de leurs gonds. Comment les partis nationalistes et religieux ne se seraient-ils pas sentis provoqués par le projet qui semblait remettre en cause ce que le Likoud a de plus cher, à savoir sa volonté d'« enraciner au plus vite des communautés juives d'un bout à l'autre du « Grand Israël » ?

Ministre de la science et chef du parti Tehya (Renaissance), M. Yoav Neeman fulminait, me-

De notre correspondant

naçant de quitter le gouvernement au cas où le projet de M. Cohen-Orag serait adopté. Il déplorait que les implantations manquaient déjà d'argent. Avec trois députés à la Knesset, Tehya est l'une des petites formations charnières qui, associées au Likoud, lui assurent une majorité parlementaire.

Le gouvernement religieux Goush Emounia (Bloc de la foi), fer de lance de la droite favorable à l'annexion des territoires occupés, estimait, par la voix de l'un de ses chefs, M. Hasezni, que « le gel éventuel des implantations signifierait nécessairement la fin du gouvernement actuel, puisqu'il viderait ses options politiques de toute substance. Il a été dit et il existe pour renforcer la présence juive en Judée-Samarie (Cisjordanie). S'il renonçait à ce programme, il ne serait plus qu'un corps sans âme ». Quant au président du conseil des localités juives — qui regroupe les associations de colonies —, il assaillait le projet à une « escroquerie marquant le suicide idéologique de ce gouvernement ».

Pour Goush Emounia, les habitants des implantations juives « sont prêts à accepter une baisse de leur niveau de vie, mais il faut néanmoins créer de nouvelles localités à l'an prochain ».

Du côté de l'opposition, on semblait agréablement surpris par le projet de M. Cohen-Orag, au point qu'un député travailliste relançait aussitôt l'idée d'un gouvernement d'union nationale entre son parti et le Likoud. La réaction la plus favorable émanait du mouvement « La paix maintenant », créé l'an dernier en opposition à la guerre du Liban. Celui-ci encourageait le gouvernement à mettre son projet à exécution et à le transformer en « un premier pas vers une initiative de paix ».

La tempête politique s'apaisa quelque peu lorsqu'on apprit que M. Shamir avait demandé à son ministre de présenter son projet comme « une simple proposition devant être étudiée par le gouvernement. Plus tard, le Trésor mettrait en garde contre toute « spéculation » passionnée du parti Tehya. M. Goush Cohen, à moitié rassuré, déclarait avoir reçu l'assurance de M. Shamir et Cohen-Orag que le programme d'implantations demeurerait en tête des priorités gouvernementales. Dans la soirée, la télévision annonçait que les deux ministres avaient apaisé les craintes des associations de colonies.

Une pression sur les « dépenses » ?

Alors, qui bluffe ? Une chose est sûre : M. Shamir et Cohen-Orag n'ont pas renoncé à l'objectif stratégique consistant à développer des colonies juives dans les territoires, à cet égard-clé de la profession de foi du Likoud qui est au cœur de leurs projets idéologiques. On les voit mal marcher pour de vulgaires raisons d'intendance le principe politique qu'ils ont défendu jusqu'à présent avec une extrême intrépidité. M. Shamir, comme M. Arafat, son ministre de la défense, ne peut jamais une occasion de rappeler de droit inaliénable des juifs à s'installer dans les territoires. Il vantait récemment les « implantations spontanées relevant d'initiatives privées ». Quant à M. Cohen-Orag, son zèle annexionniste est au-dessus de tout soupçon, puisqu'il a construit une résidence à Ariel, l'une des principales colonies de Cisjordanie.

On décembrait actuellement huit implantations en Cisjordanie, où vivent quelque trente mille colons. Il est prévu d'en établir cinquante-sept autres d'ici à 1986, ce qui portera la communauté juive à cent mille personnes. Le coût de la colonisation est difficile à chiffrer : il varie entre 200 et 600 millions de dollars selon qu'on y intègre ou non les dépenses strictement militaires. Les implantations ne sont financées par aucun budget spécifique mais relèvent de divers ministères.

Il faut replacer l'initiative de M. Cohen-Orag dans le contexte de la crise économique qu'Israël se déchaîne depuis plusieurs mois. La hausse des prix devrait avoisiner 200 % cette année. M. Cohen-Orag a entrepris une politique anti-inflationniste qui suppose les coupes claires dans le budget de l'Etat. On avait d'abord envisagé une compression de 2 milliards de dollars lors du prochain exercice (avril 1984-mars 1985). On parle aujourd'hui plus modestement de 800 millions.

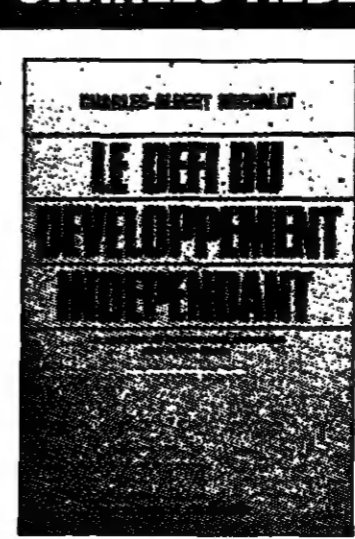
Or aucun des ministères « dépenses » n'a jusqu'ici consenti aux sacrifices nécessaires. Par attachement au programme de leur parti ou pour ne pas ternir leur image personnelle, les ministres se cramponnent à leur budget. Qu'il s'agisse du logement, de l'éducation, de la défense ou de la santé, chacun protège l'acquis et prône l'austérité pour les autres, tandis que M. Cohen-Orag fait peu près l'unanimité sur ce point. A l'instigation de la centrale syndicale Histadrout, qui entend protester contre la réduction du niveau de vie prévue pour 1984 par M. Cohen-Orag — de 8 à 12 %, — des grèves du zèle ou paralysent tour à tour depuis plusieurs jours les différents services publics. Mercredi, par exemple, Eliat fut le théâtre d'une opération « ville morte ».

M. Cohen-Orag doit présenter vendredi les grandes lignes de son projet de budget lors d'un conseil des ministres extraordinaire. A-t-il sérieusement songé au « gel économique » des implantations pendant une période d'un an, mesure qui le doterait d'un confortable fonds de roulement ? Il souhaite manifestement faire partager le fardeau de l'austérité par tous les ministères. A ses yeux, l'austérité doit concerner tout le territoire du Grand Israël ; il ne voit pas pourquoi les colons juifs de Cisjordanie y échapperaient. Le gel provisoire des implantations serait donc la conséquence inévitable du tour de vis budgétaire général.

La « fuite » révélée à point nommé mercredi, quarante-huit heures avant une réunion décisive, visait probablement à créer un choc au sein du gouvernement. Tout se passe comme si, en rendant public un projet idéologiquement inacceptable par la majorité des ministres, M. Cohen-Orag avait voulu montrer qu'il était prêt aux plus grands sacrifices pour remettre à flot l'économie.

J.-P. LANGELLIER.

CHARLES-ALBERT MICHALET



un pays du tiers monde peut-il encore définir son destin ?

LES EDITIONS ROCHEVIGNES
Collection Adec

21 rue Royale
75008 Paris

ASIE

Le nouveau combat du Vietnam

(Suite de la première page.)

D'ici là également, on espère bien à Hanoï que les recherches pétrolières en mer, menées avec l'aide des Soviétiques, auront commencé à donner quelques résultats.

Autant pour l'énergie qui, après le secteur alimentaire, constitue la première priorité. Mais l'avenir est moins clair en ce qui concerne d'autres branches de l'industrie, lourde ou légère. Il est vrai qu'on part de si loin ! En 1980, la valeur de la production industrielle nationale était inférieure de plus de 10 % à ce qu'elle était en 1978. C'est bien pourquoi, d'ailleurs, la moindre amélioration est immédiatement sensible, même si certains observateurs étrangers particulièrement sévères estiment que l'économie vietnamienne n'est pas réellement en voie de progrès, mais se contente de « rebondir » sur un incroyable plancher atteint au terme d'une longue déclin.

Les responsables qu'on peut rencontrer à Hanoï comme à Ho-Chi-Minh-Ville sont évidemment moins pessimistes, mais ils ne font pas preuve non plus de complaisance exagérée. Découvrant enfin la paix en 1975, racontent-ils en substance, le pays s'est lancé dans de vastes projets. Trop ambitieux peut-être. Leur réalisation était en tout cas difficilement conciliable avec les charges militaires qui ont pesé sur le Vietnam à partir de 1979. La faute à qui ? C'est une autre question mais, disons-le, c'est à partir de ce moment qu'intervient une certaine « libéralisation » de la politique économique qui a pour but — et pour résultat — de développer d'urgence les « forces productives », en particulier dans le secteur alimentaire et dans celui du commerce extérieur, à la fois source de devises et remède aux insuffisances de la distribution.

Faire le tri

Le plus chaud de l'alerte étant passé, on fait le bilan. L'expérience d'une nouvelle politique économique est approuvée en juin 1982 par le cinquième congrès du parti, mais déjà on cherche à faire le tri entre ses différents effets, positifs et négatifs. Les choix ayant un caractère largement politique, ils ne se font pas du jour au lendemain, reflétant la vieille méfiance d'un Nord austère envers un Sud dévergondé, traduisent un certain projet de développement social, tiennent compte, enfin, même si on ne le dit pas, des « conseils » du puissant bailleur de fonds soviétique.

Il n'est pas question, affirmant aujourd'hui nos interlocuteurs, de revenir sur les orientations du cinquième congrès, surtout en ce qui concerne les structures de la production agricole où les méthodes d'intensification ont fait leurs preuves. Une remise en ordre était nécessaire, en revanche, dans le domaine du commerce extérieur, principalement à Ho-Chi-Minh-Ville, où l'impétueux développement de l'initiative privée conduit à des déséquilibres qu'il convenait de corriger. Sur le « marché aux volcans » de Saigon, magnétoscopes et postes de télévision ont désormais laissé la

place à des rayons d'horlogerie, de photographie et à une quincaillerie beaucoup plus modeste. Toutes les relations économiques de la grande métropole du Sud avec l'étranger passent désormais, au moins en théorie, par une compagnie unique, sur laquelle le contrôle de l'Etat s'exerce avec vigilance.

On décèle la trace de cet esprit de compromis dans les conclusions de la conférence des organisations du parti à Ho-Chi-Minh-Ville, qui s'est tenue au début du mois de novembre, où l'on s'est gardé de condamner quoique ce soit en rappelant les objectifs, à terme, de la socialisation de l'économie.

Cela, toutefois, sans un volontarisme trop systématique, dont les épreuves passées semblent avoir guéri une partie de la direction vietnamienne. « Nous tirons les leçons des erreurs du passé, nous procédons par tâtonnements en opérant les corrections qui s'imposent », vous explique-t-on ici ou là. Pragmatisme par ? Pas tout à fait, car le dessein politique demeure bien présent. Mais il s'agit de le marier avec les réalités.

Le contexte international

Le « patron » de Ho-Chi-Minh-Ville résume cet état d'esprit — et la patience qu'il suppose, — lorsqu'il explique de quelle manière doit être résolu, à son sens, « le problème de la distribution ». Si l'objectif est d'étendre la part du commerce d'Etat (environ 40 % des budgets familiaux va actuellement au secteur privé et plus de 50 % pour ce qui concerne l'alimentation), il ne pourra être atteint que lorsque la pénurie sera en voie de disparition. Un approvisionnement « normal » interdira les écarts de prix considérables aujourd'hui enregistrés entre marché parallèle et magasins d'Etat, conduisant finalement à une homogénéisation des deux systèmes, moins par autoritarisme que par le jeu des lois économiques.

Vision idyllique, à terme ? C'est bien sûr. Mais le Vietnam est-il prêt à ce moment ? M. Mai Chi Tho en ouvrant les cinq doigts de la main : « Vous verrez dans cinq ans... » Autant dire après-demain.

Le même optimisme, relatif, est partagé par d'autres interlocuteurs qui estiment pouvoir le justifier par une variété d'arguments. Certes, admettent-ils, notre économie est grevée par le double fardeau de la démographie galopante, et d'un chômage hérité des « mutations » de 1975 (et que de récentes mesures fiscales, dans le Sud au moins, semblent bien avoir aggravé). Mais il est exact aussi que le Vietnam est, parmi les pays dits en voie de développement, l'un de ceux qui dispose d'une marge notable de progrès, qu'il s'agisse des rendements agricoles, de la superficie des terres cultivables, de la mise en valeur des ressources naturelles ou même de l'exploitation du parc industriel installé. Et les capacités énergétiques des programmes peut-être exagérément ambitieux au départ, et qui ont trahi des années, pourraient se trouver justifiées à la fin de la présente décennie.

Il va de soi que tout serait beaucoup plus facile si le Vietnam, parallèlement aux tâches du développement économique, n'était pas soumis aux contraintes imposées par sa propre conception de sa sécurité. Autrement dit, par le fardeau de ses dépenses militaires, au Cambodge ou ailleurs, d'une manière générale face à la Chine.

Le temps n'est pas, malheureusement, aux grandes initiatives pacifistes. On se défend, à Hanoï, de s'enfermer dans une attitude d'intransigence en rappelant qu'il traverse toute son histoire le Vietnam à nu transiger, quand cela était à la fois nécessaire et possible, avec son imposant voisin du Nord. « Le Vietnam », dit le dernier numéro de la revue *Etudes vietnamiennes* publiée à Hanoï, « a une expérience millénaire quant à la manière de ménager l'amour-propre des faibles ».

Encore faudrait-il que le contexte international soit favorable à la recherche de compromis. Mais qui, nous demande l'un de nos interlocuteurs, a aujourd'hui un réel intérêt à voir s'établir un environnement pacifique autour du Vietnam ? Ni les Chinois ni les Américains, semble-t-il. Quant aux Soviétiques, le respect des conventions entre pays et partis frères permet à peine qu'on pose la question — même si un doute, parfois, peut percer dans les regards.

ALAIN JACOB.

L'an V de la djihad afghane

III. — La revanche des parias

De notre envoyé spécial PATRICE CLAUDE

Dans cette guerre où l'on fait peu de quartier, quelques prisonniers soviétiques ont toutefois survécu (le Monde des 28 et 29 décembre). Les uns ont pris les armes aux côtés de la résistance, d'autres refusant obstinément de trahir la mère patrie.

Jaghori (Hazarajat). — D'après un ami proche de l'ancien roi Zahir Shah chargé par son maître de prendre la température monarchiste parmi les chefs moudjahidin temporairement au Pakistan, « la très glorieuse résistance » souffrirait essentiellement de trois maux : « le manque d'armes perfectionnées, ses rivalités intestines suscitées par Allah leur perdonne — par de mauvais chefs et, enfin, le coupable dédain qu'elle affiche pour l'interdiction ». Il était donc logique que ceux qui se chargent aujourd'hui de cette basse question soient toujours fait l'objet du souverain mépris de l'élite païenne dominante.

Adoptés de l'ethnie chitche dans un pays qui compte 80 % de croyants sunnites, les deux millions et quelques (1) de Hazarajat sont, dit-on, des êtres humbles et inoffensifs. Descendants des hordes d'envahisseurs mongols du terrible Gengis Khan, ils auraient fini, au fil des siècles, par troquer leur ardeur combattante contre un solide bon sens commercial. Les bazars abondent dans leur région et sont suffisamment bien garnis pour attirer, dans les échoppes poussiéreuses, toutes sortes d'acheteurs. A commencer par des fiers Pahtounes chargés du ravitaillement de leurs villages et combattants.

Sur l'instigation de la Shura, l'organisation moudjahidin du Hazarajat, les négociants veillent habilement à l'approvisionnement des échoppes. « Quand un produit indispensable devient trop rare et cher, explique un administrateur de l'organisation, on envoie plusieurs camions au Pakistan pour ramener de quoi honorer le marché et faire baisser les prix (...). L'argent doit servir à la révolution, pas à enrichir quelques uns ». Certains, plus avisés que d'autres, parviennent tout de même à se remplir les poches mais, d'un autre côté, les Hazarajat ne méritent sûrement pas la réputation d'« usuriers de la djihad » que leurs adversaires sunnites tentent parfois de leur attribuer.

Hadji Rasul, l'homme qui permit la réalisation de ce reportage sur le terrain et qui préside aux destinées de l'E'tehadya e Islam, un petit parti de résistance essentiellement implanté dans la vallée de Jaghori, se fâche tout rouge quand on lui rapporte de telles calomnies. « Nos gens ne sont pas des profiteurs. Il y a parmi eux beaucoup de moudjahidin et pratiquement pas de moudjahidin (réfugiés). Vous l'aurez remarqué, chez nous, on ne fuit pas devant l'ennemi. L'ennemi, en vérité, ne s'aventure guère dans ces montagnes. Le Hazarajat est de toute façon impossible à occuper et de surcroît, il présenterait peu d'intérêt stratégique pour les Soviétiques. S'ils y conduisent parfois de meur-

tristes opérations, visant plus à terrifier les civils qu'à défaire la résistance, ils se contentent, pour l'heure, de tenir, vaillamment, les quelques villes et de surveiller les grands axes.

Pour parvenir du Pakistan jusque sur les hauteurs hazaraj, à 3 000 et 4 000 mètres, il suffit donc d'éviter les sentiers battus. Trois jours plus tard, avec de la chance et un véhicule en état de marche, 600 kilomètres de pistes défoncées auront été parcourues, des torrents franchis, et des pics contournés. La grande et belle vallée de Jaghori sera alors en vue. Sur le chemin, on aura croisé quelques longues caravanes de dromadaires chargés jusqu'à la bouche, et montés par de fiers familles nomades, armées jusqu'aux dents, comme de toute éternité.

On aura aussi rencontré des dizaines de cavaliers enturbannés, fusils ou kalachnikov et bandoulière, et recueilli les derniers soupirs de gros camions préhistoriques et bariolés, épiant paisiblement sous le fardeau, au beau milieu des pistes. Des femmes en robe multicolore auront prestement rebattu le tchador, et caché à l'étranger leurs beaux yeux coulés de khol. Même une meute de loups magnifiques et affolés dans la lumière des plaines se sera laissé contempler quelques longues minutes. Mais de soldats soviétiques, point. Goliath sort très peu de sa caserne, c'est David qui occupe le pays profond. Les vallées, les montagnes, les villages et les voies de communication éternelles sont aux mains des résistants.

Les portraits de l'imam Khomeiny

Si l'a de la chance, le voyageur clandestin n'apercevra l'occupant que de loin, à l'approche, par exemple de la grande route goudronnée — l'une des trois du pays — qui relie Kaboul à Kandahar. Pour qui vient du Pakistan, le franchissement de cette dangereuse ligne de macadam est inévitable. Répétée dans un vieux fortin, bâti en haut d'une colline surmontée d'une mince radar, une petite garnison gouvernementale, épaulée par une escouade soviétique, surveille le plateau et contrôle de loin les allées et venues. Un ou deux hélicoptères survolent, presque constamment, les environs. Pour passer, il faut attendre qu'ils s'éloignent, vérifier que des blindés ne sont pas de sortie, chasser le moteur, et piquer droit sur le massif, derrière la colline ennemie.

Le franchissement de la « ligne Mortimer-Durand », qui sépare l'Afghanistan de son voisin, est plus simple. Quelques part, entre Quetta et Peshawar, la frontière n'est matérialisée que par un large fossé de sable gris, carrossable et gardé, du côté afghan, par quelques Moudjahidin grignotés dans leur casemate de boue. A 5 heures du matin, les « formalités douanières » sont vite expédiées. Une lettre signée d'un chef de la résistance ou les salamales d'un bon guide font office de visa.

Vénérés par les populations, les moudjahidin sont omniprésents. Le long de la piste, dans les labeaux et les bazars, dans les « maisons de thé », et les sous-bois des montagnes, l'on s'entasse, le soir, autour du feu pour tremper la crêpe de pain noir dans la traditionnelle soupe à l'huile. La nuit venue, quand ils ne sont pas au front ou chez eux, les guerriers de la Djihad dorment chez l'habitant ou dans les mosquées, transformées pour eux en hôtel-refuge. Ici comme ailleurs, l'Islam est au service de la révolution. Au Hazarajat, c'est connu, le portrait de l'imam Khomeiny fait partie du décor. Les gens l'appellent ostensiblement partout, sur les portes des gourbis et des bazars, dans les auberges et édifices publics.

Il y a dix ans, c'est la tête du Shah Pahlavi qui ornait les mêmes murs. Ce qui ne signifie pas que tous soient pro-farouches, au sens politique du terme. Pour ces mal-aimés, s'identifier au puissant voisin chitche, c'est d'abord gagner certains égards, sinon l'estime, des autres ethnies, et montrer au village qu'on a son propre certificat de « bonne moralité chitche ». Toutefois, si la personne de l'irascible vieillard de Qom est sacrée, les avis sur son gouvernement sont partagés. Plusieurs mollahs, et non des moindres, disent ouvertement leur déception à son égard. L'imam, s'il a fourni quelques armes au début du conflit, notamment à l'époque de M. Bani Sadr, n'en a plus rien. Seul des postes de l'imam et des Coran... Les rumeurs persistantes d'expulsions massives d'immigrants et de réfugiés, renvoyés par l'Iran en Afghanistan ou au Pakistan, n'ont rien arrangé.

Certains refusent d'y ajouter foi et se voient la face en justifiant

l'abandon trahissant par d'improbables « infiltrations communistes ». Jusque dans le gouvernement du « très autoritaire ». D'autres évoquent, plus sérieusement, le poids de la dure guerre irakienne sur les finances de Téhéran ainsi que la menace soviétique d'apporter aide et appui aux Kurdes iraniens si l'imam se refusait d'autre chose que de ses propres affaires. En tout cas, plutôt traditionalistes, les chefs de la Shura ne manquent jamais de louer « la grande révolution islamique » du grand frère mais, réaliste, ils en rejettent le modèle pour cause d'impérissabilité. En Afghanistan, les sunnites sont en effet beaucoup trop nombreux.

L'idée d'un Hazarajat chitche indépendant ne rencontre aucun écho. Les Hazarajat se veulent d'abord, d'après leurs chefs, des Afghans à part entière. Selon les plénipotentiaires de l'ancien roi lui-même, d'ethnie pashtoune, la Shura n'a d'ailleurs pas refusé la main tendue par l'ex-souverain. Son éventuel retour sur le trône est cependant écarté. « Nous sommes prêts à ériger l'empire que nous formons de gouverner, pourvu qu'il soit républicain, anticommuniste, et islamiste... ». La Shura, il est vrai, est presque entièrement aux mains des mollahs. Des mollahs-militaires, des mollahs-juges, les qadis, des mollahs-prêtres, les wallis, et des mollahs-en-chef, les aïmés, les docteurs de la loi islamique.

Souvent maltraités et parfois massacrés par la « révolution communiste » d'avril 1978, les religieux de l'Islam ont retrouvé l'influence qu'était la leur. Au Hazarajat, ils sont aux principaux postes de commandement. Tout le monde ne s'en félicite pas, mais chacun semble s'accommoder de leur autorité, et même de l'autoritarisme borné de certains. L'Islam, aujourd'hui plus que jamais, est le ciment de la société afghane. On ne touche pas ses serviteurs.

Le prix du sang

Dirigée, d'une poigne de fer, par Faytullah Behesti, aussi rigoureux que son homonyme iranien, la Shura, après avoir filé ses adversaires les plus dangereux — récemment, le Taziroun gauchiste, réputé pro-chinois, a été brutalement pris de fermer sa dernière antenne à Jaghori, — aurait l'assentiment d'environ 65 % des Hazarajat. Son siège, véritable gouvernement provisoire calqué sur les structures administratives de l'ancien régime, est à Waras, plus au nord. Hors les partisans d'un islam plus contraignant encore, regroupés au sein du puissant Nasr, la Shura coopère avec un autre grand parti (Hazarajat e Islam), et tente de récupérer à son profit l'action d'organisations plus petites et plus ou moins autonomes.

Rien, il est vrai, de ce qui se fait en matière de justice, d'éducation, de taxes ou de santé, ne peut l'être sans l'accord du wali local — désigné par ses soins. La poignée de « médecins sans frontière » (M.S.F.) qui anime, à Jaghori, la seule antenne médicale de la région — plus deux autres ailleurs — le savent parfaitement. Appelés, véhiculés, ravitaillés et protégés — le tout contre fous fanatiques et trublions — par les moudjahidin de l'E'tehadya, les jeunes médecins sont, en dernier ressort, les hôtes de la Shura. « Tant qu'ils ne se mêlent pas de politique, dit le wali Fayasi, imposé ici en 1981, non sans quelques problèmes, ils sont les bienvenus ».

En vérité, les intéressés ont d'autres chats à fouetter. Au seul dispensaire de Sang-e-Musha, ils examinent chaque quatre-vingts patients par jour, et plusieurs dizaines de malades sont hospitalisés chaque mois sur place. Les plus gravement atteints sont transportés, aux frais de M.S.F., de l'autre côté de la frontière et pris en charge par Inter-Aid, une organisation chrétienne de charité au Pakistan. Avec leurs collègues d'Aide médicale internationale et les Médecins du monde, les « M.S.F. », comme on les a baptisés à Jaghori, sont parmi les rares « humanitaires » à pénétrer clandestinement en Afghanistan pour y soigner.

Leur mission n'est pas sans danger. Le petit hôpital précédent, sacré sous les bombes russes il y a deux ans, fut, par chance et sur de bons renseignements, épargné quelques heures seulement avant que les hélicoptères n'y entassent leur macabre carrousel. Isolé au bord d'une rivière, le bâtiment portait pourtant une grande croix rouge sur son toit. Depuis, on l'a reconstruit ailleurs, et depuis de tout signe distinctif. (...) Pour s'y rendre, les mollahs, en majorité Hazarajat mais aussi Pashtounes, font souvent piocher « une » en Afghanistan, où une « population entière souffre depuis quatre ans ». (A.P., U.P.I., Reuters).

malnutrition — la mortalité infantile atteint 50 % — mais peu de blessés de guerre.

Les fronts les plus actifs sont assez éloignés, et quand elles parviennent vivantes au Pakistan les victimes directes de batailles sont prises en charge par la Croix-Rouge internationale. D'après un responsable de l'antenne de Quetta, le rythme des hospitalisations se serait d'ailleurs ralenti ces derniers mois, marquant peut-être une diminution des combats. Les Français de l'Action internationale contre la faim (A.I.C.F.), en accord avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), pourvoient en tout cas leur travail dans les camps. Selon les sources les plus crédibles, les réfugiés seraient encore autour de 2 millions en Pakistan et proviendraient de toutes les ethnies, à l'exception des Hazarajat, en très petit nombre.

A tort ou à raison, le faible pourcentage de chitche dans les camps fait la fierté des chefs de la Shura. Payant aussi chèrement que les autres le prix du sang sur les fronts, et sachant en outre s'organiser mieux, les Hazarajat perdent, peu à peu, leur complexe d'infériorité et parviennent même à gagner lentement le respect de leurs traditionnels calomnieux. C'est, après tout, au Hazarajat que se déclencheront, dès février 1979, les premières grandes jacqueries contre les Mamouls, les représentants locaux d'un Etat devenu communiste.

La révolte prit très vite les proportions d'une véritable insurrection populaire qui permit, quelques mois plus tard, la libération de la quasi-totalité de la province. « Par Allah le miséricordieux », raconte, enthousiaste, un jeune moudjahidin venu de la capitale, il fallait voir ces hordes de misérables fondre sur les garnisons khalqis avec cris de « Allah ou Akbar ! » avec leurs outils agricoles et quelques vieux troncements. Pour la première fois de leur histoire tourmentée, avec pour unique avantage l'impossible relief de leur bastion naturel, les parias de l'islam afghan prenaient leur revanche.

S'il est vrai, comme on l'affirme à Kaboul, que la révolution provoque des mutations profondes dans la société et fait sauter des verrous, il n'est pas sûr que la métamorphose hazaraj soit celle que les dirigeants pashtounes du gouvernement communiste attendaient.

FIN

(1) Il n'y a jamais eu de recensement officiel en Afghanistan. Les érudits de population évaluent entre quatre millions et dix-sept millions, et entre un million et demi et trois millions pour les Hazarajat.

CINQ CENTS PERSONNES SERAIENT DÉTENUES POUR DES RAISONS POLITIQUES

Des soldats armés quadrillaient les rues de Kaboul, mardi 27 décembre, jour du quatrième anniversaire de l'intervention soviétique en Afghanistan. Si le renforcement des mesures de sécurité semble avoir prévenu toute attaque d'envergure de la part des résistants, le crépitement de mortiers et d'artillerie a cependant été entendu au nord de la capitale, rapporte une source diplomatique occidentale. Des camions d'électricité observés le jour de Noël pourraient être dus à des attentats.

D'autre part, sept journalistes, dont six occidentaux, qui se sont rendus récemment à Kaboul, à l'invitation des autorités afghanes, ont déclaré que l'une des priorités du gouvernement afghan était la tenue d'élections locales en 1984. Une convention nationale désignerait ensuite M. Babrak Karmal officiellement chef de l'Etat, ont-ils précisé. Les journalistes — trois Allemands de l'Ouest, deux Italiens, un Mexicain et un Américain basés à Moscou — ont visité la prison de Pul-i-Charkhi ; il leur a été indiqué que deux cent cinquante détenus politiques s'y trouvaient emprisonnés. Leur accompagnateur avait précisé qu'un total cinq cents prisonniers politiques étaient actuellement incarcérés en Afghanistan. Le gouvernement Karmal aurait invité ces journalistes, dont trois travaillent pour des organes communistes, afin d'améliorer son image à l'étranger.

Enfin, à la chie du Vatican, le pape Jean-Paul II a lancé, mercredi 28 décembre, un appel à une solution « juste » en Afghanistan, où une « population entière souffre depuis quatre ans ». (A.P., U.P.I., Reuters).

LES PROJETS POUR 1984

L'Assemblée nationale vietnamienne a tenu du 20 au 26 décembre une session au cours de laquelle elle a notamment approuvé les objectifs économiques fixés pour l'année 1984. Ceux-ci prévoient un accroissement de 9,5 % de la production industrielle et de 7 % de la production agricole. On note en particulier le projet d'une extension de 38 % de la superficie des cultures industrielles et d'une augmentation de 86 % de la production de ciment. Les exportations devront augmenter de 22 %, objectif jugé plus réaliste par les observateurs que celui d'une croissance de 51 % qui avait été fixé pour 1983 et qui n'a pas été atteint.

M. Vo Van Kiet, vice-premier ministre et responsable du plan, a donné ces indications, d'autre part annoncé que vingt mille personnes seraient envoyées dans de « nouvelles zones économiques » dans le but à la fois de « désengorger » les agglomérations urbaines et d'étendre la superficie des terres cultivées.

Enfin, l'Assemblée a décidé de ramener le taux de croissance démographique — actuellement de 2,9 % selon les experts internationaux — à 2 % en 1984 et 1,7 % en 1985. — (A.F.P.)

Handwritten text: 13520

bad afghane
s parias

AMÉRIQUES

DIPLOMATIE

Etats-Unis

M. Reagan est « préoccupé » par le pouvoir croissant des militaires soviétiques

« Il y a une évolution qui me préoccupe depuis quelque temps. Récemment les chefs militaires soviétiques ont pris l'initiative, apparemment sans aucune directive ou instruction du gouvernement civil - en tout cas il n'y a aucun signe de faire des déclarations, et des déclarations plutôt belliqueuses. Il ne s'agit pas de la part de l'armée de se lancer en public dans des attaques contre les Etats-Unis ou par ailleurs énoncer une politique qui leur est propre. Il nous faut faire attention à cela et nous demander s'ils ne sont pas devenus un pouvoir en soi ».

En faisant cette déclaration au cours d'un entretien publié cette semaine par l'hebdomadaire *Time*, le président Reagan ne précise pas quelles sont les déclarations qui l'ont conduit à cette conclusion. S'il n'est pas nouveau que les chefs militaires soviétiques se joignent aux attaques usuelles en U.R.S.S. contre l'« impérialisme américain », il est vrai qu'ils ont occupé plus qu'à l'ordi-

naire le devant de la scène ces derniers mois, tant après la destruction du Boeing sud-coréen que pendant la phase finale des négociations de Genève sur les euromissiles. Mais M. Reagan avoue sa modestie en matière de krebologie. Toujours à *Time*, il déclare ignorer « où en est » M. Andropov, non seulement en ce qui concerne sa santé, mais aussi pour ce qui est de « sa place dans la hiérarchie ». Il ne sait même pas et « n'aura jamais aucun moyen de le savoir » si Brejnev a lu la longue lettre manuscrite, de tout très personnel, qu'il lui avait adressée en avril 1981. Tout ce qu'il sait est que la réponse reçue « après un long délai » n'était ni manuscrite ni personnelle, et ne contenait que « la rhétorique usuelle ».

Dernière certitude : M. Reagan regrette visiblement d'avoir qualifié l'Union soviétique d'« empire du mal ». « Non, je ne dirai plus des choses comme cela », répond-il sur ce point à l'hebdomadaire américain.

La vogue du « nouveau patriotisme »

Correspondance

Washington. - Quelques jours après l'invasion de la Grenade, d'anciens combattants du Vietnam sont arrivés à leur travail portant fièrement leur blouson de l'armée, sorti de la naphtaline. Le dévouement dans les Caraïbes et les coups de ciseaux du président Reagan ont libéré des millions d'Américains de ce que le *Wall Street Journal* a appelé le « syndrome paralysant du Vietnam ».

Une fièvre de patriotisme parcourt le pays, qui surmonte tout juste l'humiliation de l'échec militaire en Asie et de la détention des otages en Iran. Enfin débarrassés des doutes et des crises de conscience, les Américains, notamment les jeunes, retournent aux valeurs traditionnelles, et aussi à un certain conformisme.

La contre-culture bat en retraite dans les universités, où les successeurs des protestataires se préoccupent beaucoup plus de leur avenir que de bonnes causes. Selon l'*American Council on Education*, le pourcentage des nouveaux inscrits dans les collèges, qui se situent politiquement à gauche, est tombé de cinquante-deux en 1972 à vingt et un en 1982. On voit surgir une nouvelle génération de jeunes patriotes dont certains manifestent un zèle inquiétant. A Santa Cruz (Californie), on en a vu un qui s'étaient donné pour mission de débarrasser la ville « des cheveux longs, des communistes [...], et des étrangers ».

« Nous aimons l'homme sensible, capable d'exprimer ses sentiments et de pleurer au cinéma », déclare au *Washington Post* la directrice d'un grand magazine féminin. Aujourd'hui, on préfère l'homme fort, le chef qui sait maîtriser ses émotions... Hollywood, où la gauche tenait il y a dix ans, de solides positions, ne s'est pas trompé sur l'état d'esprit du pays. Les films les plus récents font vibrer la corde patriotique, comme *Uncle Sam*, où le héros part à la recherche des camarades portés manquants au combat, et *The Right Stuff*, qui retrace l'épopée des pionniers de l'espace.

Les jeunes assaillent les bureaux de recrutement, les bureaux d'adoption « à la Joe », le soldat américain en plastique, - plus de 45 millions de dollars de ventes, surtout son modèle le plus récent du « marine » - par-

tant comme des petits pains. « *GI Joe* » est le champion du jour contre le mal. Il va partout protéger la démocratie et la liberté. Il n'attaque jamais le premier, mais il sait riposter », affirment ses promoteurs.

Parmi d'autres signes du nouveau patriotisme, on note aussi le goût et le respect de l'uniforme : dans les universités, le nombre des inscrits à la préparation militaire augmente, même dans les bestions « libéraux » comme Harvard, où il a doublé. Beaucoup de jeunes déclarent vouloir s'engager dans l'armée israélienne qui, elle, se bat et, en attendant, passent leurs week-ends à organiser des manœuvres militaires. Les filles des collèges huppés de la côte est aspirent à rencontrer de jeunes militaires. La mode a changé...

La vogue des cabine patch kids - les vaines petites poupées - (voir *Le Monde* du 6 décembre) n'a pas affecté le goût pour les poupées traditionnelles comme « Barbie », qui, avec sa jupe rose et sa blouse en dentelle, représente tout un idéal masculin, le type même du « repos du guerrier ». Sa robe de mariée est d'ailleurs le vêtement le plus demandé de la garde-robe.

Les réticences des parents qui, il y a dix ans, évitaient d'élever à leurs enfants des jeunes guerriers, semblent s'être évanouies. En plus des trilles militaires pour enfants, on vend beaucoup la « père » des forces spéciales en plastique, la « bête verte », avec son équipement et ses armes : fusil M-16, jumelles, couteau de combat, mitraillette UZI (qui fait du bruit) et grenade à main. Son fabricant, prudent, ajoute cependant que le goût des soldats en plastique pourrait brutalement disparaître si les Etats-Unis se trouvaient engagés dans un conflit. « Les affaires ne marchent pas quand de vrais soldats sont tués... La réalité détruit le fantasme de l'aventure guerrière ».

Un jeune engagé dans les « marines » a d'autres préoccupations : admirer et aussi solliciter par beaucoup de jeunes filles, il s'insigne : « Je voudrais être sûr d'être aimé pour moi-même, et pas seulement pour mon uniforme... ».

HENRI PIERRE.

Argentine

DE NOMBREUSES VICTIMES DE LA RÉPRESSION MILITAIRE SONT EXHUMÉES DANS DES FOSSES COMMUNES CLANDESTINES

Buenos-Aires (A.F.P.). - Les nouvelles exhumations de fosses communes clandestines dans les cimetières argentins permettent de retrouver les corps de nombreuses victimes de la répression militaire, a affirmé mercredi 28 décembre un dirigeant d'un mouvement des droits de l'homme.

La justice découvre ces sépultures clandestines grâce à des dizaines de dénonciations qui affluent dans les tribunaux et qui proviennent d'Argentinés désormais « libérés de toute peur », a affirmé ce responsable.

Des recherches ont commencé dans les cimetières de Rafael Calzada, au sud de Buenos-Aires, et de Moreno, au nord de la capitale. D'autres doivent débuter à Casilda, dans la province de Santa-Fé, à 250 kilomètres au nord de Buenos-Aires, et à Quilmes, au sud.

Une trentaine de corps, dont l'état de décomposition interdit toute identification, ont déjà été exhumés. Ce type de sépultures existerait dans au moins une douzaine de cimetières répartis dans l'ensemble du pays.

Enfermés dans des caisses de bois, ou enveloppés dans du plastique, ou bien directement enfouis dans la terre, les cadavres présentent souvent des traces de balles dans le crâne, selon des témoins. Les mains sont coupées, probablement pour éviter l'identification des corps. Les cadavres sont nus et les prothèses dentaires ont été enlevées. Certains corps montrent des traces de violence antérieures à la mort, ont ajouté ces témoins.

Des employés des cimetières ont été découverts les fosses clandestines ont indiqué que les cadavres étaient généralement amenés vers 6 heures du matin par des civils ou des militaires des trois armées. Selon M. Ruben Bagliani, conseiller municipal et ancien pompier de Florencio Varela (30 kilomètres au sud de Buenos-Aires), « au moins trente personnes, victimes d'exécutions clandestines », ont été enterrées dans le cimetière de sa ville. Les inhumations étaient effectuées par les pompiers « sur ordre exprès de la police », a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis ont pris la décision de se retirer de l'UNESCO

Washington a fait remettre, mercredi 28 décembre, à M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, la lettre annonçant officiellement que les Etats-Unis se retirent de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, à compter du 1^{er} janvier 1985. Le préavis légal en de telles circonstances est en effet d'une année. Le gouvernement américain avait précédemment annoncé la décision de se retirer de l'UNESCO, qui a été officiellement annoncée, dès mercredi, par des responsables de l'UNESCO, à Paris, où se trouve le siège de cette agence spécialisée de l'ONU fondée en 1946.

Pour le moment, M. M'Bow - un géographe sénégalais né en 1921, ancien ministre de l'éducation et de la culture du président Senghor - s'est refusé à toute déclaration. Il se trouvait d'ailleurs ces jours-ci en vacances. Les menaces américaines de retrait de l'Organisation ne sont pas nouvelles. Elles remontent, pour la phase actuelle, à une déclaration du département d'Etat en date du 28 juillet. La tension entre les instances supérieures de l'UNESCO et Washington avait culminé au début de la vingt-deuxième conférence générale de l'Organisation, en octobre. Puis elle était quelque peu retombée, M. M'Bow gagnant même apparemment la « première manche » en obtenant la fin de l'adoption d'un budget de compromis de 374 000 000 dollars pour les années 1984 et 1985, la délégation américaine étant au bout du compte la seule à voter contre ce budget (*Le Monde* du 30 novembre).

La « deuxième manche » n'était en principe prévue que pour le courant de janvier 1984 et encore, l'absence de M. M'Bow dans les hautes sphères de l'UNESCO, plutôt que le retrait pur et simple de l'Organisation des Etats-Unis, la question allait être de savoir si ce pays verserait ou non sa quote-part au budget. Question d'importance si l'on sait que Washington, en fonction de calculs qu'il n'a d'ailleurs pas remis en cause et qui se fondent sur diverses caractéristiques économiques de chaque Etat membre, contribue pour un quart aux dépenses de l'UNESCO. La contribution totale de l'Occident est, au reste, de 69 % du budget, les Etats communistes ne l'alimentant que pour 18 % et le tiers-monde pour 13 %.

Evitant l'éventualité d'une « grève financière » de Washington, M. M'Bow, le 28 novembre, estimait

que son organisation n'aurait d'autre ressource, si elle ne voulait pas remettre en cause certains de ses programmes d'action, que de « contracter un emprunt » sur le marché international. L'entourage du directeur général ne manqua pas de rappeler, non sans malice, qu'en 1975-1976 déjà les Etats-Unis, pour protester notamment contre le harcèlement dont Israël était l'objet lors des réunions de l'UNESCO, suspendu leur participation financière, avaient finalement « payé leurs arriérés, intérêts compris ».

Aujourd'hui le climat n'est plus à l'ironie, et la crise est ouverte. Ce n'est pas M. M'Bow qui en niara le caractère éminemment politique, lui qui déclarait au *Monde*, dès octobre 1976 : « L'UNESCO a toujours été une organisation politique. C'est précisément cette « politisation » d'une instance en principe consacrée avant tout à l'alphabétisation, au développement scientifique et à la protection du patrimoine culturel mondial qui est contestée à Washington, où on a le sentiment que les Etats-Unis en sont la principale victime. Les Américains se sentent un peu, à l'UNESCO, dans la peau du lion de la fable, leur puissance étant marginale par les rats que seraient certains Etats afro-asiatiques poussés par Moscou. Cette situation se retrouve dans d'autres agences des Nations unies et à l'ONU même, où Washington a aussi menacé, cette année encore, de réduire significativement son apport financier, puis finalement s'y a renoncé.

L'UNESCO a peut-être été choisie comme bouc émissaire pour donner un coup de semonce à l'ensemble du système onusien. Il n'est sans doute pas mauvais, non plus, en amphiglosie américaine, de taper sur la table pour montrer aux électeurs qu'on ne bat pas impunément les Etats-Unis dans l'arène internationale.

La France mais aussi un gouvernement aussi peu favorable à l'UNESCO que celui de Bonn, pensent que le président Reagan a tort et le lui ont fait savoir. Le délit de préavis devrait également permettre à l'affaire d'évoluer tout au long de 1984. Les Américains sont particulièrement irrités par le « nouvel ordre mondial de l'information », qu'il leur préfère appeler, place de Fontenay, « la nouvelle conception internationale de la communication », thème discuté depuis 1976 lors d'une réunion de l'UNESCO. A la charge de celle-ci il faut dire qu'elle n'a jamais prouvé, ce tant qu'elle, les motions restrictives pour la liberté de la presse émises par les représentants de dictatures de divers bords.

L'idée de M. M'Bow serait plutôt un « rééquilibrage » qui permettrait un tiers-monde de mieux faire entendre sa voix en Occident. L'emmu pas sans justification, ne s'accompagne pas d'une critique suffisante du contrôle de l'information dans la plupart des régimes du Sud et également de l'Est. M. M'Bow a peut-être trop tendance à voir la situation dans le tiers-monde à travers celle de son pays natal, le Sénégal, qui est malheureusement une exception en Afrique noire, quant à la liberté de la presse, d'ailleurs relative, qui y règne.

J.-P. PÉRONCEL-HUGO.

Nations unies

Le H. C. R. a multiplié en 1983 les protestations auprès de certains gouvernements

De notre correspondante

Genève. - Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (H.C.R.) dépend à tous égards - comme c'est le cas de toutes les institutions du système des Nations unies - de ses Etats membres. Il doit, par conséquent, mener une politique prudente, qui satisfasse ces derniers, et cela d'autant plus que dans son cas, leurs contributions sont volontaires. Or le haut commis-

saire, M. Poul Hardling, paraît se rebiffer contre certains gouvernements qui ne respectent pas les droits des réfugiés.

Au cours de l'année 1983, il a effectué une série de démarches qui n'étaient pas faites pour plaire à certains Etats et sur lesquelles il a levé le secret quand des négociations diplomatiques n'avaient pas abouti. C'est ainsi qu'il a protesté auprès du gouvernement de la R.F.A. contre l'état des camps dans lesquels sont parqués les réfugiés (turcs principalement), et contre les limitations apportées à l'accueil des immigrés.

Le haut commissaire a également protesté auprès du gouvernement du Honduras contre l'enlèvement des militaires de ce pays, de réfugiés (surtout guatémaltèques) qui se trouvaient dans les camps du H.C.R. et obtenu leur libération à la condition qu'ils ne reviennent plus au Honduras, où ils sont considérés comme des éléments subversifs. Par l'entremise du H.C.R., ils ont trouvé asile en Bolivie.

Le Kenya et la Tanzanie ayant procédé de manière quasi clandestine à des échanges de réfugiés, le haut commissaire a, par ailleurs, réclamé des comptes aux gouvernements de ces pays. Ceux-ci ont affirmé qu'ils n'étaient nullement responsables d'échanges effectués à leur insu par leurs services secrets respectifs, mais se sont engagés à tout mettre en œuvre pour que des pareils faits ne se renouvelent pas et qu'une meilleure protection soit assurée à tous les réfugiés. Le gouvernement ougandais a eu, en outre, à subir les reproches du H.C.R. pour la manière dont des civils et des militaires avaient chassé du pays tous les ressortissants d'origine rwandaise. Et l'on ne compte plus les démarches du Haut Commissariat auprès des autorités de Bangkok, en faveur des réfugiés indochinois, et plus spécialement de ceux qui arrivent par mer.

Les Etats-Unis, qui sont pourtant le plus gros bailleur de fonds du H.C.R. et le plus important pays d'accueil, n'ont pas été épargnés. Le haut commissaire a manifesté son inquiétude à Washington sur la manière dont sont traités les réfugiés haïtiens, et a insisté pour qu'ils puissent entrer en contact avec les autorités des services américains d'immigration. C'est à ceux-ci qu'il appartient de juger cas par cas qu'ils sont, parmi ces Haïtiens venus par mer dans des embarcations de fortune, les véritables réfugiés politiques et ceux qui ont abordé les rivages des Etats-Unis pour chercher du travail.

Aucune de ces démarches n'a de caractère contraignant. Le H.C.R. n'étant pas une puissance suprême. Mais toutes sont prises au sérieux et redoublées. Si les Etats violent souvent ses conventions, ils hésitent à attaquer ouvertement cette organisation. Peut-être parce que M. Hardling leur a signifié qu'il avait reçu mandat de tous les gouvernements (sauf de ceux d'Europe de l'Est, qui ne sont pas membres du H.C.R.) d'être auprès de chacun d'eux le porte-parole de tous les réfugiés, qui n'ont pas d'autre ambassadeur.

(Interim.)

ISABELLE VICHNIAC.

EUROPE

R.F.A.

REDRESSEMENT FISCAL POUR LE GROUPE FLICK

Bonn (A.F.P.). - Le groupe industriel Flick devra rembourser 450 millions de deutschemarks (environ 1 350 millions de francs) au Trésor ouest-allemand. Le ministre de l'économie a en effet décidé de revenir sur le dégrèvement fiscal accordé en 1976 et en 1978 à ce groupe, et qui est à l'origine des poursuites actuellement intentées contre le ministre de l'économie, M. Lambdorff. Ce dernier est accusé d'avoir accepté un don de 135 000 DM destiné aux caisses de son parti, le parti libéral, en échange de l'allègement fiscal accordé au groupe. Le ministre de l'économie a indiqué, mercredi 28 décembre, que la condition pouvant justifier un allègement fiscal - à savoir que l'investissement qui en découle serve l'intérêt national - n'avait pas été remplie par le groupe.

Le groupe a décidé de faire appel de cette décision auprès du tribunal administratif de Cologne.

Yougoslavie

TIRANA PROTESTE CONTRE LA CONDAMNATION D'ALBANAIS DU KOSOVO

L'Albanie a accusé, mercredi 28 décembre, la Yougoslavie de « terrorisme politique de « terreur froide et chauvine » à l'encontre de la minorité albanaise vivant dans la région du Kosovo, après la condamnation de treize personnes accusées d'irréductibilité et de sabotage.

L'agence officielle albanaise ATA, qui rapporte les conclusions du procès en citant l'agence yougoslave Tuzla, critique l'« opinion de l'opinion publique mondiale » face à la politique menée par Belgrade au Kosovo.

Treize Albanais de Yougoslavie, membres d'un groupe « nationaliste » appelé Albanos, avaient été condamnés mardi à des peines de un à quatre ans de prison par le tribunal de Gnjilane, au Kosovo. Ces treize personnes (trois professeurs, sept étudiants et trois ouvriers) étaient accusées de militer pour la transformation du Kosovo, actuellement province autonome, en une République fédérée, et d'avoir tenté de mettre sur pied des « groupes de guérilla ». Ils auraient aussi point des slogans hostiles au gouvernement, distribué des tracts et commis divers actes de sabotage.

Plusieurs centaines d'Albanais du Kosovo ont été condamnés à des peines de prison, souvent très lourdes, depuis les violentes émeutes qui ont éclaté au printemps 1981 dans cette province à majorité albanaise, mais rattachée à la République de Serbie. - (A.F.P., A.P.)

Pays-Bas

Défection de touristes polonais

Dix-sept touristes polonais, en croisière à bord du *Rogalin*, n'ont pas rejoint le bateau avant son départ, mardi soir, d'Amsterdam où il effectuait une escale, a annoncé le mercredi 28 décembre la police néerlandaise. Six des touristes ont demandé l'asile politique aux Pays-Bas. Les autres ne se sont pas présentés à la police. C'est la deuxième fois cette année que des Polonais ne regagnent pas leur navire après une escale dans un port néerlandais.

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

INCIDENTS ÉLECTORAUX

Deux personnes ont été tuées et au moins trente autres blessées au cours d'incidents qui ont marqué le début des élections locales, et conduit à la fermeture de vingt-six bureaux de vote. Cette élection au suffrage universel direct de quatre mille quatre cents conseillers locaux, qui doit se poursuivre jusqu'au 10 janvier, constitue la première phase du processus démocratique engagé par le régime militaire. - (U.P.I., Reuter.)

Brésil

MISE EN APPLICATION D'UN PLAN D'AUSTÉRITÉ

Le général Figueiredo, chef de l'Etat, a décidé, mercredi 28 décembre, la mise en application d'une série de mesures destinées à

réduire le déficit du secteur public, dans le cadre de la politique d'austérité adoptée sous la pression du Fonds monétaire international (F.M.I.). Ces mesures limitent les salaires des employés des entreprises de l'Etat et imposent des réductions allant jusqu'à 12 % dans les dépenses du secteur public pour l'exercice 1984.

Ile Maurice

SIR RAMGOOLAM DEVIENT GOUVERNEUR GÉNÉRAL. - Ancien premier ministre de 1968 à 1982, Sir Seewoosagur Ramgoolam, qui dirige le parti travailliste, est devenu, mercredi 28 décembre, le cinquième gouverneur général de l'Ile Maurice, représentant de la reine d'Angleterre. Sir Ramgoolam devait devenir le premier président de la « République de Maurice » si le projet de réforme

constitutionnelle avait été adopté (le *Monde* du 20 décembre). Il remplace, comme gouverneur général, Sir Dayendranath Burrowschobay. - (A.F.P., Reuter.)

Syrie

DÉCÈS DU MINISTRE DE L'INFORMATION

M. Ahmad Iskandar Ahmad est décédé le mercredi 28 décembre à l'hôpital militaire de Hama, dans la banlieue est de Damas. M. Ahmad Iskandar, qui était membre du commandement régional syrien du parti Baas, occupait depuis 1974 le portefeuille du ministre de l'Information. Atteint d'un cancer au cerveau, Iskandar avait subi deux interventions chirurgicales à Londres, en 1980 et en 1983. Il devait être inhumé jeudi à Homs, sa ville natale. - (A.F.P.)

Le Monde

politique

UNE ÉTUDE DE LA « REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE »

Le sénateur cuvée 1983

Qu'est-ce qu'un sénateur type 1983 ? Ce serait « un homme proche de la soixantaine, appartenant à une formation de droite, membre d'une profession libérale, maire d'une commune de mille cinq cents à neuf mille habitants et conseiller général ». Tel est du moins le portrait qu'en dresse M. Gérard Le Gall, membre de l'Association française de sciences politiques, et membre du P.S., au terme d'une étude qu'il consacre à la Haute Assemblée et aux dernières élections sénatoriales (1).

Un homme proche de la soixantaine ? De fait, l'âge moyen des sénateurs varie peu d'un renouvellement à l'autre. L'auteur de l'étude remarque que s'il s'établissait à cinquante-huit ans en 1974, il est aujourd'hui de cinquante-sept. Au dernier scrutin de septembre, seuls 9 % des élus ont moins de quarante-cinq ans. En 1980, ils étaient 12 % ; en 1977, ils étaient 10 % et en 1974, 7 %. En revanche, 79 % des sénateurs de la série B ont entre quarante-cinq et soixante-cinq ans. Ils étaient 64 % en 1980, 74 % en 1977 et 66 % en 1974. Enfin, 12 % d'entre eux dépassent les soixante-cinq ans contre 24 % en 1980, 16 % en 1977 et 27 % en 1974.

Un homme appartenant à une formation de droite ? Si elle est minoritaire à l'Assemblée nationale, l'opposition est majoritaire au Sénat. Le dernier renouvellement triennal du 25 septembre a même accentué cette domination. L'opposition, note M. Le Gall, compte 238 élus tandis que la gauche n'en totalise que 109. Le rapport des forces s'établit ainsi à 65,6 % pour la droite contre 34,4 % pour la gauche.

Prééminence des professions libérales

Un homme membre d'une profession libérale ? Indéniablement, au Sénat, il y a prééminence des professions libérales. L'analyse par catégorie socio-professionnelle le prouve : professions libérales, patrons de l'industrie et du commerce, propriétaires agricoles prédominent jusqu'à former un bloc qui, s'il constitue environ 20 % de la population active, représente à la Haute Assemblée dans le groupe des sénateurs de la série B plus de 54 %.

Ainsi, parmi les quatre-vingt-dix-huit élus du 25 septembre, quatorze exercent une profession agricole ; huit une profession indus-

trielle ou commerciale ; vingt une profession médicale et onze une autre profession libérale. D'autre part, ils sont six salariés du secteur privé : dix de l'enseignement ; cinq fonctionnaires ; trois membres du personnel d'entreprises du secteur public. Vingt et un de ces quatre-vingt-dix-huit élus sont sans profession ou « inclassables ».

Un homme qui cumule ? L'auteur de l'étude souligne que le cumul des mandats électifs semble « plus sensible encore » au Sénat qu'à l'Assemblée nationale. 65 % des sénateurs élus le 25 septembre sont maires (41 % d'entre eux d'une commune de moins de trois mille cinq cents habitants). 67 % sont conseillers généraux. Au total, seuls dix sénateurs de la série B n'auraient pas d'autre mandat, que ce soit celui d'ex municipal ou d'ex départemental. « Le sénateur type 1983 ressemble comme un frère à ses anciens et nouveaux collègues », et, « à bien des égards, la Haute Assemblée reflète encore la France bourgeoise et provinciale », conclut M. Gérard Le Gall.

N. A.

(1) Étude publiée dans la Revue politique et parlementaire, n° 906, 17, avenue Gergaud, 75017 Paris.

POINT DE VUE

Le chat et la bouillie

par LIONEL STOLERU (*)

Je ne sais pas si beaucoup de lecteurs du Monde auront eu le courage d'entreprendre, et surtout d'achever, la lecture des pages consacrées au tableau comparatif des « idées de l'opposition » (1), et qui risquent de leur avoir donné l'impression d'une bouillie de chat : pourquoi si peu de propositions et un tel embrouillement ? Est-ce avec cela que l'on compte mobiliser les Français à l'avenir ?

Une première réponse donnée est d'ordre tactique : Pourquoi dévoiler nos batteries deux ans avant les échéances électorales ? Ne risquons-nous pas de donner des armes à la majorité qui, dans la mauvaise passe qu'elle traverse, serait toute heureuse de trouver de bonnes recettes ?

Je ne crois pas à cet argument : la majorité actuelle est bien trop enfoncée dans ses dogmes et ses a priori pour considérer comme digne d'intérêt une quelconque suggestion de l'opposition. Bien au contraire, il suffit que l'opposition émette une proposition pour que celle-ci serve immédiatement de repoussoir. Et d'ailleurs, quand bien même M. Mitterrand, saisi par la grâce ou pressé par la nécessité, déciderait-il d'appliquer nos idées de liberté économi-

ques et de compétition sur le marché, que les électeurs ne la suivraient-ils pas ? Ils ne seraient pas sans quelque bon sens, que pour faire la police de l'opposition, mieux vaudrait faire confiance à quelqu'un de l'opposition.

Une seconde réponse donnée est d'ordre stratégique : comment pourrions-nous donner aujourd'hui notre programme politique, nous ne savons pas dans quel état nous trouverons la France au jour de l'élection ?

Cette réponse n'est pas plus convaincante. Outre qu'elle constitue un alibi commode à ceux qui n'ont rien à proposer, elle ne résiste pas à une analyse politique. L'intérêt du programme que nous devons donner aux Français, c'est moins le détail des mesures techniques appropriées aux nécessités du jour que l'expression de la volonté politique des orientations qu'il trace. Le détail des déclarations n'est que l'expression technique de la volonté politique du refus de l'Etat, qui marque, en France comme dans toutes les démocraties industrielles, la fin de ce siècle.

Vu sous cet angle, un véritable projet de société peut, et doit, être formulé sans attendre 1986 : si ce projet est bien fait, tout citoyen sera capable de voir comment il devra être adapté aux réalités de 1986, car les mesures évolueront, mais non la volonté politique qui les inspire.

Encore faut-il, et c'est là que le bât blesse, que l'opposition sache définir une volonté constante et une (*). Ancien secrétaire d'Etat, membre du bureau politique du P.R.

ligne politique qui ne s'efface pas au gré des sondages. Encore faut-il que les uns ne promettent pas les électeurs du travaillisme à la française, ni le théracisme, et que les autres ne se résignent pas à dire à leurs électeurs qu'ils annonceront leur stratégie européenne au vu d'un sondage. L'opposition se désolidarise par cet infantillage constant.

Qui ne voit, au contraire, que les Français, dupés en 1981 par le prince de l'équivoque, l'artiste du flou et le champion du double langage, ont aujourd'hui besoin d'un langage de vérité, de clarté, de fermeté ? La confiance des Français ira, aux prochaines échéances électorales, aux hommes et aux partis qui donneront l'impression de savoir ce qu'ils veulent, de savoir où ils vont et comment ils y vont. Elle n'ira pas à un quelconque Zelig qui, à l'image du film de Woody Allen sera le caméléon prêt à épouser les idées à la mode et à changer de direction comme une girouette.

C'est pourquoi le groupe U.D.F.-R. (2) a présenté un programme précis : « Nous ne reconstruisons pas à l'indéfini », qui énonce clairement son projet de société. Ce projet doit être discuté, amendé, amélioré, mais il doit pouvoir ensuite charpenter le débat politique autour d'une volonté positive pour l'avenir, et non de critiques négatives sur le présent.

L'époque n'est plus à la bouillie de chat. Le temps est venu, au contraire, d'appeler un chat un chat.

(1) Le Monde des 9 et 10 décembre.

(2) Ce groupe « U.D.F.-Réforme » a été créé en juin 1983 par M. Lionel Stoleru, M. Brigitte Gros et MM. Jean-Claude Coll, Paul Guerin et Jacques Pelletier, pour incarner au sein de l'U.D.F. le courant réformiste.

BRUNCHEZ EN MUSIQUE

AVEC ORCHESTRE, DANS UN SALON CLASSÉ, PLACE DE L'OPÉRA

Brunch au Salon Opéra, 180 F, vins, taxes et service compris, dimanche de 12 h 30 à 14 h 30.

LE GRAND HÔTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13

His Master's Road

La Voix de son Maître... Oui, le destin de la musique enregistrée a été scellé par l'image du petit chien reniflant un pavillon de gramophone. Cette image domine le fronton d'Abbey Road, ces studios londoniens légendaires où Schwarzkopf, Rubinstein, Karajan et Menuhin ont gravé leurs premiers disques, avant que quatre garçons dans le vent y défoncent le plafond des hit-parades. L'ombre des Beatles plane toujours sur Abbey Road, témoigne le reporter du Monde de la Musique.

Il était sept heures du matin quand Menuhin, aux lendemains d'un concert salle Pleyel, a reçu notre journaliste. Et comme les nouvelles du monde, en cette aube de novembre, n'étaient pas réjouissantes, il s'est laissé aller à donner son opinion sur le temps qui passe : « Nous persistons avec acharnement dans notre œuvre de destruction. L'homme, au fond, mérite d'être abattu. » Paroles déconcertantes dans la bouche de cet humaniste, de la lignée d'Albert Schweitzer. Paroles qui frappent



fort, comme on peut l'attendre du plus grand violoniste vivant.

L'architecture moderne est-elle capable d'accoucher d'un grand Opéra pour Paris ? On s'interroge, devant le projet signé Carlos Ott retenu pour la Bastille et que comment pour Le Monde de la Musique un scénographe hongrois du mouvement « L'ivre de Pierres ». Débat à poursuivre de l'esthétique fonctionnelle et de l'utopie lyrique.

Cinéma et musique. Également au sommaire du numéro de janvier. « Prénom Carmen » de Godard, « La Trace » avec Richard Berry, « Pelléas et Mélisande » qu'André Delvaux met en scène à la Monnaie de Bruxelles ; un banc d'essai de lecteurs de Compact Discs ; une analyse entre rock et pub du « look » des vidéo-clips. Enfin, Le Monde de la Musique a écouté 155 disques, microsillons ou compacts. Il a décerné 15 « Chocs du Mois ».

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de janvier, 18 F chez votre marchand de journaux.

Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

• Un sondage préfectoral. — La gauche l'emporterait avec 49,5 % des suffrages exprimés contre 47,5 % à la droite si des élections législatives avaient lieu maintenant, indique un sondage B.V.A.-Paris-Match. D'après cette enquête, réalisée du 2 au 8 décembre auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent six personnes, le P.S. et le M.R.G. obtiendraient 31 % des suffrages exprimés ; le P.C., 15 %, et les divers gauches, 3,5 %. Le R.P.R. recueillirait 24,5 % des suffrages exprimés, l'U.D.F., 18 %, et les divers droite, 5 %. Les écologistes pour leur part, totaliseraient 3 % des suffrages. Ce sondage indique également que 64 % des personnes interrogées (au lieu de 62 % au mois d'octobre) se déclarent « plutôt » ou « très mécontentes » de la façon dont la France est gouvernée ; 29 % d'entre elles (au lieu de 30 % précédemment) émettent une opinion positive.

• Une place Aragon dédoublée. — Le parti communiste a organisé, mercredi 28 décembre, à Chauvigny (Vienne), une manifestation contre la décision du maire, M. Alain Fouché (U.D.F.), et du conseil municipal de rebaptiser place de la Poste une place de cette ville, à laquelle l'ancienne équipe municipale et son maire (P.C.) avaient donné le nom du poète communiste Aragon. M. Jack Rallin, ministre délégué, chargé de l'Aménagement, participait à cette manifestation, au cours de laquelle il a lu un message de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture.

LISEZ
Le Monde
PHILATÉLISTES
A OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie au Palais de Justice à Paris (95), le 12 janvier 1984, à 14 h
APPARTEMENT
à MONTIGNY-LES-CORREILLES (92)
7, rue JACQUES-VERNIOL
Salle de séjour, 2 chambres, cuisine, salle de bain, W.C., CAVES et GARAGE
MISE A PRIX : 50.000 FRANCS
Compté 25.000 F (ch. cert. banque)
S'adr. M. BISSON, av., 632-81-62
29, rue P.-Bodin à PONTAISE (95).

VENTE sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance à VERSAILLES, au Palais de Justice, le mercredi 11 janvier 1984, à 10 h
En un seul lot
UN PAVILLON
route du Breuil, 28, rue de la Vierge
MANTES-LA-JOLIE (Yvelines)
MISE A PRIX : 40.000 FRANCS
Pour tous renseignements, s'adr. à M. GUELLIER, avocat, 21, rue des Etats-Généralx à Versailles, tél. 950-02-62.

VENTE sur saisie immobilière AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE JEUDI 12 JANVIER 1984, A 14 HEURES
UN APPARTEMENT A PARIS (12^e)
de 4 pièces principales au 3^e étage, 1 pièce au 7^e étage et cave
14, rue Chabannais
MISE A PRIX : 220.000 FRANCS
S'adresser à M. RIBADEAU-DUMAS, avocat poursuivant, 17, avenue de Lamballe, PARIS (16^e), tél. 524-46-40.

Vente au Palais de Justice à Nanterre, mardi 18 janv. 1984, à 14 h. EN 2 LOTS
ASNIERES-SUR-SEINE (92), 12, rue Henri-Pigeon
1) APPART. MISE A PRIX : 200.000 F 4^e étage, 3 pièces CAVES
2) APPART. MISE A PRIX : 200.000 F 5^e étage, 3 pièces CAVES
S'adr. M. BARROT-UTUDJIAN avocat à Paris, 7, rue des Rosiers, tél. 380-57-69 ; à tous avocats près les Trib. Grande Inst. de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

VENTE SUR LICITATION AU PALAIS DE JUSTICE A NANTERRE, le MERCREDI 11 JANVIER 1984, A 14 heures
EN DEUX LOTS :
à L'ILE D'YEU (Vendée)
1^{er} lot : UNE PETITE PROPRIÉTÉ
Comprenant un terrain de 810 m² avec une construction en rez-de-chaussée, Entée - Le Marais de la Guiche -
MISE A PRIX : 87.000 FRANCS
2^e lot : UN TERRAIN DE 1.300 m²
Liculté - Le Marais de la Guiche - MISE A PRIX : 6.500 FRANCS
S'adresser à M. Jean FICHOT, avocat à Paris (9^e), 8, rue de Liège, tél. 574-21-22 ; et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de NANTERRE, PARIS, CRÉTEIL et BOBIGNY.

155

LES PROLONGEMENTS DE L'AFFAIRE ELF-AQUITAINE

Le premier ministre étudie les suites judiciaires éventuelles de l'enquête de la Cour des comptes

M. Pierre Mauroy fera connaître lundi 2 janvier, dans l'après-midi, sa décision de rendre public ou non le rapport secret de la Cour des comptes consacré à l'affaire des « avions renifleurs ».

On indiquait, jeudi 29 décembre, à l'hôtel Matignon, que le rapport de M. Giquel ne comportait pas d'informations sur l'utilisation des fonds transférés à l'étranger et non récupérés par ELF-ERAP, une enquête à l'extérieur des frontières pourrait être décidée. Une telle enquête était suggérée par le rapporteur lui-même dans ses conclusions.

D'autre part, le premier ministre examinait les suites judiciaires qui pourraient être données à cette affaire, tant en ce qui concerne l'ancien premier président de la Cour des comptes, M. Bernard Beck

— accusé de « forfaiture » par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, pour avoir détruit, en 1982, les exemplaires du rapport restés en sa possession — que de la responsabilité des anciens dirigeants d'ELF-ERAP.

De son côté, M. Albis Chalandon, ancien président-directeur général d'ELF-ERAP, qui a invité dans nos colonnes le chef de l'Etat à « mettre fin à cette misérable querelle », nous a précisé que l'Elysée avait été informé (en l'espèce deux conseillers du président) de ce dossier à l'automne 1982, c'est-à-dire après qu'un premier contrôle fiscal des comptes de l'ERAP ait été engagé.

A l'Elysée, on se refusait, jeudi matin, à confirmer cette information.

M. Mauroy est favorable à la publication du rapport Giquel

Le premier ministre a entamé mardi 27 décembre une série de consultations à propos de la publication du rapport, en recevant M. André Chandernagor, premier président de la Cour des comptes. M. Mauroy a ensuite rencontré M. François Giquel, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la sixième chambre de la Cour des comptes, auteur du rapport en cause, ainsi que M. Henri Bissonnet, ancien président de la sixième chambre. M. Mauroy s'est également entretenu avec M. Michel Pécqueur, président de la société ELF-Aquitaine.

Le premier ministre doit encore rencontrer d'ici lundi MM. Pierre Boisson, président de l'ERAP, Robert Badinter et Charles Hernu, respectivement ministre de la justice et ministre de la défense, ainsi que M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget.

Le rapport Giquel doit-il être publié ? L'auditeur n'a pas, sur ce point, le même avis que la Cour des comptes. M. André Chandernagor,

qui s'est très vite senti dans le moule de sa nouvelle fonction, n'est, semble-t-il, pas favorable à cette publication, au moins intégrale.

Du point de vue de la Cour, la publication d'un rapport « confidentiel » au moment de son élaboration pourrait constituer une « gêne » pour les enquêtes ultérieures de la juridiction.

Du point de vue de l'« intérêt national », on affirme, à la Cour, que le rapport Giquel contient des éléments qui ne sont pas « à la gloire de l'Etat ». Les activités internationales d'ELF-ERAP pourraient, aussi, pâtir d'une publication intégrale, qui ne serait, estime-t-on à la Cour, « pas sage actuellement ». On fait observer que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., qui en a demandé la publication, n'a pas eu ce rapport entre les mains.

Enfin, à l'évidence, la non-publication de ce rapport aurait pour effet de légitimer, en bonne partie, l'attitude de la Cour au moment où M. Giquel, en établis-

La deuxième lettre de M. Bernard Beck à M. André Chandernagor

Dans une deuxième lettre adressée à M. André Chandernagor, premier président de la Cour des comptes, M. Bernard Beck, ancien premier président, mis en cause pour avoir détruit les exemplaires du rapport sur les « avions renifleurs », lui demande d'assurer, à travers sa personne, « la défense de l'honneur » de la Cour des comptes. Voici le texte intégral de cette lettre.

« Le jeudi 22 décembre à 16 heures, j'ai remis personnellement au secrétaire de la première présidence une lettre par laquelle je vous demandais d'assurer ma protection par tous moyens de droit, en l'espèce une accusation de forfaiture formulée publiquement, à la tribune de l'Assemblée nationale, par M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, mariée pendant quarante-huit heures par la télévision et la radio d'Etat, et diffusée, comme il est normal, par toute la presse écrite et radiodiffusée.

« Portée contre ma personne, cette accusation mettait gravement en cause l'idée que l'on peut se faire du comportement de la Cour elle-même dans l'exercice et la finalité de ses contrôles.

« Depuis plus d'un an, les responsables gouvernementaux connaissent, par une note manuscrite et explicite de ma part, la nature et la destination du rapport de M. Giquel et la destruction, par mes soins, des exemplaires supplémentaires d'un document portant des normes, et devant relever, pour d'évidentes raisons d'intérêt national, du secret le plus strict.

« Je ne comprends pas que cette destruction, considérée comme une forfaiture le 21 décembre 1983, ne l'ait pas été entre le 18 décembre 1982 et la date précitée.

« Je constate qu'aucun contact n'a été pris à aucun moment avec l'homme d'Etat dont j'avais indiqué qu'il était le destinataire unique du rapport.

« A-t-on pensé que M. Raymond Barre avait fait disparaître ce dernier ? Ce serait alors un soupçon insultant pour lui et pour le président Giscard d'Estaing, qui devait naturellement avoir été informé par mes soins.

« Pour ce qui me concerne, j'ai agi, tout à la fois, selon les traditions, selon ma conscience, selon mes engagements.

« Cette affaire révèle, entre autres, une perversion du sens et du respect de l'intérêt national, ainsi que des obligations et de la réserve que celui-ci implique. La façon dont elle a été traitée par un responsable gouvernemental est consternante.

sant son rapport sur ELF-ERAP, a découvert l'affaire des « avions renifleurs ».

A l'hôtel Matignon, en revanche, on indique que le premier ministre est plutôt favorable à la publication du rapport, dont la lecture, précise-t-on, a intéressé, et parfois surpris, M. Pierre Mauroy. On affirme également que, pour le premier ministre, porter à la connaissance des Français le contenu du rapport est le moyen le plus démocratique de mettre fin à la controverse de l'opposition sur cette affaire.

On indique enfin à l'hôtel Matignon, à propos des enquêtes de la Cour des comptes sur les conséquences de la publication d'un rapport « confidentiel », que cette publication serait liée au caractère très particulier désormais pris par ce rapport et ne saurait faire jurisprudence.

L'Elysée, pour sa part, n'a pas trouvé dans le rapport d'éléments empêchant sa publication. Si l'on comprend les réticences de la Cour, on se montre, logiquement, plus sensible à la dimension politique du choix qui revient à l'exécutif à propos de cette divulgation. Il semble, notamment, difficile de ne pas tenir compte du fait que l'opinion, lors du développement de cette affaire, a été prise à témoin à plusieurs reprises.

J.-L. A.

« Les initiatives de MM. Faure. — Le secrétariat national du M.R.G. réuni le 21 décembre, a examiné « avec intérêt » l'initiative prise par MM. Maurice Faure, Edgar Faure et un certain nombre de personnalités dénonçant la « bipolarisation et la crispation de la vie politique en France ». Il constate que cette action « est conforme à la ligne adoptée lors de son congrès d'octobre et souhaite que dans les mois qui viennent les forces de centre-gauche puissent se rassembler pour répondre à l'attente des Français ».

Les conclusions du rapporteur

(Suite de la première page.)

L'analyse de M. Giquel concernant le personnel de la recherche « décideurs », ajoutée à la mise à plat des comptes, laisse supposer au lecteur du rapport que toute l'opération des « avions renifleurs » s'apparente à une escroquerie ou du moins à une duperie. En tout état de cause, la complexité du montage financier de l'opération et ses ramifications étrangères (suisses et belges, entre autres) n'ont pas permis au rapporteur d'appréhender ce dossier dans sa totalité.

L'enquête. M. Giquel suggère ainsi des investigations supplémentaires en direction de l'étranger. Par le biais de la direction nationale des enquêtes douanières ? En intervenant auprès des services de contre-espionnage ? Sans doute est-il aussi recommandé d'interroger des personnes résidant hors du territoire national.

L'examen de la gestion enregistrée de toute manière que les dépenses, pour les années 1976 et 1977, n'avaient pas été portées sur les comptes d'ELF-ERAP, mais sur ceux de sous-filières. Ce « procédé » comptable avait été rendu possible par un autre artifice : les premières sommes avancées aux « investisseurs » avaient été par des bailleurs de fonds. Le rapport constate de la sorte une série de points obscurs et

d'entorses plus ou moins graves aux lois et règlements en vigueur.

Dans l'ensemble — bien que M. Giquel ait été obligé de se limiter à l'audition du personnel d'ELF-ERAP et de M. Jean Violet, avocat d'affaires internationales — les révélations embrassées par le rapport dépassent le cadre de nos frontières. Le montage financier de l'opération n'explique pas complètement ce fait. Sans doute, l'achat de concessions par le groupe pétrolier, notamment en Afrique noire et au Maroc, comme-t-il partiellement au rapport son aspect « diplomatique ». Mais les frontières françaises sont un infranchissable pour la Cour des comptes. D'où de nombreuses zones d'ombre.

LAURENT GRELSAMER et MICHEL KAJMAN.

Une enquête inachevée

C'est pourquoi le rapport constate que la Cour des comptes ne dispose pas des compétences et des moyens suffisants pour mener à bout

Le silence de l'Union de banques suisses

De notre correspondant

Berne. — Se retranchant derrière le principe sacrosaint du secret bancaire helvétique, l'Union de banques suisses (U.B.S.) ne s'est toujours pas déparée du mutisme qu'elle observe obstinément depuis l'éclatement de l'affaire dite des « avions renifleurs ». Pourtant, comme le constatent plusieurs quotidiens suisses, l'U.B.S. se trouve étroitement liée aux transactions financières aujourd'hui mises en cause.

En 1977, la plus grande partie du capital de la C.E.R., la compagnie d'aviation créée par M. de Villages, était répartie entre cinq sociétés rattachées à l'U.B.S. Trois d'entre elles étaient présidées par l'un des directeurs généraux de la banque, M. Robert Sutz. Parmi les trois administrateurs de la C.E.R. se trouvait aussi un représentant de l'U.B.S., M. Hans Urs Langner, directeur adjoint à la direction financière.

D'après le quotidien *Les 24 heures* de Lausanne, le président de l'U.B.S., M. Philippe de Weck, serait intervenu dès 1979 pour mettre un terme au financement des travaux de la C.E.R., une fois constaté l'échec de l'entreprise. Le même journal croit savoir que, à partir de cette époque, un « mystérieux partenaire américain », la Potomac Technology Incorporated de Rockville, près de Washington, a fait son apparition aux côtés de l'U.B.S.

Par la même occasion, le capital de la société aurait été porté de 40 millions à 400 millions de francs suisses. En outre, le rôle qu'il a joué, MM. Sutz et de Weck pourraient sans doute apporter des éclaircissements sur certains points demeurés obscurs, notamment sur l'utilisation des 500 millions de francs transférés en Suisse et non récupérés ultérieurement (1). Mais, mercredi 28 décembre, l'ancien président de l'U.B.S., actuellement à la retraite à Fribourg, se refusait à toute déclaration.

Dans l'après-midi, son entourage faisait savoir qu'il était allé faire du ski de fond. Dans un récent ouvrage intitulé *Un banquier suisse parle*, M. de Weck écrivait pourtant : « J'estime que l'on ne peut pratiquer avec joie et succès sa profession que si l'on se trouve dans une situation où l'on n'a rien à cacher sur la nature profonde et vraie de ses activités. »

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(1) N.D.L.R. : M. Philippe de Weck serait la personnalité dont M. Albis Chalandon, ancien P.D.G. d'ELF-Aquitaine, indique dans la lettre au président de la République, publiée dans le *Monde* du 29 décembre, qu'elle a rédigé « un document attestant de manière incontestable l'emploi qui a été fait (de ces argent) par le groupe investisseur (...) ».

« M. Gilbert Gantier : publication ou démission. — M. Gilbert Gantier, député (U.D.F.) de Paris, a demandé au gouvernement, mercredi 28 décembre, « soit de publier le rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des « avions renifleurs », « soit de prier M. Emmanuelli de démissionner de ses fonctions et de présenter publiquement ses excuses ».

M. GEORGES SARRE (P.S.) MM. Giscard d'Estaing et Barre doivent dire s'ils ont détourné d'autres dossiers

M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du parti socialiste, estime que le déroulement de l'affaire du rapport de la Cour des comptes sur les avions « renifleurs » d'ELF-ERAP, montre « à nouveau que, pour le clan Giscard, les affaires de l'Etat étaient propriétés personnelles. C'est cette conception anti-républicaine qui est aujourd'hui en accusation ».

« Il est clair, ajoute M. Sarre, qu'il s'agit moins d'une affaire politique que d'une affaire de justice. Celle-ci doit être saisie. MM. Giscard et Barre doivent maintenant s'expliquer. Ils doivent dire s'ils ont détourné des dossiers et si oui, lesquels. Ils doivent les restituer sans délais (...). Il faut faire preuve du principe selon lequel l'Etat est au-dessus des personnes qui sont temporairement les dépositaires de son autorité. »

M. Pierre Massé : le verbatim actuel fait du mal aux Français

Nous avons reçu de M. Pierre Massé, ancien commissaire au Plan, la lettre suivante :

« Je suis gré au *Monde* de l'objectivité de ses informations sur l'affaire des « avions renifleurs » et, notamment, de la publication de la lettre co-signée d'Albin Chalandon, qui a le mérite d'émaner d'un responsable, et non de commentateurs amateurs divers.

« Je ne sais rien du fond de l'affaire, mais les hautes fonctions que j'ai exercées me commandent que je me permetsse — de dire que le verbatim actuel fait du mal aux Français :

1) Il sepe leur moral en insinuant que des hommes auprès de qui j'ai servi sans m'essuyer, MM. Antoine Pinay et Valéry Giscard d'Estaing, auxquels j'ajoute M. Raymond Barre, dont je m'honore d'être l'ami, auraient pu reconnaître les intérêts de la France en vue d'avantages personnels. Je ne le crois pas une seconde ;

2) Il leur trompe sur la nature de la recherche et spécialement de la recherche pétrolière, où l'on connaît neuf échecs pour un succès, qui fait gagner vingt fois la mise ;

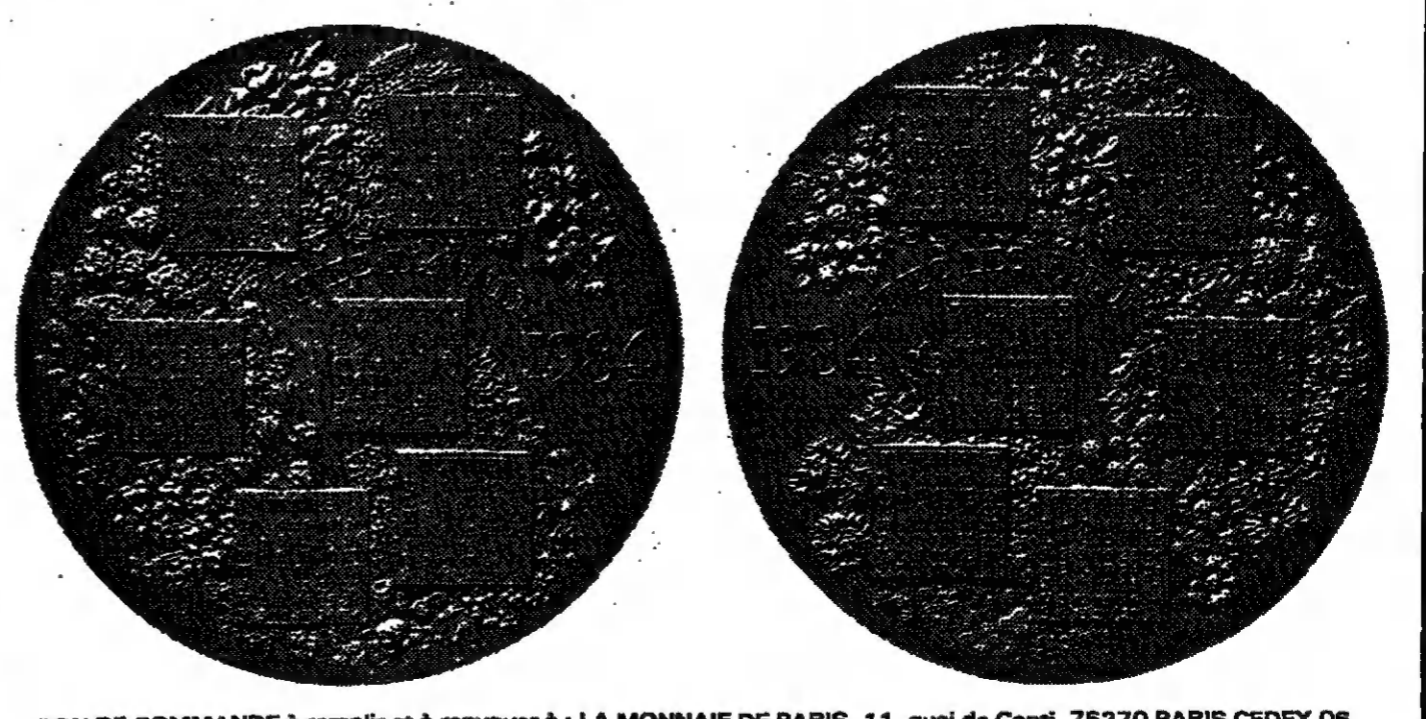
3) En jugeant une entreprise sur un cas malheureux et non sur l'ensemble de ses résultats, il décourage les industriels d'entreprendre et de risquer — comme s'ils ne l'étaient pas suffisamment par des épreuves d'un autre ordre — au moment même où le gouvernement leur demande, à juste titre, un grand effort d'invention et de création pour compenser les vagues de licenciements, dont Talbot n'est qu'un avant-garde.

Aujourd'hui, seul le président de la République a l'autorité nécessaire pour ramener le calme dans les esprits. Puisse-t-il se souvenir de propos tenus par le général de Gaulle en Irlande à l'un de ses proches : « J'ai confiance que les Français se souviendront de mon temps de la France en vue d'avantages personnels. Je ne le crois pas une seconde ;

« Les banlieues des grandes villes de province. — Une association des maires des banlieues de grandes villes de province vient d'être créée sous la présidence de M. Jacques Floch, député socialiste de Loire-Atlantique, maire de Rezé dans la banlieue de Nantes. Elle compte cinquante maires de communes suburbaines de plus de dix mille habitants, dont trois communistes, vingt-cinq socialistes, quelques sans-étiquette et cinq U.D.F. dont M. Wolff, député du Puy-de-Dôme et maire de Chamalières.

LA MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti, 75270 PARIS CEDEX 06

Vous voulez marquer l'événement ? Une rencontre, un mariage, une naissance, un succès... Ayez le geste original en offrant un présent prestigieux, qui défie le temps : LA MÉDAILLE CALENDRIER 1984, œuvre d'Emile ROUSSEAU, éditée par la Monnaie de Paris. Diamètre : 95 mm. Bronze : 205 F. Argent : 4 255 F*.



BON DE COMMANDE à remplir et à renvoyer à : LA MONNAIE DE PARIS, 11, quai de Conti, 75270 PARIS CEDEX 06.

Nom Prénom

Adresse
Je désire recevoir : ☐ médaille(s) calendrier en bronze ☐ médaille(s) calendrier en argent ☐ mandat-lettre

☐ chèque bancaire ☐ chèque postal

à l'ordre du régisseur des recettes de la Monnaie de Paris

* Prix garantis jusqu'au 29 février 1984 seulement.

OFFICERS MINISTERS ET VENTES PAR ADJUDICATION

EN APPAREILS DE PARIS

APPAREILS DE PARIS

APPAREILS DE PARIS

FAITS DIVERS

Café philtre

Le plafond blanc, une odeur d'éther : ils refaillaient vite leurs yeux. Ils avaient reconnu l'hôpital. Leurs mains inquiètes cherchaient sous les draps la plaie, le pansement : salin et saup. Rien qu'un solide mal de tête au sortir d'un profond sommeil. Bonjour ? Bonjour ? Ils se contractaient devant l'infirmière sur des efforts de mémoire, un peu gênés comme des amnésiques, un point d'interrogation sur le front. Stupides, ils n'avaient que l'envie de sortir sur la pointe des pieds et de refermer sans bruit la parenthèse.

Curieux tout de même, ils s'accrochaient. N'étaient-ils pas assés sur un banc public dans un jardin ensoleillé ? Une jeune fille n'est-elle pas venue ? Elle nous a parlé. Elle était orpheline et si gentille. Elle nous a offert un café. Nous avons bu... Après, bon sang, après ?

Leurs efforts étaient toujours vains. Ils se gâtaient encore le crâne quand un inspecteur de police venait recueillir leur témoignage et les délivrer en roucoulant le fil de leur histoire. Ils avaient tous été drogués. Trois doses au moins d'un puissant hypnotique dans leur tasse de carton. « Je ne suis donc pas fou », disaient-ils, soulagés. « Drogué et volé », ajoutait le policier. Ils vérifiaient alors, palpaient leur veste. C'était vrai.

L'orpheline, l'endormeuse, a été arrêtée, elle attaquerait un Rohypnol. Elle avait sévi à la belle saison dans les parcs et les squares. Ici, un sexagénaire breton, là, deux dames de Romorantin, des touristes. Mais aussi un photographe qui, avant de s'en aller, avait eu le temps de déclarer son appareil, on voit la coupable sur le tirage. Elle en avait ainsi expédié vingt-six dans les

bras de Morphée. Quand on les retrouve, les deux dames sont mélangées comme des bienheureuses, assises sur le trottoir. La vieille norvégienne était dans un fauteuil de cinéma pornographique, d'où on la tira à grand-peine (il avait bu le café). Un autre se prélassait dans le bassin des Tuileries. En tambourinant, on en secourut plusieurs, enfermés dans des toilettes de bars. On en ramassa sur leurs chaises de jardin à la nuit tombée.

Certains étaient raides, allongés dans la rue. On les prit d'abord pour des ivrognes, puis on les mit au lit. La dernière victime, le jour du flagrant délit, s'effondra au commissariat. Elle ne témoignait plus, elle ronflait.

L'année précédente, un jeune Oriental ennuagé déjà les basques qu'il avait fait l'objet d'une quinzaine de plaintes. On retrouvait les assouplis, des hommes d'affaires grisonnants, dans leur chambre d'hôtel. Dépouillés. Le 29 novembre, un Américain trinquait avec un compagnon de rencontre aux abords de la gare Montparnasse : il se révéla dévêlé dans Paris insolite. On avait, la veille, rattrapé un immigré dans un train de banlieue, tout expiratoire sans argent et sans papiers. Les policiers constatant une recrudescence de ces vols, qualifiés d'agressions avec violence. Mais les chiffres manquent.

Beaucoup ne viennent jamais se plaindre. Les abusés d'un jour de solitude, les âmes en peine associées qui ont vu le verve de l'amitié ou de l'aventure et la honte de tomber dans ce piège.

CHRISTIAN COLOMBANI.

SIGNE DE LA CRISE DANS LA CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE

Les syndicats s'inquiètent de la situation à la SNIAS et chez Dassault-Breguet

Les syndicats des deux plus importants constructeurs français de cellules d'avion sont inquiets de la situation financière et sociale, à la fin de 1983, tant à la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) qu'au groupe Dassault-Breguet. Au cours des réunions des comités d'entreprise des deux constructeurs, il a été fait état d'informations alarmantes sur une grave dégradation des activités, dans ces deux sociétés, pour les années prochaines, à cause de la crise économique qui touche le transport aérien mondial et des restrictions des budgets militaires en France ou dans de nombreux pays clients à l'exportation.

À la SNIAS, l'année 1983 aura été, de l'aveu même de son président, M. Jean Martin, une année encore plus mauvaise que 1982 sur le plan commercial. Le chiffre d'affaires et les commandes de matériels civils ou militaires marquent un écart important par rapport aux prévisions du début de l'année. Des mesures de chômage partiel et de réduction d'horaire ont dû être prises, tandis que les licenciements sont intervenus chez plusieurs sous-traitants.

La division « avions » de la SNIAS, dont 75 % des activités d'études et de production sont consacrées à l'Aérbus européen, a enregistré en cours d'année plus d'annulations ou de reports de livraisons que de prises de commandes nouvelles. Les cadences de production ont été réduites, elles pourraient être réduites à trois appareils par mois à la fin de 1984 ou au début 1985, contre cinq actuellement. Il reste vingt-quatre Airbus A-300 en vente.

Malgré la réputation de ses produits à l'étranger, la division « hélicoptères » de la SNIAS n'est pas davantage épargnée. L'effondrement du marché américain, la réduction de la clientèle des sociétés pétro-

lières offshore et l'insuffisance des commandes militaires ont abouti au fait que, seulement, le tiers des contrats attendus en 1983 a été exécuté (soit, au total, soixante-treize « machines »), et qu'il demeure, aujourd'hui, deux cents hélicoptères sans acheteurs. Par rapport à l'estimation du début de 1983, observent les syndicats, la division de la SNIAS est, pour ce secteur de la production, dans une zone de sous-activité critique.

À la division des engins tactiques, les prises de commandes espérées pour 1983, année pendant laquelle, cependant, des clients étrangers n'ont finalement pas concrétisé leurs commandes, au point qu'il faut, à l'avenir, attendre à des journées de chômage partiel l'année prochaine.

L'attente de décisions gouvernementales

Bénéficiaire en 1982, la SNIAS, constatent les syndicats, qui en appellent au ministère de la Défense, administration de tutelle de la construction aéronautique, va subir les conséquences de l'accroissement des stocks et encours, et des difficultés ou retards de paiement de ses clients. Les capacités financières de la société en seront compromises, alors que l'endettement de celle-ci, générateur de frais financiers importants, a fait qu'empirer du temps où le général Jacques Mitterrand présidait aux destinées de la firme nationale.

A en croire les syndicats, lors du dernier comité central d'entreprise,

la situation chez Dassault-Breguet n'est pas moins inquiétante qu'à la SNIAS, comme celles de Breguet, de Messier ou de Toulouse, enregistrant des baisses sensibles de leurs activités.

Les commandes, après l'annulation de celles de 1982, et la baisse qui pèse sur des reports de commandes, par l'Egypte et la Grèce, pour effet de rendre encore plus improbables certaines charges de travail attendues à l'exportation. Selon M. Benno-Claude Vallières, président-directeur général de Dassault-Breguet, il reste en stock quarante et un avions d'affaires et de liaison Falcon, et le refus de l'Etat de participer au financement du projet du nouvel appareil civil Falcon-900 a entraîné un report de son développement.

Tant à la SNIAS que chez Dassault-Breguet, on espère beaucoup que le gouvernement arrêtera bientôt une série de décisions concernant le lancement de programmes nouveaux, tels l'Aérbus A-320 de cent cinquante places, l'hélicoptère de combat commun avec l'Allemagne fédérale, le missile mobile SX, un satellite d'observation militaire, ou encore le nouveau missile M-5 destiné aux futurs sous-marins de la force océanique stratégique. C'est la nécessité de renouvellement de ce fond de commerce, dans l'industrie aéronautique, qu'il préside, d'autre part, le groupe de travail qui a préparé le IX^e Plan 1984-1988, au nom de deux exigences : la cohérence et la durée d'une politique volontariste.

JACQUES ISNARD.

AUX ÉTATS-UNIS

L'hiver meurtrier

Correspondance

Washington. — « Aux États-Unis, la nature s'est posée à la mesure de l'homme », disait jadis André Siegfried à ses étudiants. L'incertitude d'Amérique qui souffrent actuellement de l'hiver en font la cruelle expérience. Le bilan provisoire de la vague de froid dépasse trois cents morts.

Les États des grandes plaines et du Midwest ont été particulièrement affectés avec des températures atteignant les niveaux records allant de -45° à -60°. Les vents glacés aggravent les conditions de vie des habitants bloqués dans leurs maisons.

Même les États du Sud et ceux du Sud-Ouest, ceux de la fameuse « ceinture de soleil » sont touchés. Dans l'Arkansas, plus de mille voitures ont été abandonnées sur la grande route inter-États 30, dont certaines parties sont entièrement recouvertes de glace. En Louisiane, l'état d'urgence a été déclaré.

Après la neige et le froid, un autre danger menace les populations : les blocs de glace s'accumulent, augmentant le niveau des rivières, et

l'on s'attend à de sérieuses inondations, sinon même, comme en Californie du Sud, à des torrents de boue et à des glissements de terrain.

La vie administrative est paralysée. Dans les grandes villes, et notamment dans la capitale, les fonctionnaires ont été invités à ne pas venir à leurs bureaux, non chauffés et parfois inondés. En Floride et dans l'Arizona, les récoltes de fruits et d'agrumes sont gravement compromises.

La misère est particulièrement cruelle pour les très nombreux sans-abri. Selon le magazine *Newsweek*, ils sont des dizaines de milliers à errer dans la nuit, chercher un refuge pour dormir dans une cabine téléphonique, sur une grille à terre, laissant l'air chaud passer sous les ponts de chemin de fer. A New York, l'Armée du salut ne peut offrir que six mille lits, alors qu'on évalue à vingt mille le nombre des sans-abri.

HENRI PIERRE.

Un taudis muséologique

Le Muséum d'histoire naturelle de Paris aurait besoin de 500 millions de francs pour sa restauration

Le Muséum national d'histoire naturelle à Paris aura à sa disposition, au début de 1984, la nouvelle zoothèque, ce site enterré où ses collections d'animaux pourraient être stockées sur trois niveaux, totalisant 6 000 mètres carrés. Ainsi seraient réunis, dans des conditions modernes de conservation et de sécurité, les innombrables spécimens naturalisés ou baignant dans des bacs d'alcool qui, depuis des lustres, encombraient tous les coins et recoins des laboratoires. Non sans danger, puisque ces bacs contiennent, à eux tous, 500 000 litres d'alcool.

L'Etat, qui a dépensé depuis 1976 un crédit spécial de 35 millions de francs, géré par le service des constructions de l'Académie de Paris pour édifier la zoothèque, n'a cependant rien prévu pour la suite des opérations. Rien pour le déménagement des collections ; rien pour la restauration de la galerie de zoologie qui menace ruine.

Ouverte en 1889 pour célébrer le centenaire de la Révolution française et le quasi-centenaire du Muséum (il a été créé par un décret de la Convention du 10 juin 1793), la galerie de zoologie n'a jamais été entretenue, faute de crédits. Elle a été fermée au public en 1965 pour raison de sécurité. La grande salle, où éléphants, rhinocéros, chameaux, lions, singes, antilopes, panthères, se crâchaient, sont mangés par les débris et dérivants charniers, n'est même pas dotée de l'électricité : sa verrière - crasseuse et percée - a été surmontée en 1968 d'une toiture de zinc grâce à un crédit ex-

ceptionnel de 2,5 millions de francs accordé par le ministère de l'Éducation nationale.

Autant dire que dans ce pénombre de sépulture, avec son entassement d'animaux misérables et fantomatiques, la galerie de zoologie ferait actuellement un très bon décor de film d'épouvante alors qu'elle fut, à sa construction, un modèle de la muséologie de l'époque. Pour la restaurer, la moderniser, en refaire le « monument » de culture populaire qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, on estime qu'il faudrait 200 millions de francs.

Un triple tour

La galerie de zoologie n'est pas seule à menacer ruine et à avoir besoin d'un rajustement complet. Le parc zoologique de Vincennes a été inauguré en 1934 ; ses aménagements étaient prévus pour durer cinquante ans, mais n'ont pas encore été réalisés : le grand rocher, entre autres, risque de s'écrouler.

Le Musée de l'Homme, la galerie de minéralogie, des bâtiments du Jardin des plantes, notamment, ont tous des besoins urgents d'entretien, d'aménagement, d'amélioration de la sécurité des collections. Un seul exemple : les pierres précieuses de la galerie de minéralogie sont déposées dans des coffres de bois de banque et ne sont donc pas exposées, faute de sécurité suffisante sur place.

Si l'Etat ne fait aucun effort en faveur du Muséum, tout continuera

Célébration à Montpellier

LE PARACHUTE A DEUX CENTS ANS

(De notre correspondant.)

Montpellier. — Montpellier a célébré le bicentenaire du premier saut en parachute dans le monde par Louis Sébastien Lenormand, fin décembre 1783, du haut de la tour de la Babote, vestige des anciens remparts. D'après certains récits, notamment celui du chimiste Guillaume-Louis Figuer, l'inventeur, qui avait participé aux travaux de Lavoisier sur l'étude de l'air, avait construit un premier engin rudimentaire avec deux paravents qu'il expérimenta en sautant des branches d'un ormeau.

Poussant plus avant ses recherches, Lenormand conçut un nouveau engin, qu'il baptisa « Parachute » et qu'il décrit dans un mémoire adressé à l'Académie de Lyon : « Je fais un cercle de 14 pieds de diamètre avec une grosse corde ; l'attache fortement tout autour un cône de toile dont la hauteur est de 6 pieds ; je double le cône de papier en le collant pour le rendre imperméable à l'air ; au milieu, au lieu de toile, de taffetas recouvert d'une gomme arabique. Je mets autour du cône des petites cordes qui sont attachées par le bras à une charpente d'acier et forment avec cette charpente un cône tronqué renversé... »

Sur ces indications, les membres du Parachute-club de Montpellier ont confectionné un modèle en toile de chanvre avec lequel, en présence du maire de Montpellier, M. Georges Frêche, et de nombreux badauds, ils jetèrent dans la vide, sur les lieux présumés de l'exploit, un mannequin assés dans un panier d'osier.

La chute fut assez rapide, mais le mannequin atterrit sans mal apparent. Malheureusement, des historiens contestent la véracité de cet événement, « inventé de toutes pièces », écrit l'un d'eux, Jacques Fabre de Morhon, dans son livre *Nouveaux Regards sur le vieux Montpellier*.

« Il est, à noter, toutefois, ajoute-t-il, que des expériences furent entreprises en public, le 23 décembre 1781, au moment de la session des États du Languedoc. De nombreux savants, parmi lesquels se trouvait le célèbre Joseph-Michel de Montgolfier, entourés de hautes personnalités et de maints curieux, avaient assisté à des lancers de poids, puis à des « descentes » d'animaux... »

La critique de ces historiens porte essentiellement sur le lieu du premier saut, mais non sur l'invention elle-même.

ROGER BÉCHIAUX.

EN BREF

Iranis retournés en France

Cinq employés du centre islamique iranien de Paris sont retournés, depuis le vendredi 23 décembre, dans les locaux de l'École nationale de police de Reims. Ils font l'objet d'un arrêté ministériel d'expulsion pris le 22 décembre et assorti d'une assignation à résidence dans la Marne.

Les cinq Iranis ont passé la nuit de Noël dans le réfectoire de l'école de police, en la circonstance déserté par les élèves gardes de la paix. Ils sont placés sous la garde des inspecteurs des renseignements généraux et sous la surveillance d'une centaine d'hommes de la C.R.S. 23 de Charleville-Mézières, qui interviennent toute approche, en attendant le prochain vol en partance pour Téhéran, le jeudi 29 décembre, à 20 h 45. Ils devaient quitter la France le samedi 24 en compagnie de trois autres personnes expulsées, mais Air France, conformément aux conventions en vigueur, n'a pas accepté de les prendre à bord. — (Corresp.)

Incendiaires de cathédrale

Jean-Claude Lunnin, trente-deux ans, et Bernard Nombouire, vingt-quatre ans, poursuivis pour avoir tenté d'allumer le 14 août au feu dans la cathédrale de Toulouse, ont été condamnés le 28 décembre à seize mois de prison, dont huit avec sursis par le tribunal correctionnel de Toulouse.

Les deux inculpés avaient été trouvés en possession de quatre litres d'essence, de quatre cents grammes de chlorate de sodium, de six pots de colle et d'un flacon de dissolvant, alors qu'ils tentaient de se faire enfermer dans la cathédrale. Ils ont reconnu à l'audience qu'ils avaient eu l'intention de protester par ce moyen contre l'incarcération de trois de leurs amis à la suite de l'attentat commis dans la nuit du 11 au 12 août au moment de la venue du pape à Lourdes (Hautes-Pyrénées) contre la statue de Ponce Pilate et revendiqué par un commando d'intellectuels Arrêtés curés.

Incendie dans les locaux de « Légitime défense »

Un incendie, vraisemblablement d'origine criminelle, a provoqué des dégâts matériels au siège de l'association « Légitime défense », 14, rue Guénou, à Paris (11^e). Vers 5 heures, mercredi 28 décembre, un ou plusieurs inconnus ont déposé contre la porte du local, situé au rez-de-chaussée, puis enflammé un réceptacle contenant de l'essence. Le feu a notamment détruit des archives. L'incendie n'avait pas été réprimé en fin de matinée, ce mercredi.

La Pan Am accuse British Airways de concurrence déloyale

La Pan Am vient de déposer une plainte auprès du Bureau américain de l'aéronautique civile contre le gouvernement britannique, qu'elle accuse de soutien de manière déloyale la British Airways, par des subventions à l'aviation supersonique Concorde.

Selon la Pan Am, la British Airways est ainsi en mesure d'accorder aux passagers du Concorde des tarifs très inférieurs aux coûts de revient et de détourner à son profit une partie de la clientèle de première classe des compagnies américaines. Pan Am chiffre son manque à gagner à 30 millions de dollars par an (environ 250 millions de francs).

La différence entre les prix des billets de Concorde et de la première classe des vols subsoniques vers Londres n'est que de 10,2 % au départ de New-York, et de 3,7 % au départ de Washington, vers la Pan Am. Celle-ci demande que l'écart soit porté à environ 50 %.

Un nouveau contrat pour Ariane

Les pays scandinaves ont choisi Ariane pour mettre en orbite, en 1986, leur satellite de télévision dit Tele-X. Le contrat, d'un montant de 385 millions de francs, a été signé la semaine dernière entre Arianeespace (société qui a la responsabilité du lanceur) et la Swedish Space Corporation. Il porte à plus de 6 milliards de francs le montant du carnet de commande d'Arianeespace, pour le lancement de vingt-six satellites.

A Nice : M. Jean-Claude Thèse est de nouveau libre

M. Jean-Claude Thèse, inculpé dans l'affaire des faux devis de la Caisse primaire d'assurance-maladie (C.P.A.M.) des Alpes-Maritimes (et de la direction, a été à nouveau mis en liberté. M. Thèse avait été inculpé, dans un premier temps, de faux et usage de faux, complicité d'escroquerie, abus de confiance, et écroué le 9 juillet. Libéré le 17 août, il était à nouveau inculpé, cette fois de corruption, et écroué le 7 décembre.

La cour d'appel d'Aix-en-Provence a aussi ordonné la mise en liberté de M. Philippe Cabanas, P.-D.G. d'une société de nettoyage.

Faussaires et Loterie nationale

Deux imprimeurs de Millly-la-Foret (Essonne) ont été arrêtés le 22 décembre par les enquêteurs de l'Office central de répression du faux monnayage. M. Dominique Faure, trente-trois ans, et M. Albine Ballester, vingt-trois ans, fabriquaient, depuis trois mois, de faux billets gagnants de la Loterie nationale dans la nuit qui suivait le tirage. Ils présentaient les faux billets aux paiements dans divers bureaux de tabac de Paris et de la région parisienne. Selon les enquêteurs, qui ont également saisi de faux boons du Trésor néerlandais et de fausses cartes d'identité, le trafic porterait sur environ 10 millions de francs. Les faussaires ont été inculpés de « faux en écriture et usage » et écroués.

Mètre construire le satellite Hipparcos

L'Agence spatiale européenne a décidé de confier à Matra, leader du consortium européen Mesh, la construction du satellite scientifique Hipparcos, destiné à la mesure précise des positions des étoiles.

Hipparcos sera lancé en 1988. La firme Matra avait été chargée, il y a deux ans, d'une étude de ce satellite et il était attendu que la construction lui serait confiée si celle-ci était jugée satisfaisante.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC cours avec explications en français Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES BECM 8, rue de Béri - 75008 Paris

EN VUE ENQUÊTE JOURNALISTIQUE RECHERCHES TÉMOIGNAGES PERSONNES CONTRINTES, CONCERNÉES, PAR PROBLÈMES DE L'INCESTE. Ecrire : Les Mandats de l'Information Place 363 171, 15, rue Cognac-Jay, 75017 PARIS.

cadeaux d'entreprise ? CATALOGUE COULEURS GRATUIT DEMAIN SUR VOTRE BUREAU EN APPELANT ETMOCEL (01) 635 1952

01 63 51 95 02

Le Monde

LIVRES

Aujourd'hui, 1984

Orwell fut-il un prophète ?

**« LA GUERRE C'EST LA PAIX
LA LIBERTÉ C'EST L'ESCLAVAGE
L'IGNORANCE C'EST LA FORCE »**

Nous sommes à Londres en 1984. Londres, capitale de la première région africaine de l'Occident. Partout dans la ville des banderoles proclament les trois slogans qui régissent l'État, tandis que le portrait de « Big Brother », le chef suprême du parti, omniprésent — mais que l'on ne voit jamais, — ne vous lâche pas du regard. Quatre immeubles dominent la ville, les ministères de la Vérité, de la Paix, de l'Amour, de l'Abondance.

Est-ce le « meilleur des mondes » prôné par Aldous Huxley ? Est-ce l'« avenir radieux » vécu par Alexandre Zisovier ? C'est, en tout cas, le 1984 d'Orwell, un lieu autant qu'une date, où l'humour anglais, qui consiste à exprimer une chose par son contraire, atteint aux sommets de l'art. En trente-cinq ans, le livre

est devenu un classique, et il est à parier que si un sondage demandait aux lecteurs quel est le roman qui a le plus marqué la seconde moitié du vingtième siècle c'est le livre d'Orwell qui gagnerait.

Écrivant en 1948, l'auteur n'avait fait qu'interpréter les deux derniers chiffres, sans prendre trop d'avance sur l'histoire, et sa vision d'un avenir totalitaire continue à hanter le monde d'aujourd'hui, même si 1984 (homme aimé ! homme sauté !) ne ressemble pas encore à 1984 (le roman qu'il faut lire), même si l'interrogation d'un André Amalrik (« L'Union soviétique survivra-t-elle à 1984 ? ») n'était, en fait, qu'un vœu pieux auquel lui-même ne croyait pas ; et c'est lui qui n'a pas survécu, mort en Espagne, pour avoir voulu assister à une conférence sur « la sécurité en Europe » qui se poursuivait à Madrid sur le mode orwellien.

Homme de gauche resté de gauche, George Orwell a subi au moment de la parution de 1984, quelques mois avant sa mort, de virulentes critiques, surtout de la part de ses anciens amis, qui lui reprochaient d'attaquer le parti travailliste et le socialisme ; alors même qu'à travers l'histoire de Winston Smith, employé du Commissariat aux archives du Ministère de la Vérité, chargé de récrire — de « rectifier » — les articles du Times des années précédentes, Orwell voulait seulement montrer que « le totalitarisme, s'il n'est pas combattu, peut triompher n'importe où ».

Il n'a jamais voulu jouer les prophètes, encore moins faire de la politique-fiction, un genre littéraire qui pourtant lui doit beaucoup. Il lançait un S.O.S. Seuls ceux qui survivront à 1984 (ou à 2004) sauront s'il a été efficacement entendu.

NICOLE ZAND.

L'horreur de la politique

par SIMON LEYS

LA lutte anti-totalitariste d'Orwell se fit que le corollaire de sa conviction socialiste : il pensait en effet que seule la défaite du totalitarisme pourrait assurer la victoire du socialisme. Cette attitude constamment réaffirmée dans ses écrits semble curieusement avoir échappé à un certain nombre de ses admirateurs. Par exemple, nous voyons maintenant, en Europe et en Amérique, des néo-conservateurs qui s'efforcent de le récupérer ; faisant un usage sélectif de ses propos, ils tentent de montrer que, s'il avait vécu, il serait probablement devenu le plus éloquent porte-parole de leur mouvement. (On trouvera une des expressions les plus caractéristiques de cette tendance dans un récent article de N. Podhoretz (1).)

Cette amorce d'Orwell par la nouvelle droite reflète moins le potentiel conservateur de sa pensée que la persistante stupidité d'une gauche qui, au lieu de commencer enfin à lire et à comprendre, s'est laissée sciemment confondre le plus puissant de ses écrivains.

Il est vrai qu'Orwell avait souvent réservé ses traits les plus féroces pour ses propres compagnons. Faut-il en déduire qu'avec le temps il aurait fini par abandonner le socialisme ? En fait, le futur même avec lequel il attendait les hypocrisies, les lâchetés et les sottises des « progressistes » donne la vraie mesure de la profondeur et de la sincérité de son engagement. C'est précisément parce qu'il prenait l'idéal socialiste tellement au sérieux qu'il ne pouvait tolérer de le voir manipulé par des pères et des escrocs. Or alors, s'il fallait suivre la logique de ses derniers écrits, les sarcasmes des *Provinciales* et les imprécisions du *Mémorial* nous feraient douter du catholicisme de Pascal et de Bloy ?

Il est vrai que sur quelques-uns des problèmes les plus brûlants de notre époque — le totalitarisme, le pacifisme, — les vues d'Orwell sont effectivement très proches de celles des néo-conservateurs. Et alors ? Cela ne saurait suffire pour faire de lui un membre de la nouvelle droite. Le puis désapprouver le cambéisme ou approuver la vaccination contre le choléra — s'il se trouve que des fascistes ont lu-dessus les mêmes vues que moi, cela fait-il de moi un fasciste ?

Un socialiste épris de justice et de liberté

Bien sûr, il n'est pas viable que le socialisme d'Orwell pose certains problèmes. Orwell ignorait le marxisme ; il avait un mépris total (et justifié) pour une bonne partie de l'intelligentsia socialiste ; il manifestait l'ensemble de l'expérience communiste ; il pensait que « toutes les révolutions sont des échecs » ; avec tout cela, qu'il ait persisté aussi optimistiquement à se proclamer « socialiste » peut paraître assez déconcertant, et paradoxalement rappelle un peu l'attitude de certains occultistes d'avant-garde qui nient la divinité du Christ, l'autorité des Écritures, voire l'existence de Dieu, mais insistent cependant pour qu'on continue à les appeler chrétiens.

En fait, il voulait redécouvrir ce qu'il considérait comme les valeurs essentielles du socialisme, cet idéal de « justice et liberté » qui se trouvait maintenant « entièrement enseveli sous des couches superposées de prétentions doctrinaires et de progressisme à la dernière mode, en sorte qu'il est comme un diamant caché sous une montagne de crottin. La tâche d'un vrai socialiste est de

le ramener au jour » (2). Pour le reste, il ne se faisait aucune illusion : « Le collectivisme mène aux camps de concentration, au culte du leader et à la guerre. Il n'y a qu'un moyen de conjurer ces dangers, et c'est de

lopper toutes les conséquences logiques de ces idées. La scène du livre est située en Angleterre pour souligner le fait que les populations de langue anglaise ne sont pas meilleures que les autres et que, si on ne



Dessin de BÉRENICE CLEVE.

parvenir d'une manière ou d'une autre à combiner la liberté intellectuelle avec l'économie planifiée, ce qui ne deviendra possible que si l'on réussit à rétablir le concept du bien et du mal en politique. » (3) Il percevait clairement qu'une économie centralisée pouvait constituer une grave menace pour la liberté individuelle et que, dans cette situation, « l'État en arrive à se confondre avec le monopole d'un parti dont l'autorité ne se fonde plus sur aucune élection, en sorte que l'oligarchie et les privilèges se trouvent restaurés, étant maintenant basés sur le pouvoir et non plus sur l'argent » (4).

C'est précisément cette perversion-là qu'il entreprit de décrire dans 1984, mais il dut aussi expliciter ses intentions pour prévenir tout malentendu : « Mon roman n'est pas une attaque contre le socialisme ni contre le parti travailliste anglais (que je soutiens personnellement) ; il veut seulement montrer les perversions auxquelles une économie centralisée est exposée, et qui ont déjà été partiellement réalisées dans le communisme et le fascisme. Je ne crois pas que la forme de société que j'ai décrite arrivera nécessairement, mais je crois (tenant compte évidemment du fait que le livre est une satire) qu'un phénomène de ce type pourrait arriver. Je crois également que les idées totalitaires ont pris racine dans l'esprit des intellectuels un peu partout, et j'ai tâché de déve-

loper toutes les conséquences logiques de ces idées. La scène du livre est située en Angleterre pour souligner le fait que les populations de langue anglaise ne sont pas meilleures que les autres et que, si on ne

La nécessité de soutenir le mauvais contre le pire

L'idée que la pensée politique d'Orwell se serait modifiée au fil des années ne résiste pas à l'analyse. Certes, il lui est arrivé de mal juger la situation et d'avoir à réviser son diagnostic, mais dans le domaine des principes, ses convictions n'ont jamais changé. Peu avant la guerre, par exemple, il crut un temps qu'il serait vain de vouloir essayer d'endiguer le fascisme sans accomplir au préalable la révolution socialiste. Puis il se rendit compte rapidement que la démocratie capitaliste méritait d'être défendue contre le péril nazi ; mais même après qu'il eut compris la nécessité de « soutenir le mauvais contre le pire », il continua, au début de la guerre, à entretenir l'illusion optimiste que la victoire de la révolution était toute proche.

Ainsi, en automne 1940, il écrivait : « Seule la révolution pourra sauver l'Angleterre ; il y a des années que ceci est évident, mais maintenant la révolution a commencé et elle se développera rapidement si nous réussissons à repousser l'invasion hitlérienne. D'ici deux ans, on peut-être dans un an, si seulement nous pouvons tenir, on verra des transformations qui surprendront tous les idiots myopes. Les

rigoles des rues de Londres devront peut-être charrier du sang tant pis, qu'il en soit ainsi si c'est nécessaire... » (6). Il carresse avec délices une vision du « Ritz réquisitionné pour loger les milices rouges » et — peu après dans *Le Lion et la Licorne*, un petit livre qui constitue son manifeste politique le plus complet et le plus explicite (mais que ses admirateurs de droite s'appliquent à ignorer) — annonce avec confiance pour un avenir immédiat « la nationalisation de l'industrie, la suppression des gros revenus, l'établissement d'un système d'éducation égalitaire » (7).

Ces mesures radicales susciteront probablement des résistances — qu'importe ! La révolution aura les matras : « Elle fusillera les traitres, mais elle leur accordera d'abord un procès solennel et, à l'occasion, elle même en acquittera certains. Elle écrasera toute révolte ouverte, de manière prompte et terrible, mais elle n'interviendra que très peu en matière d'opinion orale et écrite. » (8). On peut légitimement éprouver un certain malaise devant ces allégres évocatoires de rigoles qui charrient le sang et de contre-révolutionnaires que l'on colle au poteau, mais on ne saurait les ignorer sans se rendre coupable de falsification. Si, quelques années plus tard, Orwell avait effectivement cessé de croire à la possibilité immédiate de pareils bouleversements révolutionnaires, rien dans son œuvre ne nous permet de conclure qu'il aurait cessé de les juger souhaitables.

Plusieurs années auparavant, dans un contexte différent, il avait déjà noté que, devant tout ce qui défigure l'idéal révolutionnaire, « la tâche des gens intelligents est non de rejeter le socialisme mais de s'employer à l'humaniser... Notre devoir est de combattre pour la justice et la liberté : socialisme signifie précisément justice et liberté, une fois qu'on l'a débarrassé de toutes les sottises qui l'encombrent. C'est sur ces valeurs essentielles, et sur elles seules, que nous devons fixer notre attention. Rejeter le socialisme simplement parce que tout de socialisme, individuellement, sont des gens lamentables, serait aussi absurde que de refuser de voyager en chemin de fer parce qu'on n'aime pas la figure du contrôleur » (9).

S'il vivait encore aujourd'hui, on voit mal ce qui aurait finalement pu le déterminer à descendre du train. En revanche, quand les tenants d'une idéologie qui dissocie la cause de la liberté de celle de la justice veulent l'embarquer de force dans leur galère, l'abus paraît criant. Orwell avait toujours fait sereinement face à ses nombreux ennemis, mais on se demande s'il aurait pu garder son sang-froid devant certains de ses admirateurs.

(Lire la suite page 12.)

- (1) Norman Podhoretz, « If Orwell were alive today », *Harper's*, janvier 1984.
- (2) *The Road to Wigan Pier*, p. 189-190.
- (3) *Collected Essays, Journalism and Letters*, of George Orwell, edited by Sonia Orwell and Ian Angus. Quatre volumes. Secker and Warburg, Londres, 1968. Tome III, p. 119.
- (4) C.E. II, p. 80.
- (5) C.E. IV, p. 502.
- (6) « My Country Right or Left », C.E. I, p. 539-540.
- (7) Pour comprendre la pensée politique d'Orwell, la lecture de ce brillant petit traité est essentielle. Son texte, qui avait déjà été recueilli dans C.E. II, p. 56-109, vient d'être réédité (Penguin, 1982), avec une excellente introduction de Bernard Crick.
- (8) C.E. II, p. 102.
- (9) *The Road to Wigan Pier*, p. 193-194.

le feuilleton

CALVINO, GIRAUDOUX, LACAN...

Secrets de fabrique

Le retour en force du romanesque n'efface pas cet acquis des années 60, dû à l'essor des sciences humaines : l'écriture et la lecture ne peuvent plus être tenues pour des activités mystérieuses et innocentes. Il s'y passe quelque chose d'autre que du récit hétéroclite. Comme en peinture, où c'est admis depuis longtemps, l'intériorité de la littérature, même pour les profanes, s'est dépliée du Qu'est-ce que ça raconte ? au Comment c'est fait ? Qui parle ? A qui ? Les secrets de fabrique, quoi !

L'Italie a suivi la même évolution depuis la guerre : néo-réalisme politique, scientisme structuraliste, retour lucide à la fiction-jeu. Enfant de Vittorini et de Pavese, Italo Calvino, soixante ans, a parcouru et illustré ces trois étapes : récit de guerre à la Hemingway (*Le Sentier des rivières d'araignée*, 1946) ; contes philosophiques à la Voltaire de 1951 à 1960 (*Le Vicomte pourfendu*, le *Baron perché*, le *Chevalier inexistant*) ; adieux au manichéisme politique (*Journal d'un scrutateur*, 1963), fictions expérimentales, avec les *Villes invisibles* (1974), le *Château des destins croisés* (1976) et *Si par une nuit d'hiver, un voyageur* (1979). Dans la même tempête, Calvino réfléchissait, un peu comme Barthes, à la théorie littéraire, dont la création, selon lui, n'est plus qu'un chapitre, désormais interdit d'ingénierie.

La Machine littéraire appartient à ces spéculations en marge de l'œuvre. Il ne s'agit pas d'un essai inédit, mais de textes de circonstance, interviews, conférences, préfaces... Le coq à l'âne, qui est le lot commun de ce genre de recueil, laisse voir certaines constantes et obsessions, qui font de Calvino une des figures caractéristiques de ce demi-siècle.

De son passage par le marxisme, il a gardé, comme Barthes et à la suite de Brecht, une méfiance coriace envers tous les anthropomorphismes, et l'assignation à l'art d'un rôle pédagogique : montrer, par provocation, les mécanismes internes, souvent camouflés à dessin, des rapports humains et de l'art lui-même.

Que la littérature fonctionne comme un jeu réglé, comme une machine, il a eu l'occasion de le démontrer à propos des contes populaires, ou par similitude avec les villes. Homme de raison, et mieux reçu en France, à ce titre, que la plupart des écrivains italiens.

par Bertrand Poirot-Delpech

Ilens, Calvino croit à la fécondité des redéfinitions incessantes : ici, celles du « comique », meilleur moyen d'échapper à la nature univoque de toute expression écrite ; ou de l'« érotique », mesure de toute littérature, pour autant que celle-ci consiste toujours plus ou moins à disposer des écrans, consciemment ou inconsciemment, entre le désir et sa représentation, à se situer entre l'apologie et la honte.

Calvino renouvelle, de façon curieuse mais pénétrante, les vieilles questions d'école sur les rapports du roman avec le cinéma ou avec la politique. Les formules brillantes traduisent des cheminement lents, plutôt que des raccourcis. C'est avec le poids de l'expérience que l'auteur du *Journal d'un scrutateur* en vient à juger révolutionnaire l'usage des livres, et non les livres eux-mêmes.

A U-DELA du politique, les écrivains ex-engagés de son espèce ont acquis la conviction que la littérature n'avait pas pour mission d'assurer la survie de l'« humain » dans un monde qui l'évacue. Qu'elle demeure une des activités de l'esprit aux fonctionnements les plus complexes et aux sens les plus insaisissables lui suffit amplement.

L'application de cette conviction culmine avec ses études sur la ville chez Balzac, le spectacle chez Dickens, l'achèvement du *Roland furieux*, l'utopie chez Fourier, ou l'image de soi, telle que l'endurait avec peine son ami Barthes, à qui il fait, pour finir, les adieux les plus dignes de l'intelligence et de la pudeur du disparu.

D ÈS lors qu'on s'intéresse aux secrets de fabrique de l'écriture, et non plus seulement à son rassemblement, toute lecture devient occasion d'interrogation, de comparaisons, de hautes éclatements d'un texte par l'autre.

Témoin *Ornicar ?*, la revue du « Champ freudien » qui, soit dit en passant, doit se trouver de nouvelles raisons d'être depuis qu'a disparu l'école psychanalytique dont elle hébergeait les jeunes turcs. Un inédit de Lacan y traite de l'« érotisme », c'est-à-dire, en très gros, de ce qui fait que la « faute » survit aux religions bêtes sur elle. Au passage, Lacan suggère que les hystériques sont des « théoriciens admirables ». Même si on ne comprend pas très bien ce que cela veut dire, ça excite l'entendement, ça lie entre la hantise de la conférence en pensée et dans un corps, fût-ce la cohérence de l'erreur assénée et de la maladie imaginaire.

Autre étrangement à glaner et à morceler, lecture faisant l'abus, par Lacan, de génitifs ou d'intransitifs fautive et jamais éclaircis. Exemples : « Un événement se classe d'ajouter un nom » ; « une difficulté qui s'engendre » ; « un retard à comprendre dont se définit l'ombre heureuse » ; « l'interprétation ne veut qu'à faire apparaître la faille ». Le flou qui résulte de ces contorsions, et dont les épones se régalent, on aimerait que quelque linguiste, pour parler lacanien, s'y colle.

Au fait, l'axiome de base du lacanisme : « l'inconscient est structuré comme un langage » souffre-t-il d'être retourné ? Autrement dit : le langage est-il structuré comme un inconscient ? Si oui, que de lapsus à visiter, dans les manies du jour ! Les tribuns et leur faire-valoir ne répèteraient pas sans cesse « c'est vrai que » et « c'est tout à fait clair », s'ils n'étaient convaincus que ce qu'ils disent n'est ni vrai ni clair.

J'AI surpris un dernier secret de fabrique dans la *Revue d'histoire littéraire de la France*, à propos de Giraudoux et de Proust.

Après avoir comptabilisé mots et expressions chez ces deux auteurs très différents, M. Etienne Brunet observe qu'ils ont au moins évolué dans la même sens sur un point précis : tous deux ont glissé de la nature vers l'homme, d'un univers poétique vers des préoccupations morales ; le sourire a cédé la place à plus de gravité, et le concret à l'abstrait.

Cette évolution, déjà constatée chez Corneille, Chateaubriand ou Zola, traduit-elle une loi naturelle, un effet de l'âge, le besoin, après avoir appris à posséder le monde, de s'en dessaisir au profit de l'idée, réputée durable ? Tout écrivain et tout homme s'acheminant-ils vers plus d'abstractions, lesquelles seraient à regarder comme des excroissances, comme autant de tavelures sur le dos des maîtres ?

Cela rendrait compte d'une évidence ancienne et maussade, du temps des guerres et des causes : les vieux en vivent, les jeunes en meurent.

* LA MACHINE LITTÉRAIRE, d'Italo Calvino. Seuil, 256 pages, 79 F.
* ORNICAR ? Printemps 84. Diffusion Seuil, 164 pages, 50 F.
* REVUE D'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE, septembre-décembre 1983. A. Colin, 120 F.

LES RENDEZ-VOUS DE L'HIVER

Romans et récits :

une escouade d'auteurs confirmés

COMME souvent, au rendez-vous du premier trimestre de l'année, on trouve nombre d'auteurs qui n'ont pas besoin des prix littéraires pour se faire connaître, ou qui ont déjà reçu tant de distinctions qu'ils ne peuvent guère en attendre de nouvelles. Ainsi, en janvier, paraîtra un nouveau roman d'Henri Troyat, *Marie Karpovna* (Flammarion) et un de Claude Mauriac, *Zabé* (Gallimard). Daniel Boulanger publiera un recueil de nouvelles, *Les Jeux du tour de ville* (Gallimard). On trouvera aussi la *Colline des solitudes*, de Pierre-Jakez Hélias (Julliard), le *Kiosque à musique*, de Louis Nucera, les *Quartiers d'été*, d'André Sté, les *Petites Espagnes*, de Jean-Pierre Chabrol et Claude Marti (ces trois ouvrages chez Grasset), le *Passé infini*, de Flora Groult (Flammarion), deux récits de Pierre Guyotat, *Le Livre* (Gallimard), et *Vivre* (Denoël) ; un recueil de nouvelles de Julien Green, *Histoires de vertige* (Le Seuil), qui redonne aussi *Mont-Cindre*, du même auteur et le *Journal intime* de Roland Topor : *L'âme est un vaste pays* (Grasset).

En février, Albin Michel proposera le nouveau roman de Robert Sabatier dont on ignore encore le titre mais qui devrait surprendre tant il est différent de ce qu'on a l'habitude de lire sous la signature de cet auteur. René Barjavel donnera à lire l'*Enchanteur* (Denoël), Jean-Louis Carrière, le *Mauvais* (Grasset).

Choix (Flammarion), Jean Farniot, *Saint-Judas* (Grasset), Michel Déon, *Je vous écrit d'Italie* (Gallimard), Jean Cayrol, *Qui suis-je ?* suivi d'*Une mémoire toute fraîche*, un recueil de récits (Le Seuil) et Patrick Grainville, *La Caverne céleste* (chez le même éditeur). Enfin au mois de mars paraîtra un nouveau Robert Escarpit, *Le Voyage d'Hazebrouck* (Flammarion).

Les premiers mois de 1984 permettront aussi de retrouver des auteurs confirmés mais discrets, voire secrets, comme Edmond Jabès — qui publiera en février un nouveau récit : *Le Livre du dialogue* (Gallimard), — et Jean Demelieu — qui racontera dans le *Métro du bout du monde* comment une rame de métro décide un jour de suivre sa route sans plus se soucier des rails ni des stations (Balland, « L'Instant romanesque »).

Parmi les autres écrivains qui ont déjà un public, Alain Gerber revient en janvier avec *Les Jours de vin et de roses* — un recueil de nouvelles — ainsi que Michel Peyramaure avec *Les Portes de Gergovie* (tous deux chez Laffont). En février, Bernard Thomas, journaliste au *Canard enchaîné*, publiera les *Ritards du soleil* (Balland), Alexis Locaye, le *Motif et le Diable* (Fayard) et Lella Sebban le *Chinois vers d'Afrique* (Stock). Irène Frain, auteur du best-seller *Le Nabab*, essaiera de confirmer son succès avec *Moderne* (Grasset).

En février sortira le *Fleuve rouge*, de Robert Macquay, et *Mort d'un journal*, de P.S. Goidard (tous deux chez Ramsay), les *Contre-temps*, d'Elisabeth Jacquet (Stock). En mars paraîtra chez le jeune éditeur Bernard Bataillon le *Passage de Lesbos*, de Michel Field. Ce même mois, Calmann-Lévy mettra beaucoup d'espoirs dans la *Vie extraordinaire de Rafael Ariagade*, biographie imaginaire d'un peintre, le premier roman de Françoise Rullier, une jeune femme de trente ans, enseignante à Bangkok, au Mali.

Essais : cris d'alarme

1984 ressemblera-t-elle à 1984 ? A en juger par quelques-uns des titres qui nous attendent, nous sommes bien à la veille d'une année terrible. Tandis que Georges Siffert donne le *Tocin* (Grasset) et que Jean-Marie Domenach lance un cri d'alarme à la gauche dans sa *Lettre à mes ennemis de classe* (Seuil), René Dumont confirme, à propos de la Chine, son triste diagnostic : *Pins les lendemains qui chantent* (Seuil) et Cornelius Castoriadis poursuit son essai sur le monde de la guerre (Fayard) Maurice T. Machino, qui nous avait fait savoir que nos enfants ne l'intéressaient plus, enfonce le clou avec *Voulez-vous*.

vraiment des enfants idiots ? (Hachette) et Michel Julliard crie au *Massacre des innocents*, en posant cette question accusatrice : *France, que fais-tu de ta jeunesse ?* (Pion). Interrogation qui, pour Didier Maupas, du Club de l'Ecologie, se transforme en certitude avec *l'Ecole en accusation* (Albin Michel).

S'il a résisté à tous ses coups de gneule, le lecteur pourra s'autoriser un peu de vrai plaisir avec les « bons morceaux » de ce premier trimestre 1984 : d'une part, les deux livres de Georges Dumézil la *Courtoisie* et les *Seigneurs colorés et autres essais*, où l'auteur poursuit sa réflexion sur les mythes, *le Moyen âge et ses idées*, de Jean Varenne, inspiré de Nostradamus (Gallimard), d'autre part, la suite de l'*Histoire de la sexualité* de Michel Foucault, *L'Usage des plaisirs* (tome II) et le *Souci de soi* (tome III), chez Gallimard également.

On attend aussi avec intérêt de découvrir les réflexions de certains auteurs sur leur propre système de pensée ou sur leur expérience politique. Citons Jacques Attali avec *la Figure de l'État* (Fayard), Jean-François Lyotard avec *le Différend* (Minuit), Max Gallo avec *la Troisième Alliance. Pour un nouvel individualisme* (Fayard) et Régis Debray avec *la Puissance et les Réves* (Gallimard).

L'histoire sera encore un domaine particulièrement riche en publications, notamment l'histoire religieuse avec *l'Eglise et les ouvriers en France (1840-1940)* de Pierre Pietras (Hachette), le *Corps et l'Âme. La vie des religieux au dix-neuvième siècle*, d'Odile Arnold (Seuil), une histoire des *Jésuites* d'Alain Woodrow (Laffont) et un monumental *Dictionnaire des religions* aux Presses universitaires de France. Parmi les nombreuses biographies historiques annoncées, mentionnons celles de Vercingétorix par Jacques Harmand (Fayard), de Guillaume le Conquérant par Michel de Boüard (Fayard), de Tocqueville par André Jardin (Hachette), de Bismarck par Lothar Gall (Fayard) et de Pékin par l'historien américain Herbert Lotman.

Pour les biographies littéraires, on attend celles de *Blaise Cendrars* par sa fille Miriam (Balland) et de *Gombrowicz* par son fils, le *Stendhal* de Jacques Laurent (Grasset), et le *Chardonne* de Ginette Guittard-Anvite (Olivier Orban).

Quand les présidents prennent la plume

DEUX anciens présidents des Etats-Unis ont profité de leurs loisirs pour prendre la plume : Richard Nixon, qui fait dans *Les années de feu*, une série de portraits de ceux qui ont changé le monde, et Jimmy Carter, qui a commencé la rédaction de ses *Mémoires* (tous deux chez Pion).

Un autre homme politique se penche sur son passé : Michel Debré, qui sort le premier tome de ses *Mémoires* (Albin Michel). Impartial, le même éditeur accueille les confessions d'un homme qui s'oppose violemment à l'ancien premier ministre. Il s'agit du général Jouhaud, qui revient sur la guerre d'Algérie dans *Sarons-nous enfin compris ?*

On attend aussi avec intérêt de découvrir les réflexions de certains auteurs sur leur propre système de pensée ou sur leur expérience politique. Citons Jacques Attali avec *la Figure de l'État* (Fayard), Jean-François Lyotard avec *le Différend* (Minuit), Max Gallo avec *la Troisième Alliance. Pour un nouvel individualisme* (Fayard) et Régis Debray avec *la Puissance et les Réves* (Gallimard).

L'histoire sera encore un domaine particulièrement riche en publications, notamment l'histoire religieuse avec *l'Eglise et les ouvriers en France (1840-1940)* de Pierre Pietras (Hachette), le *Corps et l'Âme. La vie des religieux au dix-neuvième siècle*, d'Odile Arnold (Seuil), une histoire des *Jésuites* d'Alain Woodrow (Laffont) et un monumental *Dictionnaire des religions* aux Presses universitaires de France. Parmi les nombreuses biographies historiques annoncées, mentionnons celles de Vercingétorix par Jacques Harmand (Fayard), de Guillaume le Conquérant par Michel de Boüard (Fayard), de Tocqueville par André Jardin (Hachette), de Bismarck par Lothar Gall (Fayard) et de Pékin par l'historien américain Herbert Lotman.

Traductions : de Kundera à Lezama Lima

L'ANNÉE débute sur les chapeaux de roues en ce qui concerne les traductions, et janvier s'annonce avec un nombre respectable de bons auteurs reconnus (et attendus).

Chez Gallimard, on parle beaucoup du nouveau roman de Milan Kundera, *l'Insoutenable Légèreté de l'être*, une histoire d'amour entre deux âmes, entre Prague et ailleurs, qui traite aussi de l'idée mystérieuse de l'éternel retour (traduit du tchèque par François Kérel). On annonce aussi *Cinq ans modernes*, de Yukio Mishima (dans une nouvelle traduction de Marguerite Yourcenar) ; deux textes de Pier Paolo Pasolini : *Amado Mio* et *Actes impurs* ; une pièce de Carlos Fuentes (*Orchidées au clair de lune*), et une traduction nouvelle de Frédéric prince de Hombourg, de Kleist, par Henri Thomas. Plus tard, en février, un texte de Jünger : *Soixante-dix effaces*, et la suite de l'œuvre autobiographique de l'Autrichien Thomas Bernhard, *le Froide*.

Chez Albin Michel, on se réjouit de retrouver John Fowles, l'auteur de *Sarah et le lieutenant français*, avec *Manitissa*, un récit fantastico-pornographique sur la guerre des sexes, qui s'en prend aux amonèges dites libérées ; et l'on découvrira le second roman d'un jeune Soviétique (émigré), Zinovik, qui, dans *Service russe*, raconte les aventures d'un petit homme paumé, passé à l'Ouest à la faveur d'une croisière.

En février-mars, on annonce un essai de Doris Lessing, *les Chats en particulier*, un texte de Gershon Scholem, *De Berlin à Jérusalem*, la découverte d'un salmudiste remarquable, Ceremelli, avec le *Silence du corps* (postface de Cliona), un roman de James Purdy, *les Inconnus* ; et l'on attend le dernier livre en cours de traduction d'André Sinivski, *Bonne nuit*.

Chez Fayard, on met le cap sur l'Albanie avec une importante *Anthologie de la prose albanaise*, présentée par Ismail Kadare et, du même, un roman, *la Niche de la honte*, évocation de la lutte d'Ali Pacha de Tépélène contre l'empire ottoman. Plus tard, en mars, un roman d'Edouard Kouznetsov.

Chez Belfond, Manuel Scorza ne verra pas son dernier livre, *le Tombeau de l'éclair* (voir l'interview dans le *Monde* du 16 décembre). Chez Christian Bourgois, Benoîte Groult a traduit dix-sept nouvelles de Dorothy Parker : *la Vie à deux*. Flammarion annonce, pour le 18 janvier, la parution du *Journal de Paris et d'ailleurs*, de l'Anglais David Gascoyne ; Grasset publie *Factotum*, de l'Américain Charles Bukowski. Hachette présente, en mars, le premier roman policier de Virgil Tanase : *Cette mort qui va et revient*.

Stock, le spécialiste de littérature étrangère, publie *Yoshe le Jou*, d'Israel Joshua Singer, le frère du

Le Seuil commence l'année avec cinq nouvelles du Cubain José Lezama Lima — écrites entre 1936 et 1946 : *le Jeu des déceptions*, et avec un essai dans lequel Italo Calvino s'interroge sur la littérature : *la Machine à écrire*.

Chez les jeunes éditeurs, citons pélo-mèle : *la Cinquième Reine*, un roman historique de l'Américain Ford Madox Ford (Acropole) ; *Témoin oculaire*, un journal sur l'année 1949, le premier livre « anti-socialiste » de Tchekoslavaque écrit par un artiste célèbre pour ses tableaux-collages, Jiri Kolar, et un court roman du poète portugais Fernando Pessoa, *le Banquier anachiste* (Editions de la Différence) ; une édition de *Poèmes 1934-1982* de Czeslaw Milosz (Lunaire-Asco) ; enfin, chez Actes-Sud, Hubert Nyssen le Méridional public, en janvier, un livre de l'Argentin Haroldo Comi, *la Ballade du peuplier carolin*, une pièce de théâtre de Stig Dagerman, *le Condamné à mort*, et la pièce de Vassili Axionov que va créer en février Antoine Vitez à Chaillot : *le Héron*.

N. Z.

AUJOURD'HUI, 1984 :

Le novlangue, langue officielle

DANS le roman 1984, le novlangue est la langue officielle de l'Océania. Depuis toujours, les auteurs d'utopies ont rêvé d'une langue nouvelle pour une humanité meilleure. George Orwell ne fut pas le premier. L'auteur de 1984 a pourtant un mérite particulier : il a créé son novlangue à partir d'éléments empruntés aux langues apparues respectivement en 1917 et en 1933, en Union soviétique et en Allemagne. Dès 1948, date à laquelle il écrit son roman, Orwell est fermement convaincu qu'un système totalitaire ne peut exister sans une langue totalitaire. Cette découverte qu'il juge importante pour l'écriture qu'il ajoute à son roman un appendice intitulé : *les Principes du novlangue*.

L'avènement tout proche de « l'année Orwell » suscite de nombreuses polémiques quant au talent prophétique de l'écrivain : l'année 1984 ressemble-t-elle à 1984 ? Le vision de l'auteur correspond-elle à la réalité d'aujourd'hui ? Une chose est sûre : le novlangue est, actuellement, non seulement la langue officielle d'un bon tiers de l'humanité, mais il gagne du terrain, se répand peu à peu dans le reste du monde. Les Français, ces derniers temps, ont commencé de l'appeler « langue de bois », expression traduite du polonais dans les années 50. Le terme de « langue soviétique » nous paraît encore plus commode. Pour Orwell, c'était le « novlangue » : la nouvelle langue. Une comparaison entre les *Principes du novlangue* et la « langue soviétique » en action, permet de mettre en évidence les grandes caractéristiques de cette arme suprême du totalitarisme.

socialiste, est de développer et de perfectionner, dans la direction voulue, la conscience de chacun de ses membres » (1). Les choses deviennent encore plus claires lorsqu'on nous annonce que la langue soviétique permet à l'homme de se rendre compte que « sa place optimale est d'être une infime cellule au sein de l'organisme social » (2).

Les hiérarchies du lexique

Dans son analyse des « principes du novlangue », Orwell rappelle inlassablement que la nouvelle langue « se construit », qu'elle s'édifie peu à peu, de façon organisée, systématique, entièrement dirigée. L'auteur décrit, avec une stupéfiante précision, la technique employée pour substituer le « novlangue » à l'« ancienlangue ». Cela commence par un contrôle du lexique, une nationalisation du Verbe. Alain Besançon qualifie les systèmes totalitaires de « logocentrisme », dans lesquelles le pouvoir est « au bout de la langue ». Les pratiques soviétiques sont une brillante démonstration de l'importance accordée au lexique, au Verbe. En novembre 1982, Iouri Andropov est élu secrétaire général. Dès mars 1983, on achève la nouvelle édition du *Petit Dictionnaire politique*, où les citations d'Andropov ont remplacé celles de Brejnev. Le *Dictionnaire* paraît en mai, éclatante confirmation de la grande prérogative du Guide : le pouvoir sur le mot, le droit de nommer l'ennemi.

Ne donner qu'une bonne réponse

En Océania, le novlangue comprend trois « vocabulaires » distincts : le vocabulaire « A » pour les mots nécessaires à la vie de tous les jours, « B » pour les mots de la vie politique et sociale (« destinés à imposer l'attitude mentale voulue à la personne qui les emploie »), « C » pour les termes scientifiques et techniques.

La encore, les spécialistes soviétiques du langage ne font que confirmer la justesse des prévisions d'Orwell. Ces dernières années, en

Orwell décrit un certain nombre de procédés permettant de « façonner » la langue. Ainsi le lexique se voit-il constamment renouvelé : on supprime les mots inutiles, on ne garde que l'indispensable ; le sens des mots est modifié à l'aide d'adjectifs (on introduit la notion d'« assassinat réel », notion soviétique, à la différence de l'« assassinat bourgeois » ; l'autogestion anarcho-syndicaliste, on substitue la véritable autogestion socialiste).

Big Brother et les

littéraire, s'approché le système international de celui qu'avait décrit Orwell. Pour lui, l'équilibre entre les grandes puissances ne laissait le champ libre aux affrontements de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Afrique équatoriale et du Moyen-Orient. Remplaçons l'Inde par l'Afghanistan et l'Indonésie par le Cambodge et notre entrée dans 1984 redevient familière. Dans une autre vision fulgurante, Orwell avait prévu la transformation du régime en cette « stratocratie » que Costoradié devait décrire trente ans plus tard. Comme alors, la raison d'être du système est une course aux armements entreprise dans un rêve de conquête mondiale à laquelle chacun doit croire sans qu'elle ait lieu jamais.

maintien des inégalités, donc à la perpétuation du système. On pourrait même le croire quand il affirmait vouloir à la fois les armements et un meilleur niveau de vie. Mais leur économie, elle, ne peut pas faire de « doublepensée », et elle a bien pris le chemin décrit par Orwell.

Mais cette course est aussi nécessaire pour « faire tourner les roues de l'industrie sans accroître la richesse du monde ». Sans doute les dirigeants soviétiques ne disent-ils pas que la pénurie des biens de consommation est nécessaire au

La seule nuance est que le monde est parvenu par des voies quelque peu différentes à l'état de guerre ni paix, plus exactement de guerres non décisives, prévu par le philosophe. Ecrivain en tout début de l'ère atomique, Orwell reconnaissait que les puissances détenaient déjà avec la bombe « une arme beaucoup plus puissante que celle que leurs recherches actuelles sont susceptibles de découvrir ». Il notait aussi que le résultat était de transformer les guerres modernes en une affaire engageant « un petit nombre de spécialistes très entraînés ». Mais, vivait dans une Europe ravagée et qu'il imaginait au bord d'une nouvelle guerre, l'écrivain ne pensait pas que l'arme nucléaire pût empêcher les conflits.

De la « doublepensée » à la « stratocratie »

Il y a quelques années, le sculpteur soviétique immigré Ernest Neizvesty avait fait une description amusante des fonctionnaires qui sortent chaque soir de l'immeuble du comité central, à Moscou, que l'on peut considérer comme le ministère de la vérité des temps modernes. Il distinguait entre les « rouges », les chefs au visage compassé qui décident de tout et « ne se trompent jamais », et les « verts », les pâles copistes servant de « référents » ou d'experts, les seuls qui travaillent mais dont l'œuvre nourrit les rouges inutiles de l'Etat. On avait là, très exactement, le système d'Orwell avec son « parti intérieur » et son « parti extérieur », avec cette différence que, dans 1984, le parti extérieur compose déjà près de 80 % de la population, les « prolétaires », 15 % seulement.

En même temps, la montée en puissance de l'U.R.S.S. sur le plan

Repères

A l'occasion de 1984, date mythique, un certain nombre d'ouvrages ont été publiés en français (alors qu'à l'étranger, la bibliographie sur Orwell est immense).

Citons cependant : — La *Biographie* de George Orwell, par Bernard Crick (Balland, 1982). — Une étude partielle, mais stimulante, par un diplomate, le *Route de 1984*, de M. Jean-Daniel Jurgensen (voir le *Monde* du 12 août 1983). — Un numéro spécial de la revue *le Genre humain*. — Le numéro de décembre du *Magazine littéraire*. — Une lecture psychopolitique d'Orwell : *1984 ou le Règne de l'ambivalence*, par François

Brune, qui paraît ces jours-ci à la Librairie Minard (160 p., 60 F.). — 1985, de György Dalos. Un récit historique qui commence en 1985, après la mort de Big Brother (la découverte, Maspéro, 156 p., 48 F.).

Gallimard vient de rééditer 1984 dans la collection Blanche, traduction d'Amélie Aubert (376 p., 89 F.) et en édition Folio (24 F.).

Signalons en outre qu'un important colloque, organisé par la Fondation européenne des sciences et de la culture et le Conseil de l'Europe, se tiendra à Strasbourg les 2, 3 et 4 avril prochain sous le titre : « Sommes-nous bien en 1984 ? » (Renseignements, 18, avenue du Président-Wilson, 75118 Paris, tél. : 720-57-77).

1550 00 1150

ORWELL FUT-IL UN PROPHÈTE ?

d'un tiers de l'humanité

On pourrait multiplier les exemples. Le novlangue est bâti de manière à ne donner toujours qu'une bonne réponse, une seule solution. Les célèbres formules de Lénine - c'est l'un ou l'autre, blanc ou noir, il n'y a pas de troisième solution - déterminent la structure du novlangue. Orwell indique que le novlangue ne permet pas, en fait, sinon à un niveau extrêmement primaire, d'exprimer une pensée non orthodoxe. Une anecdote polonaise illustre parfaitement cette particularité du novlangue. On demande à un ordinateur d'expliquer pourquoi on ne trouve pas de viande dans le pays. Mais l'ordinateur polonais refuse de répondre, le mot « viande » n'existant pas dans son programme. On pose la même question à un ordinateur américain, qui reste muet lui aussi, le verbe « trouver » n'existant pas dans son programme. L'ordinateur soviétique, il ignore purement et simplement le mot « pourquoi ».

Lorsqu'il écrivait son roman, en 1948, Orwell évoquait l'avenir : « Un pouvoir prévoyant qu'avec le temps les caractéristiques spéciales du novlangue deviendraient de plus en plus prononcées, le nombre des mots diminuerait de plus en plus, le sens serait de plus en plus rigide, et la possibilité d'une impropriété de termes diminuerait considérablement. » Dans l'U.R.S.S. de 1982, nous dit un lin-

guiste soviétique, « les points de vue étalons, précis, organisés, se réalisent, leur intégrité, de manière organisée et méthodique, dans le matériel de la vie, par le discours, lui aussi préalablement organisé et méthodiquement organisé » (4). Tout est prévu, pensé, archi-organisé, dans « cet ensemble de points de vue étalons » qui règne en maître sur tous les domaines de la vie. Chacun « l'utilisation qui est faite de ces points de vue étalons » dans la vie politique. Par ailleurs, les phrases ci-dessus, extraites des ouvrages de linguistes soviétiques, montrent bien qu'ils dominent aussi le langage scientifique. Ils s'imposent également les domaines les plus intimes de la vie. Un psychologue soviétique, V. Tchekov, indique, dans un livre intitulé *L'Amour, que l'instinct sexuel, selon Marx, est humanisé par le travail et le combat menés en commun par l'homme et la femme*. L'auteur s'exclame : « Mais ne demandez que aimer ! Je vous répondrai : aimer nos compagnons de lutte ! »

La logocratie se maintient grâce à la parole, à l'appareil répressif qui contrôle ceux qui posent des questions, mais en doute la sagesse de l'ensemble des points de vue étalons. André Amalrik fut ainsi condamné à une nouvelle peine de camp, pour avoir « pré-

tendu colonieusement » tel l'acte d'expression était l'U.R.S.S. ». En mettant en lumière le caractère idéologique du novlangue, Orwell en découvre aussi le caractère universel. L'auteur de 1984 connaît les langues construites, peu à peu, en Union soviétique et dans l'Allemagne nazie. Et, cependant, c'est l'anglais marxiste, dans la langue des partis de gauche européens, qu'il trouve les sources dont il a besoin.

La contagion

L'histoire de ces dernières décennies a prouvé combien le novlangue - moyen magique de transformer la réalité - était contagieux. Les assassins d'Aldo Moro laissent près de son corps un « communiqué », proclamant qu'ils ont accompli le « plus grand acte d'humanité possible dans cette société de classes ». L'intervention de l'armée soviétique en Afghanistan devient un juste combat contre le « droit de culte ». Enfin, il suffit de qualifier le « progressiste » l'une des parties en guerre au Liban pour que l'autre devienne automatiquement « réactionnaire ».

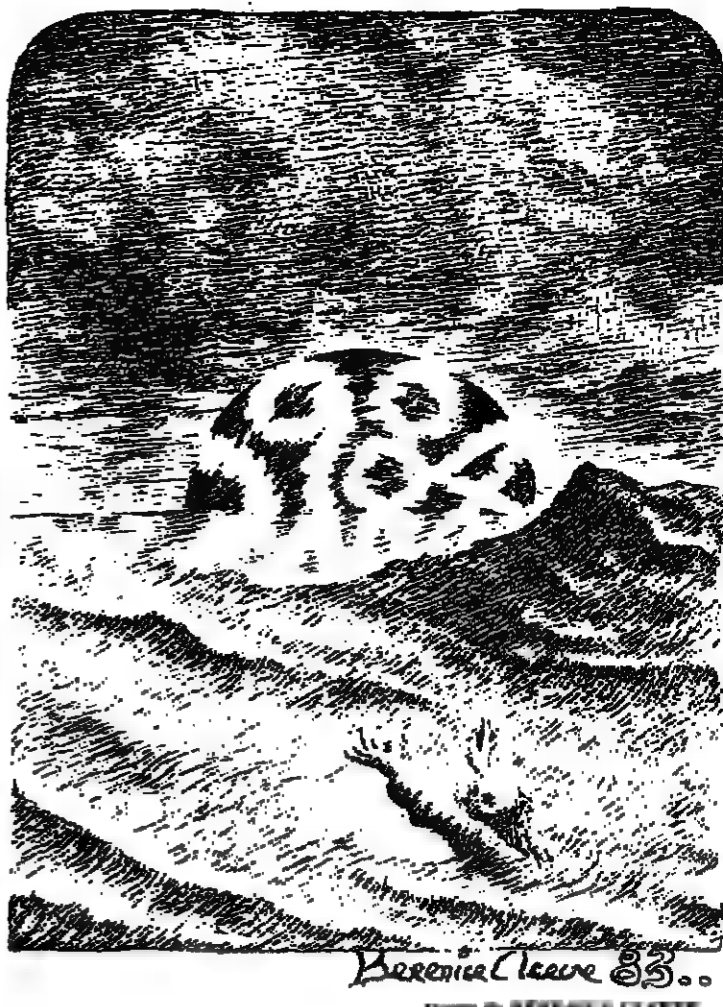
La propagation du novlangue dans le monde entier est un des buts de la politique soviétique. Cette mission, avant tout, sur les « représentants des forces progressistes » exerçant leur influence dans la presse, à la radio et à la télévision. Les linguistes soviétiques font d'ailleurs remarquer que « les traits inhérents à la langue socialiste se retrouvent dans la presse progressiste du monde capitaliste » (5).

Le novlangue se trouve à la fois du côté des linguistes et des techniques permettant de créer et de renforcer, dans la population, les stéréotypes indispensables. L'apparition du novlangue nous contrôle absolu du lexique et des mots. George Orwell envisage cependant une « réaction » à l'« ancilingue » : pour la valence,

il est nécessaire de récrire l'histoire, de censurer très soigneusement la vieille littérature (le meilleur moyen est de la traduire en novlangue), d'empêcher les « étrangers », d'extérieurs, de pénétrer dans la sphère du novlangue, de lutter impitoyablement contre ses ennemis. Alors, la nouvelle langue triomphera. La Colonne pénitentiaire de Franz Kafka est une parabole géniale du novlangue. La colonne pénitentiaire se connaît qu'une machine de chiffrement : une machine spéciale grave la sentence sur le corps du condamné. Le dictionnaire n'est pas l'apprentissage officiellement. Il ne s'apprend qu'au bout de six heures de pénitence ininterrompue : « il déchiffre l'inscription avec ses plaies ».

L'action du novlangue de G. Orwell se situe en 1984. L'auteur indique que le novlangue ne pas encore totalement remplacé l'« ancilingue ». Le travail ne s'achèvera qu'aux alentours de l'an 2050, quand le « langage critique » pour reprendre l'expression de Kafka, l'instinct de la connaissance, « sa chair », de ce qu'il attend, fixe l'avènement du paradis en 2050. Il est donc soixante-six ans : l'âge de l'Union soviétique. Orwell nous a transmis un autre message : 1984 n'est qu'un « moment critique ».

MICHEL HELLER, Auteur, *Alexandre Levasseur*, l'Utopie du pouvoir, Calmann-Lévy 1982.



Six règles pour penser clairement

DANS un roman de 1948 intitulé *1984*, George Orwell a écrit : « Les mots sont les outils du langage politique et journalistique ; et le langage de notre langue nous fait plus facilement penser de façon imbécile », écrivait-il. « Si l'on se laisse aller à ces habitudes on peut penser plus clairement, et penser clairement est un premier pas vers une régénération politique ».

Pour un meilleur usage de la langue, l'auteur énonce un certain nombre de lois. Il écrit :

« Je pense que les règles suivantes couvrent la plupart des cas :

1) Ne jamais utiliser une métaphore, une comparaison ou une

figure du discours qu'on a l'habitude de voir imprimée.

2) Ne pas utiliser un mot long quand un court suffit.

3) Si l'on est possible d'éliminer un mot sans nuire au sens, toujours le supprimer.

4) Ne pas utiliser le passé quand on peut utiliser l'actif.

5) Ne jamais utiliser une expression étrangère, un mot scientifique ou un terme de jargon si on peut trouver un équivalent dans l'anglais de tous les jours.

6) Ne pas tenir compte de ces règles dès qu'on risque de dire quelque chose de barbare. »

(1) Vient de paraître en fascicule comme supplément à *l'Instituteur* sociale, n° 7, 4 trimestre 1983, S.S. 243, 75564 Paris Cedex 12, 10 F.

relations internationales

Pour lui, une guerre atomique générale s'est déroulée pendant une bonne partie des années 60. Dans son roman, les trois puissances continuent à produire des bombes atomiques et à s'engager en utilisant une technologie qu'elles ont toutes développée et produite tôt ou tard. On ne s'en sort pratiquement pas, mais la présence de bombes à leur disposition de s'affronter à la périphérie ni de bombarder réciproquement leurs capitales : des « bombes-fusées » lancées périodiquement sur Londres. Il leur cela pour inspirer aux masses une terreur salutaire, pour entretenir la nécessité d'une « coopération appropriée » à l'« état de guerre ».

Une dissuasion plus étanche

Aujourd'hui la dissuasion s'est enrichie plus d'un tiers que ce qu'envisageait Orwell. Les grandes puissances ne se font pas la guerre directement, mais le résultat est le même. Les États ne peuvent se détruire par la conquête ou la victoire sont impossibles. Du coup l'humanité s'est en partie figée, les régimes régressifs et totalitaires sont devenus des autocraties illimitées, le parti « invincible » peut faire ce qu'il veut, toujours et sera toujours le même. Pour ces

régimes, la tension remplace les effusions de sang, d'illusions, d'émotions. Orwell, mais la politique est bien la poursuite de la guerre par d'autres moyens. Si l'impérialisme américain n'avait pas, il aurait fallu l'inventer. Ce ne sont pas les dirigeants soviétiques, mais les flèches aujourd'hui contre le « belliciste » Reagan, qui le démontrent : avaient-ils été plus indulgents, leur presse avait-elle été moins critique, pour les États-Unis de Jimmy Carter ?

La seule grande différence entre la 1984 d'Orwell et le nôtre avait été, celle-là, voulue par l'écriture. Alors que l'U.R.S.S. et la Chine sont bien l'« Est » et l'« Est », ces deux puissances totalitaires, dont Orwell, seul à son époque, avait prévu les conflits, l'Océanie, c'est-à-dire le monde anglo-saxon et son système d'Europe occidentale, n'a toujours pas été gagnée par le totalitarisme. De là la différence fondamentale entre le triangle de l'« Est », les trois pôles ne joue pas le jeu de l'isolement, du non-contact avec l'« étranger » ; bien au contraire il est le contre-pôle naturel et répand le message de la libre pensée au royaume de Big Brother, jusque dans son « parti intérieur ».

Enfin, ce pôle entre-tient l'innovation technique et scientifique ainsi que, malgré la régression économique, le développement économique, les

choses qui s'arrêtent dans le monde réel. Pour lui-même, il rappelle aux réalités du Big Brother actuels, lesquels, sans cet aiguillon, seraient sans aucun doute bien davantage encore immobilisés les faits et immobilisés l'histoire.

Dans une autre vision saisissante, Orwell voyait l'efficacité militaire le seul test par lequel les sociétés totalitaires, dans un monde où s'affrontent d'autres types de régime, sont confrontées à la « réalité physique ». La seule mesure de la « force » de deux fous quatre, les faits ne peuvent être ignorés, comme ils le sont pour ce qui touche à la réalité civile ou à la production courante. Ils font aujourd'hui l'Eurasie de M. Andropov peut malmenier à son gré son économie, faire dire ce qu'il veut à ses statistiques, l'armée rouge seule ne peut tricher puisqu'elle lui face au « monde ».

Que ce monde passe sous le joug d'un autre Big Brother, que ce dernier mette sa ligne de plus grande pente en s'occupant d'« autres » choses de se perpétuer au pouvoir, et le monde décollerait sans les messages de l'« Est » orwellien, sans un message de régression générale. C'est la prédiction que Orwell aujourd'hui émettait en qu'Orwell avait voulu : un avertissement.

MICHEL TATU.

L'horreur de la politique

(Suite de la page 9.)

« Quand Orwell écrivait 1984, la littérature ne pouvait imaginer que le dernier de ses soucis » a écrit Irving Berlin dans un roman par ailleurs très stimulant (10). Mais mesurons nous aujourd'hui comment cette observation est erronée. Il est vrai que, d'un point de vue artistique, 1984 présente certaines faiblesses et que l'on ne possède la perfection d'Animal Farm ; ces défauts mineurs peuvent probablement s'expliquer tant par l'envie que par l'ambivalence de l'ouvrage que par les conditions physiques et mentales dans lesquelles Orwell écrivait. En tout cas, une chose est certaine : ses propres mémoires en font foi, - ici comme ailleurs, la littérature fut toujours le premier des arts. Cette conviction ne nous mène en question la gravité de son propos, au contraire, puisque, comme on l'a vu plus haut, l'art est l'ennemi du vrai.

Ses intentions artistiques de critique témoignent de la sûreté, de l'étendue et de la justesse de son jugement littéraire. Non seulement il réussit à parler de l'« Est » de classiques comme Swift ou Shakespeare, Dickens ou Conrad, mais il est capable d'appréhender en profondeur ceux de ses contemporains qui par ailleurs lui sont les plus étrangers par le tempérament et les idées, comme D.H. Lawrence, Evelyn Waugh ou T.S. Eliot ; il s'agit d'écrire la qualité d'un inconnu comme Julien Green, il s'agit d'écrire avec chaleur un auteur comme Henry Miller ; il s'agit d'expliquer James Joyce à une époque où celui-ci était presque largement méconnu et incompris.

« Sa passion pour la littérature était donc singulièrement pressante, mais en qui se plus remarquable », c'est l'usage judicieux qu'il s'est assigné, cette littérature devait servir aussi la plus grande force. Ceci apparaît particulièrement évident si l'on considère un ouvrage de comparaison en deux fois injuste : d'abord, quel écrivain de notre temps, si talentueux soit-il, pourrait-il valoir le dommage d'un rapprochement avec Orwell ? Ensuite, pareil rapprochement finit par précéder la lecture de 1984 d'Orwell ; le principal titre d'Orwell d'Orwell ; une incomparable intelligence du langage qui menace l'ensemble de la civilisation dans la mesure où elle est devenue la langue de la civilisation. En U.R.S.S., en Chine, dans toute l'Europe de l'Est, les locuteurs classiques d'Orwell n'ont pas fini de s'émerveiller de la stupéfiante présence de la langue qu'il avait créée jusque dans les moindres détails d'un phénomène politique que certains de nos dirigeants n'ont même pas commencé à comprendre. Alexandre Nekrich ne fait que résumer une opinion unanime lorsqu'il écrit : « George Orwell fut peut-être le seul auteur occidental à avoir compris la nature profonde du monde soviétique », « on pourrait citer d'innombrables témoignages semblables en provenance de

raison » (11). Orwell a peut-être lui-même une expérience orwellienne ; ce sujet, un jour qu'il évoquait ses écrivains favoris : « Les écrivains qui me inspirent le plus à cœur et que je ne me lasse jamais de relire sont Shakespeare, Swift, Fielding, Dickens, Charles Reade, Samuel Butler, Zola, Flaubert et, parmi les modernes, James Joyce, T.S. Eliot et D.H. Lawrence. Mais je suis sûr que l'homme qui m'a influencé le plus est Somerset Maugham ; je l'admire énormément pour ce talent qu'il a de raconter une histoire de façon directe et sans ornements inutiles (12). Et effectivement, il n'avait-il pas compté que sur ses seules ressources littéraires pour affronter la postérité, ne peut se demander si son œuvre n'aurait pas fini sur le même rayage poussiéreux où nous sommes aujourd'hui les volumes de Maugham. Équipé par la langue, Orwell a écrit de la prose la plus intelligente et la plus intelligente de notre siècle ; mais finalement, il doit être étonné et étonné de la façon dont il a écrit, et de la lucidité avec laquelle il a su percevoir, analyser et décrire la menace sans précédent que le totalitarisme fait peser aujourd'hui sur l'humanité.

Orwell ou Kafka ?

Orwell n'atteint pas l'universel que l'on trouve chez les artistes majeurs, et son œuvre n'est sans doute pas promise à la durée permanente. Mais dans l'entreprise qu'il s'est assignée, cette littérature devait servir aussi la plus grande force. Ceci apparaît particulièrement évident si l'on considère un ouvrage de comparaison en deux fois injuste : d'abord, quel écrivain de notre temps, si talentueux soit-il, pourrait-il valoir le dommage d'un rapprochement avec Orwell ? Ensuite, pareil rapprochement finit par précéder la lecture de 1984 d'Orwell ; le principal titre d'Orwell d'Orwell ; une incomparable intelligence du langage qui menace l'ensemble de la civilisation dans la mesure où elle est devenue la langue de la civilisation. En U.R.S.S., en Chine, dans toute l'Europe de l'Est, les locuteurs classiques d'Orwell n'ont pas fini de s'émerveiller de la stupéfiante présence de la langue qu'il avait créée jusque dans les moindres détails d'un phénomène politique que certains de nos dirigeants n'ont même pas commencé à comprendre. Alexandre Nekrich ne fait que résumer une opinion unanime lorsqu'il écrit : « George Orwell fut peut-être le seul auteur occidental à avoir compris la nature profonde du monde soviétique », « on pourrait citer d'innombrables témoignages semblables en provenance de

l'Est » (13). En revanche, quand Alexandre Zinoviev rappelait à la lecture de Kafka (14) que la lecture de Kafka n'est pas nécessairement plus pertinente pour un Soviétique que pour un Occidental, mais les ignorants et les naïfs s'en seront étonnés.

Vivre un régime totalitaire n'est pas une expérience orwellienne ; vivre une expérience humaine est une expérience humaine. Aussi, la condition humaine étant ce qu'elle est, on peut prédire qu'au XXI^e siècle et dans les siècles qui suivront (s'il y en a), on continuera à lire Kafka, mais il faut souhaiter que l'évolution politique et la marche des événements conduisent finalement à faire d'Orwell un écrivain définitivement dépassé qu'on ne lit plus que pour satisfaire une curiosité historique. Mais en attendant, on ne peut évidemment encore loin de marquer : aujourd'hui, je ne vois pas qu'il existe un seul écrivain dont l'œuvre pourrait nous être d'un secours plus urgent et plus immédiat.

SIMON LEYS.

* Extrait de GEORGE ORWELL, *OU L'HORREUR DE LA POLITIQUE*. Essai à paraître chez Hermann. Les illustrations sont de la rédaction.

(La première partie de cette étude paraît dans *Commentaire* n° 24, Hiver 1983-1984.)

(10) Irving Howe, *Politics and the Novel*, New York, 1957, p. 241.

(11) E. M. Forster, « George Orwell », in *Two Cheers for Orwell*, Penguin 1972, p. 72. Ce petit essai de trois pages est tout à la fois critique, subtil et chaleureux. Parmi autres points, il rappelle la signification politique et la valeur éthique qu'Orwell a donné à l'usage de la langue, il s'agit d'une de ses idées les plus originales et les plus importantes (11) l'a développée plus particulièrement dans l'essai *« Language and the English Language »* (CE IV, p. 127-140) et dans l'appendice sur les principes du « Novlangue », dans 1984 : « Orwell a une position pour la pureté de la langue (...). Si la prose se dégrade, la pensée se dégrade et les formes de communication les plus précieuses se trouvent rompues. La liberté, disait-il, est la qualité de la langue, et les bureaucrates qui veulent détruire la liberté nous imposent le mal de la langue et la mal parole, et se servent d'expressions pompeuses ou confuses, à user de mots qui n'ont pas d'obligation de sens ».

(12) CE II, p. 24.

(13) M. Heller et A. Nekrich, *L'Utopie du pouvoir*, Hachette 1982. Avant que Charles Millon avait déjà souligné l'admiration avec lequel les intellectuels d'Europe de l'Est, et même des intellectuels du parti, lisent 1984 : « Mi me stupéfait de voir un écrivain qui n'a jamais vécu en Russie capable de percevoir sans tant d'écarts la réalité de la vie russe. Le fait qu'il puisse exister en Occident des écrivains à même de comprendre les mécanismes de la bizarre machine (11) ils font même partie les plonge dans l'étonnement et semble refuser toute réputation de stupidité qu'on prête généralement à l'Occident. » (C. Milosz, *The Captive Mind*, Penguin 1980, p. 42.)

(14) Le Monde, 8 juillet 1982.

TRÈS BELLE
LIBRAIRIE
LIVRES ANCIENS
6^e Avenue de la République
Appart minimum requis :
500 000 F
Écrire à Le Monde PubliCité
n° 10214, qui transmettra

Important Editeur Parisien
recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.
Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.
Conditions fixes par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 11
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.
la pensée universelle

essais

L'extravagant Robert Challe, précurseur des Lumières

● Un **dévastateur, drôle et pathétique, dénonçant la Bible, le pape et l'Eglise.**

Un écrivain tout entier, avec sa date de naissance, sa biographie, ses œuvres presque complètes, sort d'un livre de la nuit dans laquelle il était blotti. Car l'homme s'appelle Robert Challe. Il écrit entre 1700 et 1715, après que La Bruyère est

mort, avant que Le Sage et Marivaux se fassent entendre mais il n'a pas écrit. Longtemps, le Larousse orthographe son nom de travers. Pour plus d'un siècle, Challe est à demi évanoui, jusqu'au moment où des archéologues de la littérature ouvrent un chantier de fouilles, vers 1900.

Depuis, des textes montent au jour, des fragments, des Mémoires, de la philosophie. Une fois souflés, la cendre qui les enveloppe, une œuvre fraîche et belle se dévoile. Les couleurs en sont éclatantes, le pein-

ture n'est point sèche encore. En 1979, le Mercure de France publiait un superbe *Journal de voyage fait aux Indes Orientales* (1). En 1959, Frédéric Deloffre avait repris les *Indes Françaises*, un savoureux roman. Réédité aujourd'hui d'après un manuscrit inédit par F. Deloffre et Melihab Menemencioglu, le *Journal* philosophe, vous enseigne que, cinquante ans avant les Lumières, des clercs fustigeaient en France. Dès 1710, Challe annonçait l'antidémocratie de Voltaire et le déisme de Rousseau : déjà, il écrivait l'infamie, déjà il parlait comme le Vicaire savoyard.

Le *Militaire philosophe* fut publié à Londres, après la mort de Challe, en 1767. Voltaire en est ébloui. Grimm l'admire. D'Alembert le remarque. Diderot en parle à Sophie Voland, mais quant à dire l'écrit, il se tait, bonjour ! C'est presque un jeu de société que de le découvrir. On propose Saint-Hyacinthe et d'Holbach, Boulainguiers, Voltaire même, et personne ne convient. Le mystère demeure jusqu'à un jour récent où Roland Mortier applique les méthodes de la police. Il trace un portrait-robot de l'écrivain : né à Paris, en 1659, d'une famille bourgeoise, futur de philosophie, de sciences, soldat émérite et grand voyageur, connaissant les Algonquins, les Iroquois, les Hottentots, les Siamois, les Lapons, dix autres peuples, inhumé à Chartres en 1721. Armé de ce portrait, le Docteur Francis Mars peut dire qu'un homme réunit **un** traits : Robert Challe, qui faillit être lieutenant du roi en Acadie et participa à la plus grande bataille navale du siècle, celle de la Hougue.

Un pamphlet contre le pape

La grande affaire de Challe est la religion. Du reste, le *Militaire* porte un autre titre : *Difficultés sur la religion proposées au Père Malebranch*. Pourquoi Malebranch ? Sans doute Malebranch est-il, de tous les catholiques, l'esprit le plus ouvert, le mieux apte à entendre les arguments de Challe. Voilà qui dit le ton de cette longue lettre. Challe est un homme sincère et ardent. Son enquête est une douleur. Il met **un** cœur à sa. Il classe ses inquiétudes : la Bible lui paraît absurde. Les saints, gnomes révoltés le mettent en rage. Il ne s'amuse pas. Il est grave comme tout. On imagine que son visage est à la torture pendant qu'il confie ses objections à Malebranch.

Cet homme, qui écrit comme par secousses, est un imprécateur et ses foudres mettent le feu aux palais arrogants de Rome, en désignant la fiente : « *Quoi ? Un misérable, un scélérat très souvent, à qui on a coupé les cheveux et rasé le toupet derrière la tête avec quelques autres cérémonies burlesques ! Quoi ! Cet homme a le pouvoir de changer tout le pain de la Terre en l'Etre infini, et nous devons l'adoration à la moindre miette de ce pain ! Quoi ! Des esprits puissants et puissants aussi bien que des figures de pierre ou de bois ou de métal, quoi ! Voilà ce qui distribue les grâces de Dieu ? En touchant ces ordures, en brûlant de l'encens devant elles, on obtient de Dieu ce qu'on veut ? »*

Le pape est la cible préférée de Challe. « *Je ne pouvais comprendre la faiblesse des souverains de se faire volontairement esclaves d'un malotru que le dernier des hommes peut mépriser impunément. Il en était de même lorsque l'humanité parlait de dispense de mariage, d'excommunications, de décrets, d'interdits de royaume, etc. Mais ça a été bien pis quand j'ai vu de mes yeux la fureur, l'orgueil, la débauche, l'avarice, les intrigues et la politique de cette cour (...), quand j'ai vu cette cour si révoltée, si méprisée, si méprisée, si méprisée, qui suivent les plus infâmes malices, donnant ou refusant tout au gré de l'avarice de sa concubine... »*

Le curé, le rabbin et le bonze

La cocasserie avance dans l'ombre de la colère. Elle tient aux larmes de Challe. Si le personnage fut généreux, au témoignage de chacun, il était un spécialiste de la chicane, le « *plus rater des hommes* », et logique comme une règle de trois. Il fait glisser sous son torse les figures de la Bible, et c'est pour hurler de rire à leurs incongruités. Challe, dont l'agilité est extrême, pousse ses syllogismes à une drôlerie presque surréaliste. Ainsi du problème du colibri.

Ce colibri pointe le bec à **un** les mûrs de l'arche de Noé. L'arche est un objet ridicule. Sa construction a duré cent ans, de sorte que sa queue était vermoulue quand, à la fin, on a dressé les mûrs. Et cette ri-

bambelle d'oiseau, était-elle dispensée d'uriner ? Quelles inondations ! Et comment éliminer tant d'ordures, quand les pompes d'étaient pas inventées ? Quant à l'insouciance, un casse-tête. *Quelle était la nourriture du colibri, petit oiseau gros comme une noisette, qui ne se nourrit que du suc qu'il tire des fleurs et des arbres toujours verts ? »*

Le colibri ne suffit pas à renverser la Bible. Il **seulement** la verve chalcienne et ses méthodes : une logique portée à ses derniers effets pour démontrer que la religion catholique repose sur un socle de billes. Tout est coquetterie, dans les grimoires sacrés. L'Evangile ne vaut guère mieux, sans parler des calembredaines que les Pères y ont ajoutés, par exemple la Trinité, qui défie le sens et dont l'Evangile ne parle mot.

Il n'est pas courant, dans ces âges, de secouer ainsi la Bible, le pape et l'Eglise. Un livre impie, alors, condamnable et rempli de blasphèmes ? Challe n'en a cure. Il tient qu'il y a **un** « *droit général de combattre toutes les religions* ». La preuve ? Les théologiens s'agitent pas différemment quand ils regardent les croyances des autres : « *Le pape, l'évêque, le curé, le ministre crient contre le mahdi, l'imam contre le pape, le rabbin et le talapoin. Le brahmane et le talapoin s'entrevoient, se disputent, se disputent, se disputent, l'homme sage et sans prévention se priverait-il du droit que les théologiens se donnent ?* »

Pourtant, ce démolisseur frénétique ne se contente pas de détruire. Il édifie aussi. Il n'a pas en vue de proclamer un athéisme à la Spinoza. Son esprit est religieux, même s'il ne croit pas aux palamités défilantes des révélations. La religion de Challe demande ses principes à la seule raison. Cartésien inmodéré, il veut comprendre pour croire et non pas croire pour comprendre. « *On ne croit pas Dieu, on le sait.* » La religion est une science naturelle, non une parole obscure, et le *Dies ceclid* de Pascal ne vaut rien. Dieu est lui-même soumis aux règlements de la logique, il ne peut faire qu'un cercle ait des diamètres inégaux. Il ne **peut** donc exiger que les hommes acceptent des absurdités.

Une morale sévère

La controverse de Challe débouche à la fin sur deux conclusions. D'une part, l'athéisme serait une offense à la raison. Dieu existe, il est éternel, l'âme est immortelle, mais ce n'est point un Dieu révélé. D'autre part, l'homme est libre, absolument libre, car enfin, si nos actes étaient réglés à l'avance, pourquoi les accomplir ? Cette liberté fait le statut de l'homme : c'est parce qu'il est libre et donc responsable de ses gestes que l'homme est le seul interlocuteur valable de Dieu.

Suit une morale sévère et intelligente. Pas de hiérarchie entre les religions. Pas de supériorité des Européens sur les sauvages, des chrétiens sur les païens (on retrouve ici l'écologie prophétique du *Voyage aux Indes*). Enfin, l'homme assume une responsabilité complète vis-à-vis de Dieu, de la société (Challe est un conservateur, il goûte l'ordre), vis-à-vis de sa famille et de lui-même, une fois écartées les momeries qui accompagnent les religions révélées.

L'attribution du *Militaire philosophe* à Challe, **un** un homme né en 1659, est un événement. Cet écrit dévastateur, drôle et pathétique remanie les images que nous nous formons du XVIII^e siècle. Robert Challe avait, tout seul, parcouru le chemin que vont suivre, cinquante ans plus tard, les Encyclopédistes. Déjà, bien avant Paul Hazard, Gustave Lanson avait annoncé une préhistoire des Lumières : « *Plusieurs des ouvrages les plus hardis ou les plus violents qui furent imprimés après 1750, de ceux qui nous servent à étudier la grande révolution de 1760-1770, datent en réalité du commencement, ou du XVIII^e siècle.* » Le *Militaire philosophe* confirme le verdict : le travail de démolition qu'effectuèrent en souriant et avec une élégance glaciale Voltaire, d'autres, des précurseurs, l'avaient inauguré, parmi lesquels Robert Challe, mais dans le tourment, le chagrin et la passion.

GILLES LAPOUGE.

★ **DIFFICULTÉS SUR LA RELIGION PROPOSÉES AU PÈRE MALEBRANCHE**, de Robert Challe, édition critique d'après un manuscrit inédit, par Frédéric Deloffre et Melihab Menemencioglu. 576 pages. Paris : Jean Yvonné, Librairie éditrice. Oxford, The Voltaire Foundation.

(1) Le Mercure de France a fait paraître, récemment, une nouvelle édition du *Journal*, mise à jour et augmentée. Texte établi et commenté par Frédéric Deloffre et Melihab Menemencioglu. Deux volumes. Coll. « Le temps retrouvé », 352 p., 100 F. 344 p., 100 F.

au fil des lectures

Religion

Avez-vous lu Maxime ?

S'il fallait une preuve de l'existence de la pensée chrétienne occidentale depuis plusieurs siècles, on la verrait dans le dédale où sont tombés les Pères de l'Eglise. Imaginez un philosophe qui, jugeant échangés Platon, Aristote, et même, se dispensant de les lire, attend les théologiens ont-ils renvoyé aux oubliettes Irénée, Origène, Basile, les deux Grégoires, s'exposant à ne plus rien comprendre aux fondements conceptuels du christianisme, et le voyant du même coup leur foi au fidèle.

Plus osé que tout autre a été Maxime le Confesseur, maître byzantin du septième siècle, considéré longtemps comme un dévot, redécouvert durant les années 30 par le Père de Lubac, qui a suscité les études magistrales de Hans von Balhazar, le voici à présent magnifié par une équipe de chercheurs qui, sous la direction du Père Le Guillou, vient de lui rendre l'Augustin et de Thomas d'Aquin.

L'obscur compilateur devient l'auteur d'une synthèse grandiose de l'origénisme d'Evagre, l'existentialisme de Grégoire de Nysse et le hégélianisme de Denys l'Aréopagite se corrigent l'un l'autre. Une royale capacité spéculative, où s'épanouissent la densité et la subtilité de l'intelligence grecque, s'exprime en un style parfois hérisé de difficultés, d'autres fois illuminé par le lyrisme.

Malgré la merveille des merveilles, c'est l'élan prodigieux d'un christianisme qui est vraiment, chez Maxime, la Bonne Nouvelle de la divinisation.

JEAN BASTARE.

★ **LE MONDE ET L'EGLISE, SELON MAXIME LE CONFESSEUR**, d'Alain Bilet, Beauchesne, coll. « Théologie Méditerranée », n° 22, 280 p., 92 F.

★ **MAXIME LE CONFESSEUR : LA CHARITÉ, L'AMOUR DIVIN DE L'HOMME**, de Jean Michel Gauthier, Beauchesne, coll. « Théologie Méditerranée », n° 33, 286 p., 72 F.

★ **L'AGONIE DU CHRIST, SELON MAXIME LE CONFESSEUR**, de François-Xavier Lefebvre, Beauchesne, coll. « Théologie Méditerranée », n° 52, 132 p., 42 F.

Romans

La mystique de la femme

Depuis son premier roman, *Les Fruits de l'Éden* (L'Harmattan), publié en 1977, Michel Cassagne poursuit sa soif d'une œuvre exigeante et ambivalente par les moyens de

l'essai, de la poésie ou du roman, en quête ses toujours, la même : donner une figure aux figures vagues qui animent le monde et qui font de l'homme, autre, chose, qu'un accident. C'est cette même vision, où mythe et mystique se rejoignent, qui est au point de départ des *Armes de la mort*, histoire de l'initiation d'un jeune homme dans la Maxime, d'aujourd'hui. L'ère d'un millionnaire, où les valeurs de l'ancien monde occidental du culte porté à la Vierge, Miguel Angel quittent son village pour l'université de Mexico, participera activement à la révolution mexicaine de 1968, verra mourir sa fiancée d'enfance, revivra le sacrifice antique sur la place des Trois-Cultures où des centaines d'étudiants trouveront la mort et, avec l'extraordinaire figure d'Arriane, découvriront pas à pas l'amour et ce qu'il éveille : la révélation de soi.

Ce qui frappe dans ce récit mené comme un drame antique, où les événements politiques ne sont que l'expression des grands mythes fondateurs, c'est la rencontre d'une âme effrénée et d'une sensibilité humaine qui rend certaines scènes inoubliables. On pourrait penser à certains visages de Montaigne et à la dureté des traits s'éclaircissant d'un sourire enfantin. Et la tendresse, qui conduit tous les destins jusqu'à y compris dans l'expérience de la mort, est celle de la mère de l'enfance, l'absence, amère et noble à la fois.

O. GERMAIN-THOMAS.

★ **LES ARMES DE LA MORT**, de Michel Cassagne, Imago, 256 p., 78 F.

Romans policiers

Mourir à Naples

La Mafia napolitaine, la Camorra, Patrick Zachmann a pu en photographier certains aspects, en accompagnant une brigade spéciale. Ses clichés, Claude Klotz les a pris pour inventer une histoire. Sans avoir mis les pieds à Naples, il rêve à des personnages, comme Cardamone, toujours en costume rayé, feutre et cravate gardée. Golt, Lambretta, les instruments de la mort, dérobés, provoquent des coups terribles, construisent et construisent. La camarde navigue dans les rues dévoties, est traversée d'un narrateur écrié de mille part, sinon d'une chambre noire. Parfois, devant des paysages inconnus et des visages anonymes, on imagine la vie des gens.

RAPHAËL SORIN.

★ **MADONNA**, de Claude Klotz et Patrick Zachmann, éd. de l'Éclat, coll. « Écrit sur l'Image », 188 pages, 75 F.

science-fiction

Chiens de guerre et de rêve

Le *Chien de guerre*, de Moorcock, avec une couverture dans le plus pur style de l'horreur surréaliste et un récit où Satan à la belle robe, est-ce du fantastique ? Certes. Et pourtant, lorsque le diable et le bon Dieu sont traités comme des personnages surhumains mais naturels, et le paradis et l'enfer comme des lieux réels, des sortes de planètes parallèles, on est bien dans la science-fiction. Michael Moorcock, auteur de très belles chroniques, joue sur plusieurs tableaux et nous donne avec ce roman une œuvre en dehors de tous les genres et sans doute un peu au-dessus de la littérature de genre. La force du *Chien de guerre* ne vient pas tant du thème — cependant fort original : Satan recrée un agent humain et l'envoie plaider sa cause auprès de Dieu... — que de la formidable présence du narrateur et héros, le mercenaire Ulrich von Bek. L'Allemagne dévastée par la guerre de Trente Ans est un décor inoubliable. Et Moorcock, il pu s'assurer la complexité d'un scénariste fabuleux nommé Histoire. (*Le Chien de guerre*, de Michael Moorcock, Ed. Seghers, 256 pages, 69 F., traduit de l'anglais par Henry-Luc Planchat.)

La *Porte du temps* date de 1986 : une grande année pour Farmer, avec le *Monde du fleuve* et le deuxième épisode de la *Saga des saqueurs*. Si le présent roman jouit d'une moindre notoriété aux États-Unis, c'est peut-être qu'il a pour cadre l'Europe et les affaires européennes pendant la deuxième guerre mondiale. Oh, une drôle d'Europe pénible et farfelue... Two Hawks, un pilote américain, et Raskin, un pilote allemand, traversent par mégarde la barrière du temps, lors du bombardement des raffineries de Ploesti, en Roumanie. Ils se retrouvent ensemble de l'autre côté et se regardent... en chiens de guerre, avant de s'affronter dans un conflit symétrique de celui qu'ils ont quitté et non moins dévastateur. L'empire de Perikles, capitale Berlin, dominera-t-il un monde ravagé par le peste ? Un Farmer envoûtant, avec une superbe chute finale. Hitler ? Connais pas ! (*La Porte du temps*, de Philip José Farmer, coll. « Fleuve noir », 288 pages, 20 F., Traduit de l'américain par Michel Lodigiani.)

Pape P., la nouvelle qui donne son titre au recueil de Jacques Mondoloni, a obtenu en 1989, dans sa catégorie, le grand prix de la science-fiction française. Les autres textes rassemblés ici ont, pour la plupart, la même tonalité douce-amère, à base de tendresse, de nostalgie et de délicate cruauté. Une écriture élégante et riche soutient le propos, très littéraire. Bien que *Pape P.* soit dédié à Philip K. Dick, Jacques Mondoloni est attaché par toutes ses fibres d'écrivain au courant français, ou, si l'on veut, à la filière Barjavel-Boulle. La maîtrise et la personnalité de Mondoloni lui permettent de naviguer désormais dans le sillage de ses maîtres. Autres nouvelles remarquables du recueil : « *Mémo-douleurs* » et « *Je parle américain à mon chien* ». (*Pape P.*, de Jacques Mondoloni, Ed. Denoël, 220 pages, 34 F.)

Le *Sommeil du chien* pourrait surprendre les lecteurs habitués aux romans d'action de Pierre Loti, rapides, crus et violents. Ce récit poétique, d'une poignance brutale, est un miroir à deux faces. D'un côté, une autobiographie anglo-saxonne et d'ailleurs du « *recounteur* » Ron Dublin. De l'autre, un roman de science-fiction dans la lignée du fameux *Dernier des chiens* de Simak. Au centre, Boo Goom, le chien. Et le cadre, mi-réel, mi-réel : le village du Bord 3. La livre est, pour une part, l'histoire d'une communication difficile entre l'écrivain paranoïaque et schizophrène et le chien qui pense trop. Tout autour, il y a le monde froid, hostile, terrifiant... Un grand roman touffu et vibrant, qui révèle un nouveau visage d'un auteur fécond entre tous. Notons un passage que son livre le plus connu, la *Guerre olympique*, va devenir un feuilleton télévisé. (*Sommeil du chien*, de Pierre Loti, « Presses-Pocket », 220 pages, 14 F.)

MICHEL JEURY.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



L'ouvrage majeur de Pierre Miquel, rédigé au présent pour les batailles et à l'imparfait pour la politique, vaut par son style, à la fois emporté et passionné quand il s'agit des victimes, mais circospect et prudent lorsqu'il évoque le rôle des officiers généraux, qui **plutôt** qu'ils ne provoquaient l'action.

Ce livre est peut-être le plus beau monument aux morts 14-18 qu'on puisse imaginer, lucide, généreux, sans **ni** fanfanes : honnête, en somme.

Jean-Didier Wolffromm

L'Express

98 F

304 p. 200 F.

الكتاب هو

COMMUNICATION

M. Georges Fillioud inaugure une deuxième chaîne de télévision à la Réunion

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — « Il n'est pas juste que les Français d'outre-mer ne disposent que d'un seul programme de radio et d'un seul programme de télévision, alors que leurs concitoyens de métropole ont... »

PAS DE VIDEOCASSETTE DU FILM « LE MARGINAL »

M. Michel Cail, premier vice-président du tribunal de Paris, a rendu, le 27 décembre, à la demande de la Société nationale des cinéastes français, une ordonnance de référé enjoignant aux sociétés Reps Chateau et Hollywood boulevard diffusion, de diffuser le film « Le Marginal » sous forme de vidéo cassette avant le 17 octobre 1984, soit 22, jour pour jour, après la date de sortie du film en salles, délai prévu par la loi du 29 juillet 1982.

Le magistrat constate que les défenderesses, même si elles ont été autorisées par l'auteur, les producteurs et les distributeurs de « Le Marginal » à diffuser leurs vidéos, à compter du 15 décembre 1983, n'ont pas sollicité l'obtention indispensable de dérogation prévue par l'article 89 de la loi. Ces défenderesses, quant à elles, ont en leur possession les prescriptions des articles 30, 34 et 35 du décret de Rome. Le débat va être porté devant les juges du fond. L'affaire est actuellement en assignation à jour fixe au 4 janvier prochain de la première chambre civile du tribunal de Paris.

« E.T. » BIENTOT EN VIDEO

C'est fait : le dernier grand succès de la vidéo pour la France est signé. Il s'agit du catalogue C.I.C. impatiemment attendu par les amateurs de science-fiction. Le catalogue, qui assure la distribution des films de Paramount et des studios Universal. On y trouve « E.T. », les « Aventuriers de l'arche perdue », les « Dents de la mer », le « Parrain », le « Fils de la mer », l'« Arnaque », mais aussi quelques grands classiques du cinéma américain comme ceux de Marx Brothers et ceux de Charlie Chaplin. De quoi faire roucouler d'aise les vidéomanes.

Les heures passées en vidéo, France, qui constitue avec C.I.C. une filiale commune à part égale, au capital de 250 000 F. C.I.C.-3M Vidéo commencent l'exploitation des cassettes à partir du mois de janvier 1984. Au compte-gouttes, d'ailleurs, car le marché vidéo, en net ralentissement depuis quelques semaines, ne supporterait pas une avalanche de nouveautés.

France, filiale du groupe américain spécialisé dans la bureautique et l'électronique, édite déjà une cinquantaine de titres en cassettes vidéo, dont une collection pour enfants. Elle commercialise des cassettes vierges et distribue les jeux vidéo C.B.S.-Chesley. Les catalogues des autres compagnies américaines sont également disponibles sur le marché français de la vidéo. Les films Columbia sont distribués par G.C.R., ceux de Metro Goldwyn Mayer par R.C.V., Warner a une filiale commune avec Filippacci et la TriStar Century Fox avec U.G.C.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE spécialement destinée à nos lecteurs étrangers à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

Le Monde DIMANCHE

Dans son numéro du 1^{er} janvier publie :

Les coups de gong de 1983 (bilan de l'année)

Quiz

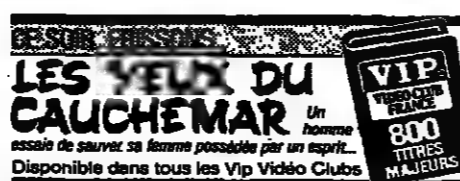
Testez vos connaissances des événements de 1983

L'année 83 vue par Plantu

Radio-14-communication-disque

Jeudi 29 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



- 20 h 35 Spécial Vagabondages. De R. Gicquel et M. Sore. La fête avec les taganes, manouches, gitans.
- 22 h 5 Entracte.
- 22 h 10 Série : Ludwig... ou le Crépuscule des dieux. De Luciano Visconti.
- 23 h Documentaire : Gustave Doré. Réal. J. Frapet (prod. I.N.A.). Suite et fin d'un bel hommage au dessinateur-graveur Gustave Doré.
- 23 h 25 Est-ce ainsi que les hommes vivront ? Avec M. Schweigutsk, spécialiste du cancer chez les enfants.
- 23 h 40 Journal.
- 23 h 55 Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2



- 20 h 35 Série : Marco Polo. Réal. G. Montaldo, avec K. Marshall. Embourgué avec son père et son oncle, Marco Polo, après deux épisodes à Venise, commence son voyage par Jérusalem. Le feuilleton débute enfin.
- 21 h 11 Maurice Chevalier : Le Kid de Mémélmontant. Réal. A. Halimi. Maurice Chevalier, tel quel, sans commentaire ni scénario, découpé en extraits de films, à côté des grands du monde : Khrouchtchev, François Mitterrand ou la reine d'Angleterre.

Vendredi 30 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Dix sur dix.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h 45 La petite maison dans la prairie.
- 14 h 35 Descente aux chiens.
- 15 h 10 Le village dans les nuages.
- 16 h 25 Billy Smart circus.
- 17 h 10 Bonjour les fêtes (à 18 h 30).
- 17 h 15 Film : Antéchrist et Cléopâtre. Film franco-belge de R. Gascigny et A. Uderzo (1968), avec les voix de M. Dax, J. Morel, R. Carel, L. Raimbourg.
- 18 h 25 Livres divers, livres d'hiver.
- 18 h 35 Deux gourmands disent.
- 18 h 45 Dessin animé.
- 18 h 55 7 heures moins cinq.
- 19 h Météo.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
- 19 h 50 Régende feutrée.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Coco-boy. De S. Collaro et M.-F. Britte, réal. G. Collaro. Stéphane Collaro, entouré de ses « girls », improvise un journal télévisé d'humour, de page, avec Guy Montag, Philippe Bruneau, Alain Scoff.
- 21 h 40 Feuilleton : la Chambre des dames. D'après J. Bourin, réal. Y. André. Avec M. Vlady, H. Virlojeux, S. Barjac.
- 21 h 45 À partir d'une famille de riches offertes du troisième siècle, la chronique d'une époque folle... Un feuilleton en deux épisodes.
- 22 h 35 22, 21 le rock. De J.-B. Hubey, réal. C. Roche. Les « tubes » de 83, avec Rod Stewart, Elton John, Culture Club, Donna Summer.
- 23 h 40 Est-ce ainsi que les hommes vivront ? Roger Gicquel reçoit Claude Frouad.
- 23 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTIPOPE. 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.
- 13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Téléfilm : La dernière chevauchée des Dalton. Réal. D. Curtis. (2^e partie.) Suite des aventures gaillardes des frères Dalton.
- 16 h En direct avec... Avec Jacques Martin, et des enfants des Jeunesses musicales de France.
- 17 h 5 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : Fabien de la Drôme. De J. Comos et S. Lorenzi, réal. M. Wyn. Avec J.-F. Garraud, P. Varrier, S. Aznar. Chevauchées, bagarres, coups de fusil dans la France du Directoire. Une lecture (politique) d'une des œuvres les plus troubles de l'histoire de France.
- 21 h 35 Apostrophes. Sur le thème : « La bonne humeur », sont invités : Gérard Charbit (Mots de l'été), Pierre Desproges (Vivons heureux en attendant la mort), Jean-Paul Lacroix (H comme Humour), Thierry Roland (Sport en délire), Pierre Roux (Conte pour un cagnotte), Jean-Michel Royer (Le Roy François), le docteur Henri Rabinstein (Psychosomatique du rire).
- 22 h 50 Journal.
- 23 h 50 Journal.
- 23 h 55 Film : Les grands disques de l'année. De L. L. par l'Orchestre national de France et les chœurs d'hommes de Radio France, dir. J. Conlon, chef des chœurs J. Jouneau, sol. P. Fontanarosa, J. Aler, R. Tambi.
- 23 h 15 Fréquence de nuit : Feuilleton Haendel-Händel, 23 h 10, le Diabli musicien : œuvres de Couperin, Berlioz, Liszt, Dukas, de S. Stravinsky, W. A. Mozart.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14 h 30 Émissions pour la jeunesse.
- 17 h 10 Télévision régionale.
- 18 h 50 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
- 20 h 15 Les petits papiers de Noël. Émission en profit de l'UNICEF.
- 20 h 35 Une visite à l'exposition de 1889. D'après un voyage de l'Éclair Roussan (dit le Doudou), adapté par J.-C. Averty. Averty s'attaque à l'œuvre littéraire du douanier Rousseau, grand peintre, mais piètre dramaturge. Son voyage à Paris, à la recherche de sa famille bretonne, qui a été déportée en Nouvelle-France. La machine à vapeur sur les chapeaux de roue... mais l'histoire et les personnages sont plats.
- 21 h 55 Variétés : Macadam. Émission de P. Dané.
- 22 h 10 Avec P. Dané, L. Voulzy, E. Chéry, Maria de Roset.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 15 Amour, amour : Aujourd'hui... demain. Réal. B. Kurt, avec C. Pascal.
- 23 h 20 Prélude à la nuit.
- 23 h 30 Nuits magiques : de Stravinsky, interprétés par P. Reach, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 6 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
- 17 h 10 Émission : A aide redoublée.
- 17 h 50 Le Cirque.
- 18 h 55 Dessin animé : les Mésadriens.
- 19 h Informations.
- 19 h 15 Info régionales.
- 19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales : Une mise de son.
- 8 h 32, Les chemins de la connaissance : Martin Buber ; à 8 h 32 : entretien avec Michel Carrade.
- 8 h 50, Échos au hasard.
- 9 h 7, La mortification des arts du spectacle.
- 10 h 45, Le texte et la marge : Art roman, de M. Durlat.
- 11 h 2, Musique : les spectacles du futur, lire et laser (à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5, Agora.
- 12 h 45, Panorama.
- 14 h 5, Un livre, des voix : Visions immobiles, de R. Bellon.
- 14 h 47, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (Usama Ibn Moudjahid).
- 18 h 30, Feuilleton : Le grand défilé.
- 19 h, Actualité magazine.
- 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : la navette spatiale.
- 20 h, Portrait d'une année : 1983, par la Communauté des médias publics de langue française.
- 21 h 30, Black and blue : jazz à la Foire de Francfort.
- 22 h 30, Nuits magiques : Haïti.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 1, Musique du matin.
- 7 h 10, Concert : « Le bal des cadets », de J. Strauss.
- 7 h 45, Le Journal de musique.
- 8 h 12, Magazine.
- 9 h 2, Les grands anniversaires. Variétés : œuvres de Debussy, Varèse, Busoni.
- 10 h, Copérnik.
- 11 h, Trio Brahms, Webern, Villa-Lobos.
- 12 h 5, Les grands concerts d'archives : œuvres de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la N.B.C., dir. A. Toscanini.
- 14 h, Jean Barraqué.
- 15 h, Duo Varèse et Brahms : Deux ours.
- 16 h, Ex 1984.
- 17 h 5, Les reines du soleil : œuvres de Verdi, Falla, par M. Barrientos ; Torroba, Soriano, Vives, par Plácido Domingo.
- 18 h, Concert de jazz : de Kolar, Coleman, Braxton, Satie, Ruggie, par le Vienna Art Orchestra, dir. M. Ruggie.
- 19 h 5, Les grands disques de l'année.
- 20 h 20, Concert : Faust-symphonie, de Liszt, par l'Orchestre national de France et les chœurs d'hommes de Radio France, dir. J. Conlon, chef des chœurs J. Jouneau, sol. P. Fontanarosa, J. Aler, R. Tambi.
- 22 h 15, Fréquence de nuit : Feuilleton Haendel-Händel, 23 h 10, le Diabli musicien : œuvres de Couperin, Berlioz, Liszt, Dukas, de S. Stravinsky, W. A. Mozart.

L'ENTRAÎNEUSE (Fr.) : Studio de France, 17 (380-42-05).

ERASEHEAD (v.o.) (Fr.) : Eclair, 13 (707-28-04).

LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS (v.o.) : Neufilms, 17 (755-43-42).

FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Acadia, 17 (764-97-83).

GERTRUD (Dan., v.o.) : Mafra, 4 (278-44-21).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéo, 17 (325-40-34).

GLISSERMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr., v.o.) : Denfert, 14 (321-41-01).

HISSE (A., v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (325-65-04) ; Mafra, 17 (380-24-81) ; (v.o.) : Paramount Marivault, 2 (329-90-10) ; Paramount Baguette, 12 (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

HELLZAPPOPIN (A., v.o.) : Rueda, 6 (285-64-44).

L'IMPOSSIBLE M. BÉRE (A., v.o.) : Acadia, 17 (764-97-83).

INDISCRETIONS (A., v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

INVANIDE (A., v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

LE JARDIN DU DIABLE (A., v.o.) : Contrasto, 15 (554-46-45).

JEREMY JOHNSON (A., v.o.) : Ceylan, 17 (380-30-11).

JESUS DE NAZARETH (A., v.o.) : Ceylan, 17 (380-30-11).

JONATHAN LIVINGSTON LE GO- LAND (A., v.o.) : St-Ambroise (H. sp.), 11 (700-85-16) ; Cinoche, 6 (633-44-21).

LAURA (A., v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Quintette, 6 (325-47-46).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (A., v.o.) : Rialto, 19 (607-87-61).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) : Contrasto, 15 (554-46-45).

LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

NEW-YORK, NEW-YORK (v.o. int.) : Ceylan, 17 (380-30-11).

ORANGE MELODY (A., v.o.) : Studio Melodie, 5 (354-72-71).

ORFÈVE NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 19 (633-44-21).

LE PARADIS DES RICHES (Fr.) : dio Bertrand, 7 (783-64-66).

LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templo, 3 (272-94-56).

PIANTON DE TEE PARADISE (A., v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32) ; Studio Média, 5 (633-25-97) ; Saint-Lambert, 19 (632-81-68).

POUR UN ENFANT ENFANT DÉCHIRÉ (A., v.o.) : Olympie Balzac, 11 (561-10-60) ; Olympie St-Germain, 6 (222-87-23).

PINE FLOYD, THE WALL (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83).

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

SENDO (A., v.o.) : Logos III, 9 (354-10-60) ; Olympie Balzac, 11 (561-10-60) ; Olympie, 14 (545-33-38).

SUPERVIXENS (A., v.o.) : Studio Logos, 9 (354-10-60).

TAXI DRIVER (A., v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

TUEUR DE DAMES (A., v.o.) : Action Boole, 5 (325-72-07).

UNE FEMME EN LAIT (A., v.o.) : 19 (607-87-61).

LE NOUVEAU AMOUR COCCINELLE (A., v.o.) : Rex, 2 (236-83-93) ; Neufilms, 17 (755-43-42).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : 14-Juillet Racine, 11 (326-19-68) ; Olympie Balzac, 11 (561-10-60) ; 14-Juillet Baguette, 11 (305-90-81).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (A., v.o.) : Olympie, 14 (545-33-38) ; 19 (607-87-61).

LE VOYEUR (Br., v.o.) : Logos I, 9 (354-10-60) ; Acadia, 17 (764-97-83).

Les festivals

B. ALDRICH (v.o.) : République-Château, 11 (885-51-33), 18 h 30, 22 h 30 : Qui a tué George ? 18 h 15 : l'Empire du mal ; 20 h 30 : Trop tard pour les héros.

AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action La Fayette, 9 (878-80-50) : Papa loug-jambes.

L'AVENTURE AU CINÉMA (v.o.) : Olympie, 14 (545-33-38) : la Rose et la Fière.

MARK BROTHERS (v.o.) : Action Boole, 5 (327-72-07) : Chasseurs d'été.

CINÉMA FRANÇAIS DES ANNÉES 80-89 : Studio de France, 17 (380-42-05), 18 h : Dans les nuages ; 18 h 15 : l'Empire du mal ; 20 h : la Belle Équipe ; 22 h : les Fortes de la nuit.

G. DESBRIE : Studio Cajas, 11 (354-89-22) : la Société du spectacle.

EN ATTENDANT GODARD : Movies, 17 (260-43-99), 18 h : Comment ça va ? ; 20 h 22 : Alphonse.

A. HITCHCOCK (v.o.) : action La Fayette, 9 (878-80-50) : Rebouche.

LUMET (v.o.) : Espace-Gallé, 14 (327-95-95), 18 h 21 h : le Prince de la nuit.

COUP DE CHAPEAU À GLEB PANFLOV ET TINA TCHOUKRIKOVA (v.o.) : Cosmos, 6 (544-28-80), 17 h : Je demande la parole ; 18 h : Pas de gué dans le feu ; 22 h 15 : les Débutés.

LES PERLES DU CINÉMA COLO- NIAL (v.o.) : Saint-Sébastien, 5 (354-90-81), la Bander.

JULES VERNE (v.o.) : Mafra, 4 (278-44-21), la Fée choral conf.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio, 14 (606-36-07), l'Inconnu du Nord-Express.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Lefranc, directeur du publieon

Anciens directeurs : Robert Bessière-Meyer, Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : de « Le Monde », Paris-IX

Reproduction interdite des articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037

COLLEGE
FANFAN
CLAUDE BERT

INFORMATIONS « SERVICES »

JOUR DE L'AN

Les services ouverts ou fermés

BANQUES. - Les banques qui sont habituellement fermées le samedi seront fermées le lundi 2 janvier. Celles qui sont habituellement fermées le lundi fermeront le samedi après-midi 31 décembre.

GRANDS MAGASINS. - Ils seront ouverts le samedi 31 décembre et le lundi 2 janvier aux heures habituelles. (Le lundi, le Bon Marché ne sera ouvert que l'après-midi.)

SÉCURITÉ SOCIALE. - Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du vendredi 30 décembre au lundi 2 janvier aux heures habituelles.

ALLOCATIONS FAMILIALES. - Les services d'accueil et de gestion de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne seront fermés du vendredi 30 décembre au lundi 2 janvier aux heures habituelles.

LOISIRS. - On peut obtenir une sélection des loisirs à Paris

durant le semaine en appelant l'Office de tourisme de Paris : 720-84-84 (informations en français); 720-88-98 (informations en anglais); 720-57-58 (informations en allemand).

MUSÉES. - Le musée national Jean-Jacques Henner sera ouvert le dimanche 1^{er} janvier. Le Musée de l'histoire de la France sera ouvert le dimanche 1^{er} janvier de 14 heures à 18 heures. Les musées du Musée national d'histoire naturelle, le Jardin des Plantes, seront ouverts le 1^{er} janvier de 10 heures à 17 heures.

Les musées de l'Hôtel national des Invalides (Musées de l'Armée, des Plans-reliefs, du roi, de l'Empereur) seront fermés le dimanche 1^{er} janvier. Les musées de l'Hôtel de la Ville de Paris seront ouverts jusqu'à 18 h 30 pour permettre aux fidèles d'assister à l'office matinal (messe solennelle à 11 heures).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés le Journal officiel du jeudi 31 décembre :

DES DÉCRETS

- Relatif à la suppression de la prime à l'innovation.
- Modifiant le décret du 18 octobre 1981 portant application de l'article 94-1 de la loi du 26 juillet 1982 relatif à la vente des biens correspondant à certaines formes de la forme nominative.

Modifiant le décret du 18 février 1981 relatif à la gestion globale d'équipement des départements.

Créant un tribunal pour enfants en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

Portant modification des tableaux d'emplois annexés au chapitre IV du titre III du livre III du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Relatif aux comités consultatifs régionaux de la recherche et du développement technologique.

Relatif aux indemnités pour enseignements complémentaires institués par les établissements publics à caractère scientifique, culturel et les autres établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale.

Rendant obligatoire en application de l'article 5 de la loi du 22 juin 1982 un accord de modification des loyers.

Pris en application de l'article 5 de la loi du 22 juin 1982 et relatif à l'évolution de certains loyers.

Rendant obligatoire en application de l'article 5 de la loi du 22 juin 1982 un accord collectif national de location.

DES ARRÊTÉS

Approuvant la création du groupement d'intérêt public dénommé Groupement d'intérêt public pour le développement de la filière temps-fréquence G.T.F.

Création de sections permanentes du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER
TOUS LES BILLETS COMPTENT AUX BILLETS

TRANCHE DE NOËL

TIRAGE N° 52 DU 25 DÉCEMBRE 1983

TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	011	800	6	1	100
	0 081	800		131	800
	9 081	2 000		198	800
	91 081	10 000		358	100
	92 081	10 000			
2	112	800	7	677	800
	622	800		857	800
	662	800		928	800
	98 652	10 000			
3	3	100	8	1 768	4 000 000
	233	800		282 558	4 000 000
	7 833	2 000		899	800
	984 513	1 000 700		9 679	2 000
				10 000	10 000
4	9 824	2 000	9	899	800
	9 824	2 000		9 679	2 000
	31 604	10 000		10 000	10 000
5	005	800	0	1	100
	125	800		131	800
	9 185	2 000		198	800
	91 185	10 000		358	100
	92 185	10 000			

PROCHAINE TIRAGE LE 4 JANVIER 1984
TRANCHE DES ROIS À BALAKOFF (Paris de Seine)
L'ARLEQUIN À PARIS

LOTO

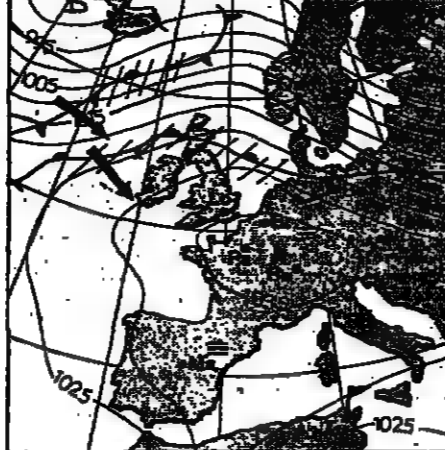
5 20 33 35 40 45

TIRAGE N° 52

COMPLÉMENTAIRE 30

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29.12.83 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 30.12.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 30 DÉCEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)

Évolution probable du temps en France, entre le jeudi 29 décembre à 0 heure et le vendredi 30 décembre à minuit.

La baisse du champ de pression permettra la pénétration sur le pays de front froid descendant des jours derniers au nord du 50^{ème} parallèle. Mais il sera alors bien « frontal » et son activité sera donc faible.

Vendredi, les régions méridionales ne seront pas concernées par ce front. Elles bénéficieront encore d'un temps doux et ensoleillé. Seule une entrée maritime de masses bas pourra intéresser le Sud-Ouest le soir. Ailleurs, le passage du front se manifestera essentiellement par un ciel très nuageux, avec seulement quelques brèves périodes de ciel bleu la Manche le matin, quelques-unes en journée sur le nord des Ardennes, de la Lorraine et sur les Vosges, puis en soirée sur le Jura et quelques flocons sur le nord des Alpes.

Après le passage du front, on observera le matin des brouillards en vallée de la Loire, et localement de la Gascogne. Dans le Nord-Est, le ciel sera d'abord gris par masses bas puis des éclaircies s'y développeront avant l'arrivée des masses frontales. Ailleurs et après le passage du front, le ciel sera passagèrement nuageux.

Les températures évolueront peu. Les minima seront de -1 à +1 degré sur le Centre-Est, 3 à 8 degrés ailleurs.

Les maxima atteindront 8 à 10 degrés sur la moitié nord à l'arrière du front, 18 degrés près du front, 14 à 16 degrés dans le Sud-Ouest, 12 à 14 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 30 DÉCEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)



le nord des Alpes, de l'ordre de 40 cm sur le sud des Alpes.

Samedi, le temps sera passagèrement nuageux des Vosges au nord des Alpes. On observera des brouillards le matin dans les vallées du Massif Central. Sur les autres massifs, le temps sera ensoleillé.

Dimanche, les conditions anticycloniques se généraliseront. Les brouillards cesseront la majorité des vallées le matin. En altitude, il fera un peu plus frais, en particulier le matin mais le soleil sera au rendez-vous.

La pression atmosphérique va baisser de la mer vers le nord. Le 29 décembre à 7 heures, 1036,1 millibars, soit 777,1 millimètres de mercure.

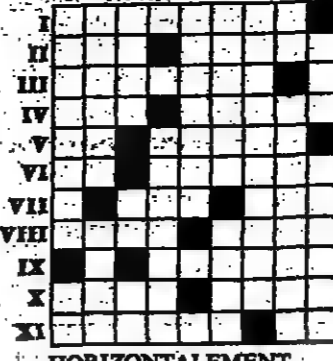
Températures (en premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 décembre; le second, le minimum de la nuit du 28 au 29 décembre): Ajaccio, 17 et 2 degrés; Biarritz, 15 et 5; Bordeaux, 13 et 3; Bourges, 11 et 3; Brest, 9 et 2; Caen, 12 et 4; Cherbourg, 10 et 7; Clermont-Ferrand, 13 et -3; Dijon, 10 et -1; Grenoble, 10 et -2; Lille, 10 et 8; Lyon, 10 et -1; Marseille-Marganne, 13 et 1; Nancy, 11 et -1; Nantes, 9 et 4; Nice-Côte d'Azur, 17 et 7; Paris-Le Bourget, 10 et 4; Paris-Montsouris, 5 (min); Pau, 19 et 3; Perpignan, 19 et 3; Rennes, 12 et 2; Strasbourg, 13 et -1; Tours, 6 et 2; Toulouse, 13 et 4; Poitiers-Poitou, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 17 et 3 degrés; Amsterdam, 10 et 8; Athènes, 16 et 6; Berlin, 11 et 7; Bonn, 11 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 21 et 10; Las Palmas, 23 et 15; Luxembourg, 10 et 4; Dakar, 24 et 19; Lagos, 15 et 12; Genève, 8 et -1; Jérusalem, 15 et 5; Lisbonne, 15 et 9; Londres, 12 et 7; Luxembourg, 5 et 2; Madrid, 16 et 1; Moscou, 0 et -1; New-York, 10 et 0; Palma-de-Majorque, 18 et 10; Rome, 16 et 3; Stockholm, 5 et 2; Toulon, 17 et 13; Tunis, 17 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3613



HORIZONTALEMENT

1. Occasion pour les petits de s'affranchir pour un temps de leur madrasse. - II. Invité estival du palais anglais. Se montrer pressant. - III. Champion des jeux universitaires. - IV. On s'apprécie guère que cette dame nous fasse du pied. Sociable ou franchement collant. - V. Préposition. - VI. Sème le glas. - VII. Note. - VIII. Magasin. - IX. Grand amateur de son bien, que n'ayant pas l'oreille fine. Grand du Béarn. - X. Louis XIV. Fortifier. - XI. Cordillère. - XII. Exclamation ponctuant un retour inattendu. Se déplace à fond de cale. - XIII. Plus brouillé ou motif de brouille. Possessif.

VERTICALEMENT

1. Traitement amer ou source de douleur. Abrévié. - 2. Pour contenir certaines incontinences. Tache que l'on fait disparaître en un clin d'œil. - 3. Treize à table. Fleuve ottoman. Ce que la femme a de commun avec le démon. - 4. Son fils se mit à table après avoir été cuisiné. - 5. La ronde est une note qui lui est familière. - 6. Manque d'estomac, mais en revanche... foies. Honoré de Marseille. - 7. Passe-temps favori de l'auteur de « L'écrit ». - 8. Personnel. Filles lancées sur les ondes par un super-producteur. - 9. Peut faire d'un chien un chien courant. Témoin, contrairement à l'adage, que la première impression n'est pas toujours la bonne.

Solution du problème n° 3612

Horizontalement: I. Insolence. - II. Main. fa. - III. Pinettes. - IV. Encephale. - V. Rab. - VI. Terminal. - VII. Ici. Sagas. - VIII. Nota. Sidi. - IX. Eperley. - X. Ne. Als. En. - XI. Trône. Osé.

Verticalement: 1. Importent. - 2. Main. Eco. per. - 3. Sincérité. - 4. Once. Aran. - 5. Epris. Via. - 6. Euthanasie. - 7. Tabagie. - 8. Ciel. Ladres. - 9. Eison. Ni. Ni.

LE CARNET DU Monde

Décès

- Constantin, Paris. Marc, Jacques et Chantal Halimi. Et leurs familles, ont le douleur de faire part du décès de leur père, M. Albert HALIMI, ancien grand rabbin de Constantin. Les obsèques ont eu lieu à Jérusalem, 92, avenue Maurice-Thorez, Bât. D, 5, 94200 Ivry-sur-Seine.
- M. Jean SEVEGRAND, professeur honoraire de philosophie, agrégé de l'Université, chevalier de la Légion d'honneur, L'inhumation aura lieu dans l'intimité, à Fleury-en-Frêchet (22), le vendredi 30 décembre 1983, à 15 heures. Il reposera auprès de sa première femme Maria Degen et de son fils Roland, mort pour la France en 1944. 69, rue Marx-Dormoy, Paris-18. 1, jardin Montaigne, 97300 Joux-les-Tours.
- M. et Mme Joli Rochard et leurs enfants, M. et Mme Gérard Macé et leur fille, Et la famille, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Madeleine WEILL, née Hoch, survenu le 26 décembre 1983, dans sa soixante-huitième année. Les obsèques auront lieu le vendredi 30 décembre, à 14 heures, au cimetière parisien de Bagneux. Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes. 32, rue Edienne-Marcel, 75002 Paris.
- PRÉCISION. - C'est à partir de 1950 que Radif Harry Baur, disparu le 26 décembre, a dirigé le Théâtre des Mathurins à Paris, et non 1943, comme notre notice nécrologique pouvait le laisser supposer (M. Monde du 29 décembre). En 1943, Radif Harry Baur avait obtenu de la part des directeurs de l'époque une promesse de vente. Cette même année, elle avait été honorée par les Allemands, et son mari, l'acteur Harry Baur, emprisonné en 1944, mourut des suites des tortures qu'il avait subies.

Remerciements

- Étant dans l'impossibilité de remercier personnellement les nombreux amis qui ont témoigné de leur sympathie lors du décès de M. Valentin NIKIPROWITZKY, Son épouse, Ses enfants, Et toute la famille expriment leur sincère gratitude à tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

- M. Pierre WEINER.

Une pensée amicale à l'occasion du douzième anniversaire de sa mort, le 30 décembre 1971.

Une pensée sincère est demandée à ceux qui l'ont bien connu et aimé.

ISABEL CANOAS

Soldes 4 et 5 janvier

14, AVENUE MONTAIGNE - 75008 PARIS

CONTREFAÇON BRIQUET S.T. DUPONT

par jugement en date du 15.03.82 le Tribunal de Commerce de Paris déclare les sociétés FLAMAIR et WATERMAN coupables de contrefaçon du briquet S.T. DUPONT et de concurrence déloyale.

par arrêt en date du 7 juillet 1983 la Cour d'Appel de Paris a confirmé le précédent jugement dans toutes ses dispositions.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Le Monde

économie

ÉTRANGER

Israël et les États-Unis vont conclure un accord de libre-échange

Jérusalem. — Israël et les États-Unis concluent, selon toute vraisemblance, un accord de libre-échange au cours des prochains mois. Il fera pendant à celui qui unit, depuis 1975,

C'est en avril 1981 que les dirigeants israéliens proposèrent pour la première fois aux Américains d'établir une zone de libre-échange. Selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Gidon Pat, « l'objectif du libéralisme économique — la réaction des États-Unis fut « très favorable ». Jérusalem prépara ses dossiers et le projet fut à nouveau examiné il y a un mois, lors de la visite à Washington du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir.

Les négociations proprement dites débutèrent dans la capitale américaine le 17 janvier. Israël ne doute pas qu'elles aboutiront rapidement et qu'elles recevront l'aval du Congrès. L'accord pourrait ainsi entrer dans les faits en 1985. Il est possible que les échanges commerciaux israélo-américains en pâtissent.

La balance commerciale israélo-américaine penche très nettement en faveur des États-Unis. Ceux-ci exportent annuellement vers Israël pour environ 4 milliards de dollars, dont un quart provient de la vente de matériel militaire. En regard, les exportations d'Israël ne représentent que 1,4 milliard de dollars. Plus d'un tiers de cette somme correspond à la vente de diamants à faible valeur ajoutée.

Selon les prévisions de M. Pat, la création d'une zone de libre-échange stimulera les exportations israéliennes qui, en 1990, atteindraient 7 milliards de dollars, dont la moitié représenterait un bénéfice net en devises. Cette flambée des ventes israéliennes aux États-Unis, observe M. Pat, ne constituera pas une menace pour les industriels américains, car elle

Jérusalem à la Communauté européenne; mais son champ d'application sera plus vaste puisqu'il inclura, non seulement les biens, mais aussi les services.

De notre correspondant
portera sur une très faible part de leur marché.
Pour rallier Washington à leur projet, les Israéliens ont usé d'un argument politique qui concerne les Européens. En 1987 et en 1989, lorsque s'achèvera, selon les prévisions, la phase d'entrée en application de l'accord de libre-échange israélo-européen dans le domaine industriel, les marchandises vendues par la C.E.E. bénéficieront sur le marché israélien d'un total dégrèvement douanier. Les produits américains seront donc nettement désavantagés. « Vos industriels, ont souligné les Israéliens à l'adresse de l'administration Reagan, auraient donc tout intérêt à rivaliser à armes égales avec les Européens. Cela sera possible si l'on établit entre nous une zone de libre-échange ».

Comme avec la C.E.E.

La Communauté européenne achète aujourd'hui à Israël 65 % de ses produits industriels et 85 % de ses produits agricoles. Israël a d'autant plus intérêt à diversifier ses échanges commerciaux qu'il s'inquiète des dangers que l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. ferait courir à son agriculture. L'accord de libre-échange avec les États-Unis élargira l'horizon des industriels israéliens et compensera, le cas échéant, le manque à gagner pouvant résulter dans le domaine agricole de l'élargissement de la C.E.E.

« Israël peut devenir un gros marché pour les États-Unis, prédit M. Pat. Quant aux produits israéliens, ils ont déjà prouvé qu'ils résistent à

la concurrence étrangère, notamment européenne. En outre, la zone de libre-échange, en favorisant nos exportations, nous aidera à consolider notre indépendance économique et réduira nos besoins d'aides étrangères. Les Américains seront donc également gagnants sur ce plan ».

Pour les Israéliens, la création d'une zone de libre-échange revêt aussi une signification politique. « Ce sera le seul accord de ce genre jamais passé entre les États-Unis et un autre pays, note M. Pat. Israël n'est-il pas le meilleur ami de l'Amérique dans le monde ? »

J.-P. L.

LE BUDGET JAPONAIS SERA TRÈS AUSTÈRE EN 1984

Le budget de l'État japonais, pour l'exercice fiscal 1984 qui commencera en avril prochain, sera plafonné au niveau de celui en cours, soit 50 370 milliards de yens (1 800 milliards de francs), a indiqué le ministre des finances, M. Noboru Takekita.

Le gouvernement va essayer de freiner le gonflement d'une énorme dette intérieure, qui atteint 110 000 milliards de yens (4 000 milliards de francs), soit 40 % du P.N.B. japonais. Les nouveaux emprunts sur le marché obligataire, émis pour combler le déficit budgétaire et assurer le service de la dette, s'élèveront à 13 000 milliards de yens, dont 10 000 milliards de yens pour le seul service de la dette. Le gouvernement fera en sorte que le Japon n'ait plus recours, en 1990, à l'émission d'emprunts pour financer le déficit budgétaire.

CONJONCTURE

Il se crée près de quatre fois plus d'entreprises qu'il n'en meurt

En dépit des difficultés économiques, il se crée encore en France beaucoup plus d'entreprises qu'il n'en meurt. Bon an, mal an, près de quatre fois plus. La revue *Economie et P.M.E.* (1), dans sa dernière livraison, présente un bilan de ces mouvements de créations (50 070) et de défaillances (13 638) de firmes au cours des huit premiers mois de cette année et tente d'en tirer quelques lignes de force.

Un exercice difficile, car les statistiques officielles, qui sont rassemblées, ne recouvrent pas les mêmes données de base. Ainsi, les défaillances ne représentent que les suppressions au registre du commerce, à la suite de règlements judiciaires ou de mise en liquidation de biens. En revanche, les sociétés qui meurent de mort naturelle, si l'on peut dire, et dont le propriétaire omet de les signaler, ne sont pas prises en compte.

Les créations officielles, elles, regroupent à la fois l'ouverture de nouvelles firmes, bien sûr, mais aussi les simples changements de raison sociale. C'est donc l'évolution des mouvements, dans un sens ou dans un autre, qu'il importe de suivre plutôt que les données brutes.

Que dit cette évolution ?

1) Les défaillances d'entreprises tout d'abord. Au cours des huit premiers mois de 1983, on a relevé 15 038 suppressions de firmes, soit une progression de 13,6 % par rapport à la même période de 1982. En 1982, à la même époque, le taux de croissance des défaillances était pratiquement resté nul (+ 0,1 %).

Toutes les régions ont été à peu près également touchées. La Bourgogne et la Basse-Normandie ont pourtant mieux résisté car un tissu industriel plus dense y a aidé à l'activité générale. Les entreprises plus grandes ont été les plus touchées par la crise (+ 51 %). Dans l'industrie (+ 28 %) ce sont les firmes dont l'activité dépend d'une branche traditionnelle (fonderie, fabrication de matériel de maintenance et de travaux publics) qui ont été contraintes de « renoncer ». Elles sont généralement de créations plus anciennes et elles sont aussi plus grandes. Dans les industries de pointe, où le taux de « natalité » est élevé, les entreprises défaillantes sont le plus souvent petites et jeunes.

Dans la distribution (+ 14,9 %), ce sont principalement les firmes spécialisées dans les ventes en gros non alimentaires et aussi les commerces inter-industriels qui ont été rayés du registre du commerce. Dans les services, les défaillances ont augmenté de 6,3 % ; + 11,4 % dans l'hôtellerie et la restauration.

Les chocs pétroliers

Sans en tirer de conclusions définitives, les auteurs de l'étude du Crédit d'équipement des P.M.E. remarquent que l'évolution depuis 1979 date du second choc pétrolier — du mouvement de créations et de suppressions de firmes est assez identique à celui qui a suivi le premier choc pétrolier (à la fin de 1973).

2) La création d'entreprises, ensuite. A la fin d'août dernier, le nombre de ces créations était de 50 070 (+ 6,46 %), taux le plus élevé depuis deux ans : + 2,8 % en 1981 ; - 1 % en 1982. Cette hausse a été nettement plus forte dans l'industrie (+ 18,1 %) essentiellement dans les secteurs de pointe (bureautique, informatique, pharmacie) et de loisirs (fabrication de planches à voile et de bateaux de plaisance). La progression a été aussi forte dans l'hôtellerie (+ 16,3 %) : elle a été bonne dans les services (+ 8,1 %), avec cependant une pointe à 24 % dans les activités relatives à la santé. L'augmentation a été faible (+ 2,4 %) dans la distribution.

Sans qu'on puisse en cerner les causes — sinon locales, — plus d'une région sur trois (huit sur les vingt-

(1) *Economie et P.M.E.*, n° 5, 14, du 4-Septembre, Paris-28. Tél. : 238-80-85.

Quatorze mille emplois pourraient être supprimés dans le textile et l'habillement. — Ce sont les fédérations de la C.G.T. de ces deux branches qui donnent ce chiffre. Dans un communiqué, elles précisent que « près de 4 000 emplois dans l'habillement et 10 000 emplois [...] dans le textile sont supprimés ou menacés de l'être », mais elles n'indiquent pas durant quelles périodes ces postes de travail ont été ou seront supprimés. La centrale syndicale d'origine de la « non-application de plan textile » (le Monde du 23 décembre). L'ensemble de la profession « textile-habillement » emploie 490 000 salariés environ.

celles dont le capital social à la création se situe entre 100 000 F et 1 million de francs. Autre trait : les firmes nouvelles venues dans le bâtiment et les travaux publics choisissent les statuts de SARL ; dans les services, deux sur trois optent pour une entreprise en nom personnel. — A. T.

Hausse des prix de détail en novembre : + 0,4 %

	des 12 derniers mois (nov. 82/ nov. 83)	des 6 derniers mois (nov. 83/ mai 83)	des 3 derniers mois (nov. 83/ août 83)	du dernier mois (nov. 83/ oct. 83)
● ENSEMBLE	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,4
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 10,1	+ 5,5	+ 3	+ 0,7
Produits à base de céréales	+ 11,3	+ 4,5	+ 2	+ 0,1
Vieilles de boucherie	+ 8,7	+ 5,4	+ 2,7	+ 0,4
Porc et charcuterie	+ 4,2	+ 3,5	+ 1,7	- 0,4
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 10,6	+ 5,5	+ 6	+ 1,8
Produits de la pêche	+ 18,5	+ 4,1	+ 2,1	+ 0,6
Lait, fromages	+ 8,7	+ 3,6	+ 1,3	+ 0,3
Œufs	+ 25,7	+ 23,7	+ 7,4	+ 0,3
Corps gras et beurres	+ 11,6	+ 1,7	+ 7	+ 1,2
Légumes et fruits	+ 12,7	+ 18,7	+ 5,8	+ 1,6
Autres produits alimentaires	+ 9,6	+ 4,5	+ 2,2	+ 0,6
Boissons alcoolisées	+ 9,4	+ 2	+ 0,9	+ 0,3
Boissons non alcoolisées	+ 16,2	+ 5	+ 2,8	+ 0,9
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 8,7	+ 3,8	+ 1,8	+ 0,5
1) Habillement et textiles	+ 11,4	+ 5,4	+ 3,9	+ 1,4
Vêtements de dessus	+ 16,1	+ 4,9	+ 3,8	+ 1,6
Autres vêtements et accessoires	+ 12,7	+ 6,1	+ 3,8	+ 1,6
Articles chaussants	+ 10,6	+ 5,4	+ 3,8	+ 1,4
Autres produits textiles	+ 12,1	+ 5,5	+ 3,5	+ 1,4
2) Autres produits manufacturés	+ 8,1	+ 3,4	+ 1,3	+ 0,3
Mécanique et tapis	+ 9,2	+ 3,5	+ 1,5	+ 0,5
Appareils électroménagers et à gaz	+ 9	+ 4	+ 2,2	+ 0,6
Autres articles d'équipement du ménage	+ 11,5	+ 4,8	+ 2,3	+ 0,7
Services de ménage, produits d'entretien et produits d'entretien	+ 8,6	+ 3,4	+ 1,6	+ 0,8
Articles de toilette et de soins	+ 6,9	+ 1,3	+ 0,9	+ 0,2
Véhicules	+ 7,7	+ 3,9	+ 0,3	+ 0,1
Papeterie, librairie, journaux	+ 10,6	+ 3,5	+ 1,3	+ 0,3
Photo, optique, électro-acoustique	+ 2,4	+ 1	+ 0,6	+ 0,2
Autres articles de loisir	+ 9,8	+ 3,7	+ 2,2	+ 0,7
Construction, énergie	+ 6	+ 3	+ 1,4	-
Tobacs et produits manufacturés divers	+ 12,1	+ 5,3	+ 1,4	+ 0,4
● SERVICES	+ 11,4	+ 3,4	+ 1,6	+ 0,2
Services relatifs au logement	+ 10,6	+ 4,1	+ 2,2	+ 0,1
dont : loyers	+ 10,6	+ 4,1	+ 2,4	-
Soins personnels, soins de l'habillement et produits d'entretien	+ 12,5	+ 4,3	+ 2,7	+ 0,3
Services de santé	+ 12,3	+ 0,3	-	-
Transports publics	+ 9,8	+ 2,7	+ 0,3	+ 0,1
Services d'utilisation de véhicules	+ 11,2	+ 2,6	+ 0,9	+ 0,1
Prêts (2)	+ 12,7	+ 4,3	+ 1,9	+ 0,3
Hôtels, cafés, restaurants	+ 12,7	+ 4,3	+ 1,9	+ 0,3
Autres services (3)	+ 9,6	+ 4,3	+ 1,7	+ 0,4

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit à 143 en novembre, contre 142,4 en octobre. En rythme annuel, sur les trois derniers mois (septembre, octobre, novembre) la hausse des prix a été de 5,2 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de coiffure, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parking, stations-service, péage sur autoroutes, etc. (3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi universitaires), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redondance O.R.T.F., etc.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DU TOURISME ENTREPRISE DE GESTION EL-AURASSI DIRECTION GÉNÉRALE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 04/83

L'Entreprise de Gestion de l'Hôtel EL-AURASSI lance un appel d'offres ouvert pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : Lave-vaisselle automatique
- Lot n° 2 : Verrerie de table
- Lot n° 3 : Aspirateurs-balayuses, lavesuses industrielles moquetteuses. Cireuses à marbre
- Lot n° 4 : Matériel de buanderie
- Lot n° 5 : Matériel de plomberie sanitaire
- Lot n° 6 : Matériel électrique divers
- Lot n° 7 : Argentier
- Lot n° 8 : 20 000 m² de moquette

Le dossier de l'appel d'offres complet pourra être obtenu auprès de la Direction Générale « EL-AURASSI », boul. Frantz-Fanon Alger contre la somme de 200 dinars.

Les entreprises intéressées peuvent soumissionner pour tout ou partie du programme.

Les offres devront parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée au plus tard quinze jours après la date de publication du présent avis, sous double enveloppes cachetées et portant la mention « A NE PAS OUVRIR » AOI n° 04/83.

La raison sociale du soumissionnaire ne devra en aucun cas figurer sur l'enveloppe extérieure.

IMPORTANT :

- Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11/02/78 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.
- Les soumissionnaires doivent joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la Chambre de commerce et de l'industrie du lieu de leur résidence attestant qu'ils ont effectivement les qualités de fabricant ou producteur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date limite pour la réception des offres.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

IDEMEDIA recherche Secrétaire technique de publication, expérimentée à composer le mensuel. Tél. 874-02-43. VAN WASSERBERG, 20, rue Négander, Paris 9.

Importance Société de Presse recherche pour son Service Publicité Directeur Financier. Contacter la Direction du Personnel - 522-78-05, poste 432.

representation offres

Entreprise italienne productrice d'articles pour nettoyage — papiers, éponges, pour sols et autres — chiffons pour sol et à tout faire — Mip. Représentant introduit dans le secteur grossiste et distributeurs. Ecr. à : FAMA JERSEY S.p.A. - Cas. Postale 226 - 51100 PISTOIA - Italia. Tél. 570429.

DEMANDES D'EMPLOIS

B.T.S. TOURISME (T.P.) J. F. 20 ans, motivé, bonne présentation, anglais, allemand, notions italiennes, rect. pl. agence de voyages, T.O. ou association touristique. Libre de suite. Téléphone : (37) 28-43-85.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARIBIENS (C 191 B.P. 422-08 PARIS).

formation professionnelle

Formation complète ANALYSTE PROGRAMMEUR Stage APR 0401.03. Fiches STS à mi-temps. Langage-Interactivité. Démarrage le 13 janv. 84 au 15 déc. 84. Tél. 206-34-63, N° EDON.

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
MARAIS
Studio rénové, cul, équipé salle de bains, cuisine, chambre, 2^e et 3^e ét. Prix intéressant. 20, rue Charlot. Jue, vendredi, 14 à 17 h.

5^e arrdt
NEUF IMMOBILE TRÈS GRAND LUXE
RESTE 9 APPARTEMENTS de 3, 4 et 5 pièces et un duplex. — TERRAINES. Livraison immédiate.

JARDIN DES PLANTES
1 et 2, RUE POLIVEAU
A partir de 15.000 F h m. Forme et définit.

APARTEMENT TENDON
Tous les jours, 14 à 18 h. Seul mercredi et dimanche. A.W.J. - Tél. : 267-37-37.

6^e arrdt
Paris-6^e. Odéon, 2 pces cul, w.c., douche, sur cour, calme, soleil, 800.000 F. Sur place, 4, rue de Buci, vendredi 30 déc. 1983, de 10 à 18 h.

AV. DE LA RÉPUBLIQUE
vaste 6 pces, 11 ét, immeuble pierre de taille, 1.100.000 F. LERMS 355-58-88.

M^e REPUBLIQUE
beau 2 pces, terrasse arborée, immeuble stand. 445.000 F. LERMS 355-58-88.

BOULEVARD DIDROT, urgent, grand 3 pièces, 475.000 F. — Tél. : 347-57-07.

14^e arrdt
PLAISANCE, 110 m². Charming duplex, atelier d'Artiste. GARIS 567-22-88.

15^e arrdt
CEGOCI CONSTRUCT
329, RUE LECOURBE
IMMOBILIER 50 STANDING STUDIO 2, 3 PIÈCES
Studio 432.500 F
2 P. à part. de 578.500 F
3 P. à part. de 688.200 F
LIVRAISON NOVEMBRE 83
Bureau de vente ouvert de 14 heures à 19 heures. Samedi de 11 à 18 h. 578-02-78 ou 587-82-88.

M^e DUPLEX, beau studio, imm. stand. 340.000 F. Agence IMMOBILIER 578-82-88.

16^e arrdt
Sous-traité après 4 pièces
SUR AVENUE FOCH
Imm. gd stand. adj. 70 m². 3 pces, 350.000 F. 58MRA - Tél. : 358-05-40.

18^e arrdt
CEGOCI CONSTRUCT
Résidence « Maître du 18^e »
53, RUE DU SIMPLON
23 APPTS DE STANDING STUDIO 2, 3 P., PARK.

Studio à partir 219.150 F
2 P. à part. de 428.300 F
3 P. à part. de 682.000 F
Renseignements : 578-82-78.

82 Hauts-de-Seine
Part. vend à part. coquet apt 2 pièces, 45 m², immeuble très bon état. 580.000 F. Téléphone : 767-06-40.

Province
DIEPPE, FRONT DE MER
Résidence du Bas Fort-Blaizot, petit immeuble neuf, situation exceptionnelle, apt de 30 à 70 m² + terrasse. (18-11) 388-11-10.

SQUARE CARPEAUX
dans imm. pierre de t. 1.500 m², 3 pces et 63 m² + balcon, occupé dans 80 ans. Téléphone : 500-54-00.

locations non meublées offres

Paris
Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS À LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFRES DES LOCATAIRES. Téléphone : 288-58-46.

locations non meublées demandes

Paris
LOCATION DEMANDE pour importante SOCIÉTÉ. Nombreuses LOCATIONS cherchées appart. 2 à 5 pièces ou villas toutes catégories pour logement personnel et cadre. Tél. : 503-37-00 (Poste 12).

Région parisienne

Studio cherché pour CADRES villas, pavill. tout bien. Loyer garanti 10 000 F - 288-57-02.

locations meublées demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris. Ind. du STUDIO au 6 P. LOYERS GARANTIS par Sûreté ou Ambassade. 288-11-08.

propriétés

AVOINE
BONS TERRES, DE CHASSE de superficie variable pour ou sans domage et bât. Ecr. au n° 201.893 à AGENCE HAVAS, 82-519 4506 ORLÉANS CEDEX.

viagers

F. CRUZ - 266-19-08
8, RUE LA BOÉTIE, PARIS-8^e. Pr vente Index et garanties. Etude gratuite gratuite.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL. Constitutions de sociétés et tous services. Tél. 368-17-52.

SOCIAL

LES LOIS AUROUX ET LA RIGUEUR

Comment négocier les mains vides ?

Un problème presque insoluble se pose aux chefs d'entreprise, et plus particulièrement à ceux du secteur nationalisé. L'énigme est la suivante : d'une part les directives gouvernementales limitent à 6,17 % la hausse de la masse salariale en 1984, d'autre part les lois Auroux font obligation de négocier au niveau professionnel et au niveau des entreprises chaque année sur la question des salaires.

Sachant qu'il faudra pour 1984 tenir compte de l'« effet report » des mesures prises en 1983, quel moyen a le chef d'entreprise de ne pas se mettre, d'une façon ou d'une autre, en contrevention avec la loi ?

Glissement, vieillissement technique

Certains responsables d'entreprises nationalisées se posent sérieusement la question. Ils savent qu'en additionnant l'effet des mesures prises en 1983 et ce qu'on appelle le G.V.T. (Glissement, vieillissement, technique) on atteint la plupart du temps les limites des hausses imposées par les pouvoirs publics. Ils en concluent qu'aucune négociation n'est possible avec les organisations syndicales. A moins qu'il ne s'agisse, dans certains cas, d'obtenir que le personnel rende de l'argent !

Cependant, il y a obligation légale de négocier, sous peine de poursuites pour délit d'entrave. On négocie donc, mais les

mains vides... ce qui est également interdit par la loi, qui condamne le simulateur.

Dilemme. Na pas négocier parce qu'il n'y a rien à négocier ou négocier sans avoir rien à négocier, c'est se rendre coupable dans un cas comme dans l'autre. Pour clarifier la situation et se mettre à l'abri des poursuites, certains patrons suggèrent de refuser toute palinodie et d'annoncer clairement qu'il n'y a pas lieu d'ouvrir des négociations sur ce qui n'est pas négociable.

D'autres, plus réalistes, et tenant compte des réactions prévisibles des syndicats, souhaitent qu'on leur laisse une marge de manœuvre, aussi petite soit-elle, par exemple en n'incluant pas le G.V.T. dans l'ensemble des rémunérations, bien que le premier ministre, dans un récent débat publié par l'« Expansion (le Monde du 17 décembre), n'ait laissé aucune échappatoire de ce côté.

Mais n'est-ce pas ici qu'il faudrait faire preuve d'imagination ? Négocier, n'est-ce pas aussi amener chaque partenaire à prendre en compte les réalités de chacun ? Le moment ne serait-il pas venu de prendre en compte d'autres critères pour faire avancer les choses ? Des critères de compétitivité aux crédits d'heures en passant par l'intéressement, bien des possibilités existent qui mériteraient d'être discutées autour d'une table de négociations.

FRANÇOIS SIMON.

AGRICULTURE

DÉCIDÉ A LA DEMANDE DE BRUXELLES

Le renchérissement prochain du coût des transports de marchandises soulève une vive émotion en Bretagne

De notre correspondant

(matériel intégral de ces correctifs) nos organisations engageront sans autre préavis les actions nécessaires pour obtenir satisfaction. Ce thème est signé par M. François Guéron, président de la chambre d'agriculture de Bretagne. Déjà des comités de salut économique auxquels sont invités à participer les syndicats ouvriers et patrons, les chambres consulaires et l'ensemble des personnalités économiques de la région se mettent en place. Les responsables agricoles se réuniront à nouveau le 5 janvier 1984.

C'est alors et en fonction de la réponse du ministre qu'ils décideront de l'attitude à prendre. Pour qui connaît la Bretagne, il s'agit vraiment là d'un ultimatum. Quant à ceux qui l'ignorent, ils devront sans doute à leurs dépens comprendre rapidement pourquoi les agriculteurs bretons demandent à être traités sur un pied d'égalité avec les autres Français. Mettre Roscoff près de Plymouth et Dunkerque à Amiens semble anormal. Vu de Bretagne, et chiffrés à l'appui (comme l'explique parfaitement un livre blanc publié au printemps 1977 par le comité économique et social de Bretagne), c'est pourtant la réalité. Pour la neutraliser, il existe aujourd'hui un consensus en Bretagne (du producteur de légumes à l'éleveur de porcs en passant par le transporteur routier). Une mesure de vingt ans suffit à en mesurer l'enjeu. C'est tout le problème et, dans quelques jours, cela peut devenir une pondération, plus explosive encore dans cette région que celle de la liberté de l'enseignement.

CHRISTIAN TUAL.

L'« Annexe B-ter »

Le 1^{er} octobre, la S.N.C.F. a mis en pratique de nouvelles « conditions générales d'application des transports de marchandises ». En vertu de ces dispositions, la règle kilométrique demeure le principe de base de la tarification, mais elle est assortie de « pondérations » pour tenir compte des conditions d'exploitation des lignes. En Auvergne ou en Bretagne, par exemple, considérant que l'absence d'électrification des réseaux, le manque de gares de triage ou les difficultés de desserte alourdissent les coûts, la S.N.C.F. affecte certains tarifs kilométriques de base d'un coefficient de majoration bien défini (10 %, 12 % ou 15 %).

Afin de ne pas pénaliser des régions déjà souvent désavantagées, l'Etat a demandé à l'époque à la S.N.C.F. d'assortir ses « conditions générales » de dispositions — incluses dans une « annexe B-ter » — assurant des réductions tarifaires à certaines marchandises en provenance ou à destination de ces régions, en échange d'une compensation budgétaire pour la société nationale (laquelle n'existe en fait que depuis 1970). C'est cette contribution, — qui atteint cette année environ 75 millions de francs, — que les instances européennes veulent voir disparaître au 1^{er} janvier prochain, ce qui devrait amener la S.N.C.F. à appliquer intégralement, à partir de cette date, les dispositions de 1982.

La suppression des correctifs tarifaires qui doit intervenir le 1^{er} janvier 1984, c'est immédiatement une hausse de 31 % du coût des transports pour les producteurs de légumes, affirme l'éleveur de Taulé (Finistère), qui précise qu'un producteur de porcs (deux mille porcs par an) perdrait annuellement 12 000 F, soit, avec les frais financiers, quelque 1,3 million de francs en fin de carrière (quand on connaît les cours actuels de porc, c'est assez inquiétant).

Réaction unanime, décidée mercredi 28 décembre à Rennes par les responsables agricoles bretons, un ultimatum a été adressé au ministre des transports : « Nous vous demandons de préciser pour le 3 janvier 1984 la position du gouvernement sur la possibilité d'une suppression des correctifs tarifaires. En l'absence d'une réponse positive

AFFAIRES

SUITE A UN AVIS DE LA COMMISSION DE LA CONCURRENCE

Havas-DOM devra séparer à la Réunion ses activités de régie et d'agence de publicité

Havas-DOM, filiale intégrée de l'agence Havas, devra séparer désormais ses activités de régie et ses activités d'agence de publicité. Elle devra également dénouer certaines clauses du contrat qui la liait à FR 3-radio depuis 1975.

Ainsi en a décidé M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, suivant ainsi un avis de la commission de la concurrence : il s'agit d'abus de position dominante, entravant le jeu de la concurrence.

L'affaire s'est passée à la Réunion, en 1980-1981, où seule une station de radio locale, dépendant de FR 3, émettait sur l'île, et avait confié (tout comme Télé 7 Jours) la gestion de ses espaces publicitaires à Havas-DOM. Cette société réalisait alors 48 % du chiffre d'affaires de la publicité.

La commission de la concurrence a jugé les exigences d'Havas-DOM « exorbitantes et injustifiées », la « carte accreditative » ne conférant nullement la qualité d'intermédiaire exclusif ayant seul droit au bénéfice de la commission » et les « conditions » posées par Havas-DOM écartant la plupart des autres agences de la radio.

Accor et Eurocom s'associent à la Socopa pour devenir le numéro deux de la restauration rapide en France

La société Restaurap, filiale à parts égales du groupe Accor (issu de la fusion de Novotel et de Jacques Borel International) et d'Eurocom (filiale de l'Agence Havas) vient d'entériner le protocole d'accord signé à la mi-décembre avec l'entreprise Socopa, numéro un français de la distribution de viande, afin de regrouper en une seule entité l'ensemble de leurs activités de restauration rapide.

Restaurap exploitait jusqu'à présent dix-sept restaurants « fast food » à l'enseigne Chicken Shop et What a burger qui viendront s'ajouter aux huit Free Time détenus par la Cerrap, filiale de Socopa. La nouvelle société résultant de cette fusion, baptisée Freetime S.A., sera filiale à 50/50 de Cerrap et de Socopa. Avec un chiffre d'affaires supérieur à 150 millions de francs, Freetime va talonner la première entreprise française de restauration rapide : Franco-Quinox, filiale de

Casino et du groupe belge GB-Inno-B.M.

Préside par M. Guy-Raoul d'Harambure, directeur général de Socopa-France, Freetime S.A. sera chargée d'assurer, directement ou en franchise, le développement de la nouvelle chaîne non seulement en France, où la concurrence s'avère avec les sociétés américaines qui ont importé la formule « hamburger », mais également à l'étranger, où l'un des trois partenaires, Accor, a déjà établi un « site de point » grâce à ses installations hôtelières et de restauration. « La restauration rapide est un marché porteur, estime M. Paul Dubrule, coprésident d'Accor, « nous avons arrêté notre développement il y a deux ans après avoir constaté que nous ne pouvions pas être le numéro un. Depuis, nous nous sommes associés à Eurocom, et l'accord que nous venons de signer avec Freetime nous a remis en selle tous les trois — pour remporter une brillante seconde place ».

L'avenir de l'industrie française du roulement

- La direction de S.K.F. va rencontrer les syndicats
- Deux candidats pour la reprise de la société Nadela

Une « table ronde » sur l'industrie française du roulement s'est réunie le 28 décembre au ministère de l'Industrie. Le principe de cette réunion avait été arrêté lors de la rencontre de M. Fabius avec M. Marchais le 19 décembre. Le secrétaire général du P.C. s'inquiétait de la fermeture annoncée en mars dernier, de l'usine d'Ivry de la filiale française du groupe suédois S.K.F. et du sort de ses quelque six cents salariés. Cette usine est occupée depuis plusieurs semaines.

La direction générale de l'Industrie, M. Gallois, a obtenu qu'une rencontre entre la direction de S.K.F.-France et les syndicats ait lieu « dans les prochains jours », afin d'examiner le maintien d'une activité en région parisienne et le reclassement des ouvriers. S.K.F. a déjà fait savoir qu'un atelier de décolletage de soixante personnes

serait maintenu à Ivry. D'autre part, il a été décidé d'examiner l'aspect social de la reprise du fabricant Nadela dont l'actionnaire actuel, le groupe allemand Lanfender, veut se séparer. Deux acquéreurs sont sur les rangs : le groupe japonais Min-BEA et la Société Nouvelle de Roulements (filiale Renault) associée à l'américain Torrington.

Très concurrencée par les importations provenant du Japon et des pays de l'Est cette industrie qui compte 12 500 salariés en France et réalise 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, est engagée dans un processus de rationalisation qui paraît inéluctable. Elle doit concentrer ses moyens, automatiser ses productions et réduire ses dépenses de recherche et développement, exigences qui ne peuvent être supportées que par des grands groupes.

Pour la commission de la concurrence

DES FABRICANTS DE JEANS PEUVENT REFUSER DE VENDRE AUX GRANDES SURFACES

Selon la commission de la concurrence, il n'y a pas eu entente entre les fabricants de six marques de jeans (Lee Cooper, Levi-Strauss, Wrangler, New Man, Lois et Lec) qui ont opposé des refus de vente « plus ou moins francs » aux grandes sociétés de la distribution (Carrefour, Auchan).

Dans l'avis qu'elle a publié le mercredi 28 décembre, la commission a certes constaté que les fabricants de jeans étaient souvent menacés par les commerçants traditionnels de rupture de relations commerciales s'ils livraient leurs vêtements à des magasins aux marges plus faibles. Toutefois, aucune action concertée n'a pu être mise en évidence. Au contraire, a constaté la commission, ces fabricants se concurrencent réellement, et les jeans portant leurs marques représentent à peine 20 % du marché.

LES NOUVEAUX TARIFS DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE VONT ENTRER EN VIGUEUR

A partir du 1^{er} janvier 1984, le nouveau régime tarifaire de l'assurance automobile entrera en vigueur et sera applicable aux contrats au fur et mesure de leurs échéances. Il s'agit, tout d'abord, de l'augmentation de la taxe fiscale, votée récemment par le Parlement, ladite taxe passant de 9 % à 18 %, ce qui porte à 31,50 % contre 22,50 % l'imposition totale des primes d'assurance automobile.

Ensuite, la nouvelle réglementation des surprimes sera appliquée (le Monde du 16 juin 1983), à la fois pour les « risques aggravés » et les jeunes conducteurs. La surprime maximale pour conduite en état d'ivresse est de 150 % par gramme d'alcool dans le sang au-dessus de 0,80 gramme.

Enfin, le pourcentage de 100 % pour délit de fuite et sera plafonné à 50 % en cas de suspension du permis de conduire entre deux et six mois (100 % au delà de six mois, 200 % pour plusieurs suspensions de plus de deux mois en un an et en cas d'annulation).

Lorsque l'assuré aura été responsable de plus de trois accidents dans l'année, la majoration maximale de la prime sera de 50 %. Enfin, le montant total des surprimes, à quel-ques titres que ce soit, ne pourra excéder 400 % de la prime de base (cinq fois la prime).

LA VAGUE DE FROID AUX ETATS-UNIS PROVOQUE UNE REPRISE DU MARCHÉ PÉTROLIER

La vague de froid qui sévit aux Etats-Unis a entraîné une reprise des achats de fuel domestique outre-Atlantique et permis un redressement des cours sur le marché libre des pétroles bruts en Europe. La demande subitement accrue de fuel a surpris les négociants, qui, faute

de stocks suffisants, se sont tournés vers le marché. En Europe, le brut « Brent » de la mer du Nord — qualité de référence sur le marché libre — a vu ses cours remonter à 29,50 dollars par baril (contre 28,90 dollars la semaine passée), soit 0,50 dollar de moins seulement que son prix officiel.

Ce redressement du marché, que les spécialistes, selon le *Wall Street Journal*, prévoient de courte durée, devrait permettre à la compagnie nationale britannique B.N.O.C., principal vendeur de brut de mer du Nord, de maintenir ce prix officiel au cours du premier trimestre 1984, en dépit des pressions exercées par certaines compagnies (Chevron, notamment) afin d'obtenir une baisse de 1 à 2 dollars par baril dans leurs contrats trimestriels.

Aux Etats-Unis, les deux compagnies (Citgo et Ashland) qui avaient annoncé une diminution de leurs prix d'achat du brut sont revenues, en début de semaine, sur cette décision. L'Equateur, pays producteur membre de l'OPEP, n'en aurait pas moins décidé de réduire le prix de son pétrole de 28,20 dollars à 27,50 dollars par baril à compter du 1^{er} janvier 1984. L'Equateur, qui vend essentiellement des bruts lourds, produit 240 000 barils par jour, dont 88 000 sont exportés.

Aux Etats-Unis

PENZOIL LANCE UNE OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SUR 20 % DU CAPITAL DE GETTY OIL

Penzoil Co, une compagnie pétrolière de Houston (Texas), a fait, mercredi 28 décembre, une offre publique d'achat de 1,6 milliard de dollars (1,4 milliards de francs) sur les actions du groupe Getty Oil de Los Angeles, quatrième compagnie pétrolière américaine, contrôlée par les héritiers du fondateur, M. Paul Getty. Penzoil, trois fois moins gros que Getty Oil, a proposé 100 dollars par action, et espère acquérir environ 20 % du capital de la compagnie. Cette offre, dont la date limite est fixée au 25 janvier 1984, intervient alors que la famille du fondateur est entrée en conflit avec la direction du groupe Getty Oil, dont les bénéfices nets ont diminué, au cours des neuf premiers mois de l'année, de 51 % par rapport à l'an passé (255,5 millions de dollars contre 518,9 millions de dollars). M. Gordon Getty, fils du fondateur, qui contrôle 40,2 % du groupe, et M. Harold Williams, qui en contrôle 11,8 %, souhaitent que le groupe recentre son activité sur l'énergie et le pétrole, après s'être diversifié, depuis 1980 notamment, dans l'assurance, la télévision par câble, etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-11	8,4228	8,4228	+ 140	+ 170
SE-12	8,4228	8,4228	+ 140	+ 170
SE-13	8,4228	8,4228	+ 140	+ 170
SE-14	8,4228	8,4228	+ 140	+ 170
SE-15	8,4228	8,4228	+ 140	+ 170
SE-16	8,4228	8,4228	+ 140	+ 170
SE-17	8,4228	8,4228	+ 140	+ 170
SE-18	8,4228	8,4228	+ 140	+ 170
SE-19	8,4228	8,4228	+ 140	+ 170
SE-20	8,4228	8,4228	+ 140	+ 170

TAUX DES EURO-MONNAIES

	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8
SE-11	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8
SE-12	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8
SE-13	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8
SE-14	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8
SE-15	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8
SE-16	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8
SE-17	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8
SE-18	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8
SE-19	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8
SE-20	12 3/8	12 3/4	9 5/8	10	9 11/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8

Ces cours sont prisés sur le marché interbancaire des devises sous leur indication en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

28 décembre

Reprise

En vue de la dernière ligne droite, la Bourse de Paris, qui avait sérieusement réduit son allure, a de nouveau allongé la foulée mercredi. Presque dès l'ouverture, un mouvement de reprise s'est amorcé et le premier relais était tenu par SIminco, qui le passait ensuite à Bouygues, qui le transmettait à la C.F.P., qui le remettait à Peugeot, qui l'aurait à son tour, et ainsi de suite. L'ensemble a été le premier relais tenu par SIminco, qui le passait ensuite à Bouygues, qui le transmettait à la C.F.P., qui le remettait à Peugeot, qui l'aurait à son tour, et ainsi de suite.

NEW-YORK

Tiraillements

Wall Street est sujet à des crampes d'extension. Il en a encore eues, mercredi, et celles-ci ont agi sur son comportement. Tirailé dans tous les sens, le marché a d'abord baissé puis est remonté pour finalement retrouver l'équilibre avec l'indice des Industrielles à 1 265,21 (+ 0,50 point).

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 27 déc, Cours de 28 déc. Rows include Alcatel, Bouygues, C.F.P., Peugeot, SIminco, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 27 déc, Cours de 28 déc. Rows include Alcatel, Bouygues, C.F.P., Peugeot, SIminco, etc.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

TENNECO. - Filiale du groupe Tenneco, Tenneco Oil Processing and Marketing se désengage pour partie de la pétrochimie et va revendre à Texas Olefins, Houston, ses actifs dans Petro-Ten Chemicals. Une lettre d'intention a été signée.

RECENTRAGE DE LA CHIMIE DE TOTAL. - Jusqu'à l'opération entre les deux grandes filiales, la Compagnie française des pétroles et la Compagnie française de raffinage, la chimie du groupe pétrolier Total va être recentrée sur Total Chimie. Cette entreprise va reprendre Hutchinson, la Société de caoutchouc Butyl (SOCABU) et Pétrosynthèse, affaires jusqu'à contrôlées par la C.F.R., et également la branche engrais avec COPAF (C.F.P., C.F.R.). Ce recentrage permettra de mieux rationaliser l'activité chimie, surtout d'équilibrer les charges financières (frais financiers, investissements) supportées par la C.F.P. et la C.F.R., cette dernière portant le plus lourd fardeau.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 27 déc, Cours de 28 déc. Rows include Alcatel, Bouygues, C.F.P., Peugeot, SIminco, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 27 déc, Cours de 28 déc. Rows include Alcatel, Bouygues, C.F.P., Peugeot, SIminco, etc.

BOURSE DE PARIS Comptant 28 DECEMBRE

Main table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various stocks like Alcatel, Bouygues, C.F.P., Peugeot, SIminco, etc.

Règlement mensuel

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various stocks like Alcatel, Bouygues, C.F.P., Peugeot, SIminco, etc.

COTE DES CHANGES

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various currencies like Dollar, Franc, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various gold prices like Or fin, Or 24 carats, etc.

Le Monde

A TALBOT-POISSY

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « Les deux stratégies de l'opposition chilienne », par Alain Touraine ; LU : l'humour dans la politique, de Pascal Sabourin ; Lettres du Monde.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
5. ASIE
- L'an V de la djihad afghane, par Patrick Claude.

AMÉRIQUES

DIPLOMATIE

EUROPE

POLITIQUE

6. Le sénateur ouvrier 1983.
POINT DE VUE : « Le chat et le bouillabaisse », par Lionel Stoléru.

7. Les prolongements de l'affaire ELF-Aquitaine.

SOCIÉTÉ

8. FAITS DIVERS : café-philtre ; Un hiver meurtrier aux États-Unis.
- La triste état du Musée d'histoire naturelle de Paris.

LE MONDE DES LIVRES

9. LE FEUILLETON DE BERTRAND POINOT-DELPECH : Secrets de fabrication.
9. LES RENDEZ-VOUS DE L'HIVER.
9 à 11. AUJOURD'HUI 1984 : Orwell n'a-t-il pas prophétisé ?
12. ESSAIS : l'écroulement Robert Challe, précurseur des Lumière.
- AU FIL DES LECTURES.
- SCIENCE-FICTION.

CULTURE

13. Le voyage de M. Jack Lang au Brésil.
THÉÂTRE : L'étoile est en avance, par le T.P.L.

COMMUNICATION

ÉCONOMIE

17. ÉTRANGER : Israël et les États-Unis ont conclu un accord de libre échange.
18. AGRICULTURE : le renchérissement prochain du coût des transports de marchandises soulève une vive émotion en Bretagne.

RADIO-TÉLÉVISION (15)
INFORMATIONS
« SERVICES » (16) :
Ouverts et fermés ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto ; Loterie nationale.
Annuaire classé (20) :
Cartes (16) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (19).

Le numéro du « Monde » daté 29 décembre 1983 a été tiré à 439 775 exemplaires

YÉMEN
3 semaines
Départ le 21 janvier
Prix : 20 000 F
PEUPLES DU MONDE
10, rue de Turenne
75004 PARIS
271-50-56

CERRUTI 1881
PARIS
SOLDES ET VENTES SPÉCIALES
du 4 au 7 Janvier
CERRUTI HOMME
27 rue ROYALE
CERRUTI FEMME
15 Pl. de la MADELEINE
39 av. VICTOR-HUGO

A B C D E F G

La direction de l'usine retire les ouvriers de l'entretien qui n'ont pu pénétrer dans le bâtiment occupé

La tension s'est aggravée jeudi matin 29 décembre dans les usines Talbot de Poissy toujours occupées en partie par quelques centaines de salariés, installés surtout dans le bâtiment B3, comme depuis le début de la grève. Les cinq cents ouvriers et agents de maîtrise convoqués par la direction de l'usine pour nettoyer les locaux et assurer le réglage des machines se sont présentés à 7 heures et se sont installés dans le bâtiment de l'entretien général, puis dans les autres bâtiments. La C.F.D.T. a essayé, en vain, de les en dissuader, quant bien que le groupe de ses ouvriers s'est présentée devant le bâtiment B3, le secrétaire de la C.F.D.T., Jean-Pierre Nosal, entouré de plusieurs grévistes s'y est opposé. Un huissier a enregistré ce refus. M^{me} Nora Tréhel, secrétaire du syndicat C.G.T. a critiqué ce piégeste de grève de la C.F.D.T., déclarant que « si ces gens étaient entrés dans le bâtiment, nous aurions discuté avec eux ».

En fin de matinée, la direction de l'usine a décidé de retirer les salariés de l'entretien, indiquant « Il est inutile qu'ils soient présents s'ils ne peuvent entrer dans le bâtiment B3 » et le convoque à nouveau vendredi à 7 heures du matin.

Mercredi 28 décembre après-midi, près d'un millier de militants C.G.T. de ma région parisienne (notamment de Citroën, de Renault et des P.T.T.), conduits par plusieurs dirigeants confédéraux, ont manifesté devant le siège de Peugeot S.A., avenue de la Grande-Armée à Paris. A l'issue du rassemblement, M. André Samjon, secrétaire général de la Fédération des métaux C.G.T., a déclaré aux journalistes que « si les forces de police devaient être utilisées contre les travailleurs, c'est toute la C.G.T. qui répondrait à cette provocation ».

Mercredi soir, le bureau confédéral de la C.G.T. dans une déclaration, a reproché au gouvernement de ne pas faire « preuve de la fermeté nécessaire » face à « l'intransigeance » du groupe Peugeot et a dénoncé « la démagogie développée par la C.F.D.T. et l'opération à caractère politique en direction des immigrés ». Elle rappelle qu'elle n'a été associée ni à la discussion ni à la conclusion de l'accord entre le gouvernement et la direction de Peugeot et « ne cautionne pas les 1 905 licenciements » qu'il prévoit. Mais « elle tient compte de la situation nouvelle qu'il entraîne » : il « devrait ouvrir une issue nouvelle à la situation industrielle et aux problèmes d'emploi chez Talbot ». Réclamant des négociations, elle rappelle ses propositions « permettant aux travailleurs volontaires de suivre une formation débouchant sur un emploi ou un reclassement et, pour ceux qui le souhaitent, de retourner dans leur pays d'origine ».

Le matin, au cours d'un meeting réunissant à huis-clos une centaine de travailleurs parmi lesquels se trouvaient plusieurs des ouvriers immigrés « dissidents », ont exprimé leurs revendications à l'égard de la C.G.T. (reprochant à celle-ci de ne pas avoir tenu compte des souhaits de leur base). M^{me} Nora Tréhel, secrétaire du syndicat de Talbot-Poissy, avait réexpliqué la position de son organisation : elle a réaffirmé son opposition aux licenciements et sa demande d'une réduction des horaires, mais mis en garde les travailleurs immigrés et français contre « une campagne de division organisée par le patronat ». « Nous sommes deux cents ici. Mais la base, c'est l'ensemble des 17 000 travailleurs de l'usine », a-t-elle déclaré, ajoutant : « Il faut que le 2 janvier 10 000 travailleurs soient présents pour appuyer des revendications « réalistes et raisonnables ». De son côté, la C.F.D.T. avait, par la voix de M. Granger, secrétaire général de sa fédération de la métallurgie, appelé les salariés à conserver « une attitude digne et résistante ».

La position de la C.G.T. a été appuyée par le parti communiste : dans un article publié par l'« Humanité », ce jeudi matin 29 décembre, M. Claude Popescu, membre du bureau politique du P.C.F., affirme que « Peugeot doit négocier, il n'y a pas d'autre solution. Les travailleurs de Talbot doivent rejeter toute tentative de division ». M. Popescu

est en 1972 à Elizondo (Navarre) par la Guardia civile. M. Goikotxea, considéré comme un membre actif de l'ETA-militaire, avait été assigné à résidence, en janvier 1979, à Valence (Alpes-de-Haute-Provence) avec seize autres de ses compatriotes, après la décision du gouvernement français de ne plus accorder le statut de réfugié politique aux citoyens espagnols.

Madrid avait, alors, réclamé son extradition, demandant qu'il soit remis en prison par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence. Un des défenseurs n'était autre que M^{me} Robert Badinter, aujourd'hui garde des sceaux. Interdit dans les départements du grand Sud-Ouest, M. Michel Goikotxea avait été autorisé, en juin 1981, à rejoindre sa femme et ses deux enfants établis dans le Pays basque.

Ce nouvel attentat a considérablement fait monter la tension dans la région de Bayonne. En deux mois, deux réfugiés basques ont disparu, un autre a été victime d'une tentative d'enlèvement par quatre policiers espagnols, un troisième a été assassiné le 19 novembre dans un bar de Bayonne (le Monde du 27 décembre). A cette occasion, une manifestation violente avait opposé les manifestants aux forces de l'ordre. Trois de ces crimes ont été revendiqués par une organisation inconnue jusqu'alors, le Groupe antiterroriste de libération (GAL), qui, chaque fois, a conclu ses communications par l'annonce de nouvelles actions.

Dans la nuit du 28 au 29 décembre, un correspondant anonyme a revendiqué, à l'agence EFE de Bilbao, l'attentat de Saint-Jean-de-Luz : « Le combat contre les nationalistes terroristes va continuer dans le Sud-Ouest. Aucun élément actif collaborant ou sympathisant de l'ETA ne va pouvoir échapper à notre vengeance. La semaine prochaine représentera le début de l'action contre le « montage » français qui protège les terroristes ».

Philippe ETCHEVERRY.

« Les deux dirigeants de Herri Batasuna relâchés par un magistrat. Deux dirigeants indépendantistes basques arrêtés pour « apologie du terrorisme » ont été relâchés mercredi 28 décembre à Madrid, le juge d'instruction devant lequel ils ont comparu s'étant déclaré.

M. Jon Idigoras avait été arrêté à Bilbao et M. Ruiz de Pinedo à Vitoria (le Monde du 29 décembre). Tous deux sont députés au Parlement basque de la coalition Herri Batasuna (H.B.), proche de l'organisation armée ETA-militaire (ETA-M).

Invocant leur qualité de député, le juge d'instruction a estimé que cette affaire est du ressort du Tribunal suprême (la plus haute instance judiciaire espagnole). — (A.F.P.)

(Publicité)

Réveillez-vous au
KRITER Brut de Brut
bien glacé!

estime que l'intention de Peugeot « de vendre 95 % des parts qu'il détient chez Talbot à deux filiales bi-don rétro pour une part du change », mais peut aussi « préparer le terrain de l'abandon de Talbot-France par la famille Peugeot » ; il demande « la transparence des comptes Peugeot ».

D'autres organisations ont apporté leur soutien aux ouvriers de Talbot, notamment l'Association des travailleurs marocains en France, pour qui le plan social ne tient pas compte des difficultés propres aux travailleurs immigrés. La Fédération des travailleurs africains en France demande pour les ouvriers de Talbot qui le souhaitent « une formation-retour adaptée avec la collaboration des gouvernements ». De son côté, la ligue communiste demande « une mobilisation unitaire » pour empêcher l'intervention de la police chez Talbot.

A l'issue d'un entretien avec M. Fabius

« L'AFFAIRE TALBOT EST L'EXEMPLE DE CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE », déclare M. Maire

« Nous sommes venus demander la mise en œuvre de nouvelles méthodes pour traiter les industries en activité et les régions menacées », a déclaré M. Edmond Maire le 29 décembre à l'issue d'un entretien avec M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche.

Le secrétaire général de la C.F.D.T. a ajouté : « L'affaire Talbot est l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire, c'est-à-dire imposer des décisions sans qu'elles soient discutées avec les salariés et les délégués syndicaux ».

Pour le plaisir d'offrir

MP 4, place de la Madeleine 260.31.44
138, rue La Fayette

LATREILLE
SOLDES ANNUELS
à tous nos rayons
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél : 329.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

C.C.A.
CHAMPAGNES CHOCOLATS
GRANDS VINS ALCOOLS
EXCEPTIONNEL !
SPECIAL FIN D'ANNÉE
« L'ANSON BRUT (VTE PAR 6) 69,80 F
« LEROY BRUT (VTE PAR 6) 45,80 F
« LAURENT PERRIN (PAR 6) 25,50 F
« CARTON 6 BORDEAUX ASSORTIS
« MAURY DE L'EST 160,00 F
« JOHNNIE WALKER 75 CL. AVEC STAGUETTE (VTE PAR 6) 69,80 F
« CHOCOLAT BELGE 500 G 35,00 F
« ASS. LINDT CONF. 500 G 68,80 F
« BOULES PRALINES 500 G 215,00 F
« FOIE D'OIE TRUFFE 400 G 250,00 F
« Turenne uniquement.
MAGASIN PRINCIPAL Tél : 277 55 37
(pour commandes et commandes)
103, rue de Turenne 75003 PARIS
Magasin de distribution : Forum des Halles,
87/87 bis/106, C. Dal 4 Temps, Versailles,
Bastille à vins, 65 bis, rue Lafayette.

Sur le vif

Big Brother Iouri

Aujourd'hui, 29 décembre, cent trente-deuxième jour de l'absence du chef de l'Etat et du parti soviétique, disparu de la scène publique le 18 août dernier. Il est fort. Andropov, très fort. Il a inventé une nouvelle forme de calendrier. Oui, il est fort. Et méfiez-vous. Il n'a pas été à la tête du K.G.B. pour rien. Mais, lui ? Alors dans 1 mois, je ne marche pas. Pas plus malade que vous ou moi. Il fait semblant.

Hier, dans France-Soir, Philippe Bourard imaginait une maladie diplomatique destinée à lui permettre de cueillir tranquillement les piquettes avec ses petits-enfants, loin des tribunes officielles. Ce n'est pas ce qu'il veut. C'est un coup monté. De main de maître. Très habilement, il donne l'impression de vouloir minimiser la gravité de son état de santé. Ce n'est qu'un rhume, un refroidissement. Ce qui encourage les spéculations cliniques les plus sémantiques. Les krominologues renchérissement sur le diabète et poussent sur le diabète dont le rythme s'accroît. Ce matin, à la radio, on en était à une par jour !

Andropov fait mieux : il orchestre des fuites savamment

distillées. Ainsi, apprend-on de source sûre, que des ouvriers allemands ont été prêts d'installer une rampe destinée à un fauteuil roulant dans son appartement.

Résultat : le comité central du P.C.U.S. le croit à la mort. Comment refuser quoi que ce soit à un agonisant ? Comment ne pas écouter ses quatuor, ses dernières volontés ? Comment ne pas nommer au Politburo ses hommes fides ? Savez-vous à qui il me fait penser, Andropov ? Au pape Stas Quint. Trompé par sa mauvaise mine, le conclève l'avait élu à l'unanimité, persuadé qu'il n'en avait plus pour longtemps. Tête des cardinaux en le voyant jeter aussi ses sa chemises de nuit aux orbes et s'installer soigneusement sur le trône de saint Pierre.

Il ne s'avent pas ce qu'il attend du Soviet suprême. Il veut voir la surprise de leur vie. Le 31 décembre 1984, quand l'année Orwell, ou l'année finie, vous verra. Big Brother sortira brutalement de l'ombre et ramassera les cartes. Il sera un peu tard alors pour crier : mal-dorme !

CLAUDE SARRAUTE.

Au Japon

Le P.C. dénonce le « culte de Kim Il Sung » en Corée du Nord

De notre correspondant

Tokyo. — Le courage politique et le frano-parler du parti communiste japonais (P.C.J.) lui valent déjà d'avoir de fort mauvais rapports avec nombre de « partis frères », à commencer par ceux des deux grandes monarchies concurrentes que sont Moscou et Pékin. Sa volonté de ne pas se plier à l'usage qui veut que l'on sacrifie la vérité au partisanisme lui vaut aujourd'hui la vindicte d'un autre « frère ennemi », et pas des moindres, le maréchal-grand-duc nord-coréen Kim Il Sung lui-même.

C'est que le P.C.J. n'a pas hésité à faire ce que quelques démocraties occidentales, ouest-européennes en particulier, n'ont pas fait avec beaucoup de vigueur : dénoncer, à l'issue du procès de Rangoun, la main des Nord-Coréens dans l'affaire du carnage dont furent victimes une douzaine de ministres et de personnalités sud-coréennes lors d'une visite officielle en Birmanie, en octobre dernier.

Cela n'avait guère plu aux dirigeants du « paradis socialiste » nord-coréen et avait déjà valu au P.C. japonais d'être associé par

Pyeongyang à la théorie d'un « complot des forces réactionnaires ».

On aurait pu en rester là. Mais, après avoir dit ce qu'il avait sur la conscience, le comité central du P.C. japonais ne voulait pas rater l'occasion de dire ce qu'il avait sur la conscience. On était d'ailleurs à la veille d'élections où le P.C. cherchait à rehausser son image démocratique.

Les communistes nippons utilisaient leur quotidien *Alakanata* pour lancer une dénonciation en règle de la « déification » et de l'« absolutisme » du culte de la personnalité toujours officiellement rendu au maréchal Kim Il Sung — et de plus en plus à son fils, imposé comme héritier dynastique. « Les fétiles du Kim Il Sungisme », écrivait notamment *Alakanata* en décembre (...), masquant l'accent sur l'indépendance nationale, alors qu'ils sacrifient leur propre indépendance au culte de Kim Il Sung. Leur attitude est contradictoire et ridicule (...), réactionnaire et opposée au progrès social. Le leader est le guide des masses, et le peuple n'est là que pour être guidé. »

R.-P. PARINGAUX.

LE POÈTE LUC BÉRIMONT EST MORT

Le poète Luc Bérumont est mort mercredi 28 décembre à la suite d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-huit ans. Il y a quelques jours, la Société des gens de lettres lui avait décerné l'un de ses principaux prix de fin d'année. Il venait aussi de recevoir le Mandat des poètes fondé en 1950 par Pierre Béarn pour aider les écrivains en difficulté.

Luc Bérumont, pseudonyme d'André Leclercq, est né le 16 septembre 1915 à Magnac-sur-Touvre (Charente). Après une licence de droit à la faculté de Lille, il entreprend une triple carrière de journaliste, de producteur d'émissions radiophoniques et télévisées et de poète.

Comme poète, il se fait connaître dès 1940 par un recueil de vers, *Epinal*, me voici, qui rappellent ceux qu'Apollinaire composa dans les tranchées en 1915. Mais sa manière, qu'il illustra avec Lyre à feu, Huche à pain (1943) le rapproche des poètes de la Loire groupés dans l'« Ecole de Rochefort », où il retrouvera son ami René-Guy Cadou.

Après la guerre, il entre à la

R.T.F. où il créa des émissions telles que *La Parole est à la Nuit*, *Dossier Stetret*, *Les richesses et les hommes, etc.* Mais il considéra toujours cette activité comme un second métier, préférant celle de poète et de romancier.

Parmi son œuvre poétique, on citera en particulier *Le grand voyage*, *Les mots germent la nuit*, *L'arbre à traverser*, *Les Aènes*, etc. Il venait de publier deux derniers recueils *Reprise du récit (Rouge-rie)* et *Grenier des caravanes (Ed. Caractères)* où il glorifiait encore la vie, l'amour et la nature, avec allégresse non dénuée de gravité.

Luc Bérumont ne négligea pas non plus la chanson puisqu'il en écrivit en collaboration avec Léo Ferré, Hélène Martin et Jacques Douai.

Dans son œuvre romanesque, on distinguera *Les Loups de Malen-tance et la Bois caennais*.

Luc Bérumont obtint de nombreux lauriers. Il reçut, notamment, le prix Apollinaire (1959), le Grand Prix de la S.G.D.L. (1967) et le Grand Prix de la Ville de Nice (1975). Il était aussi secrétaire général du jury Apollinaire et membre de l'Académie Mallarmé.

Elements en VRAI BOIS
Tous styles.
Tous bois.
Nombreuses
combinaisons.
Toutes les
dimensions.
CREDIT
FACILE
CAPÉLOU 37 Av. de la REPUBLIQUE - PARIS 11^e
Métro Parmentier - Tél. 357.46.35